

276 sièges pour le PS et ses alliés, 130 pour l'UDF, 128 pour le RPR, 27 pour le PC et 1 pour le FN

## L'absence de majorité absolue à l'Assemblée devrait inciter M. Mitterrand

### Et l'Europe ?

**P**auvres Européens ! Les voilà tout aussi déçus que les Français. Ils pensaient en avoir fini avec les choix de l'Hexagone au lendemain du second tour de l'élection présidentielle et s'étaient très bien faits à la réélection de François Mitterrand. L'homme, après tout, avait fait ses preuves, avait le sens de l'histoire et entretenait les meilleures relations possible avec la plupart des responsables du Vieux Continent.

Les résultats du second tour des élections législatives bouleversent, bien évidemment, ces certitudes. « Un échec pour M. Mitterrand », titre la presse britannique, qui s'inquiète d'autre part de la progression inattendue d'un Parti communiste donné hier comme agonisant. Même surprise, mêmes sons de cloche en Allemagne fédérale, en Italie, en Espagne...

Il ne s'agit là, bien sûr, que de réactions « à chaud », mais elles sont significatives d'une incompréhension au demeurant bien naturelle. Elles illustrent en tout cas une crainte : que la France, dépourvue d'une majorité de gouvernement, ne consacre une fois de plus l'essentiel de son énergie à de vaines querelles internes au détriment de la tâche qui l'attend au cours des prochaines années : l'aventure européenne. Cette inquiétude est d'autant plus vive que le Parti communiste, la seule formation ouvertement anti-européenne, apparaît comme le « miracle » du scrutin.

La plupart des commentateurs étrangers n'ignorent pourtant pas le « troisième tour », encore à venir, c'est-à-dire l'éventuelle ouverture en direction du centre. Mais il est clair pour tous que M. Mitterrand est en plus mauvaise posture pour effectuer une telle opération qu'au lendemain de sa réélection.

D'où cette idée, qui apparaît ici et là, d'une France bateau ivre, voguant au gré des passions ou des indifférences du moment, sans gouvernement stable. Bref, une Italie ou une Belgique de plus, un poids supplémentaire pour la dynamique européenne, qui n'en avait vraiment pas besoin. Et un cadeau royal pour la RFA, mais surtout pour la Grande-Bretagne qui n'en demandait pas tant, et qui risque de se retrouver demain le seul pays d'Europe occidentale doté d'un pouvoir fort et incontesté.

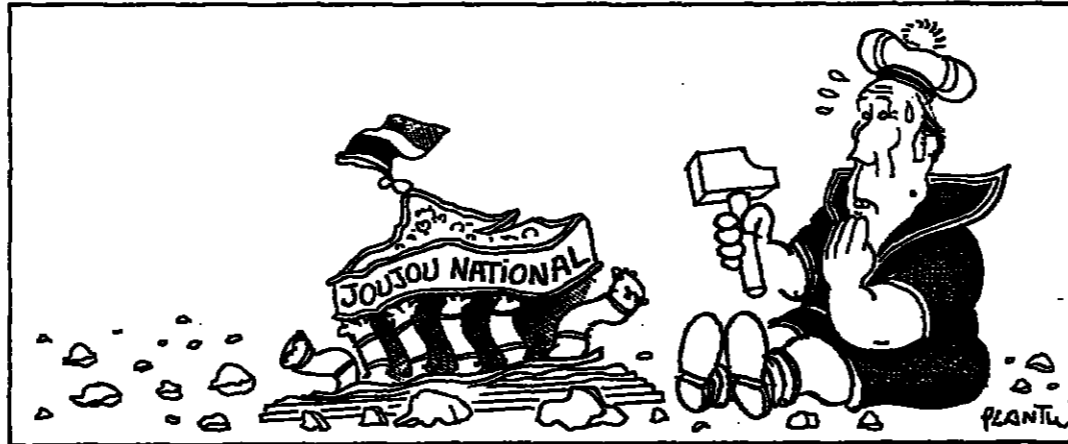
**A**utant de considérations que nos hommes politiques seraient bien avisés de prendre en compte avant d'entrer dans le grand jeu des tractations et des marchandages en tout genre. A commencer par le président de la République, qui n'a pas d'autre solution, s'il veut conserver son crédit international et un poids à la France, que de procéder, quel qu'il en coûte, à une ouverture dont l'axe ne peut être que la préparation de la France à affronter le grand large européen.

Toute autre démarche, à commencer par la reconnaissance au Parti communiste d'un rôle déterminant, serait à coup sûr considérée par nos partenaires comme un repli fâcheux, un retour aux vieilles querelles idéologiques et aux stériles déchirements d'antan.

M 0147 - 0614 0 - 4,50 F  
3790147004500 06140

## à relancer la politique d'ouverture

- M. Giscard d'Estaing propose une négociation « au grand jour »
- M. Barre souhaite la création d'une majorité cohérente
- Les communistes envisagent un soutien cas par cas



Après le second tour des élections législatives, qui a, certes, marqué la défaite de la majorité sortante UDF-RPR, mais qui n'a pas permis au PS d'obtenir la majorité absolue des sièges, M. Michel Rocard devait formellement présenter la démission de son gouvernement, le mercredi 15 juin, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres. Dans l'attente de la décision du président de la République, qui envisageait de faire connaître lui-même sa position au pays, le premier ministre continue toutefois d'exercer sa charge dans la plénitude de ses fonctions. Il s'attendait, lundi matin, à être reconduit à partir de l'installation, le

23 juin, de la nouvelle Assemblée, après un réaménagement du gouvernement.

Avec 52,07 % des voix au second tour, la gauche dispose de 303 sièges dans cette nouvelle Assemblée (276 PS, 27 PC). A droite, l'UDF devance le RPR (130 contre 128), tandis que, au sein de l'UDF, le CDS est en mesure, avec 49 députés, de constituer un groupe autonome. L'URC, forte également de 13 élus divers droite, totalise 271 sièges, tandis que la représentation du FN est réduite à une élue, Mme Yann Fiat (dans le Var).

A Paris, la Bourse a baissé de 1 % à l'ouverture.

## Une volonté de rééquilibrage

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomsou

On ne s'ennuie jamais avec M. Mitterrand, l'homme qui monte et qui descend, le ludion de la vie politique française. Il sait mieux que nul autre, transformer une défaite en victoire : en 1965, il a fait de son glorieux échec contre le général de Gaulle le tremplin de la rénovation du PS, pris de la réunification de la gauche ; en 1986, il a transformé la cohabitation en instrument de la reconquête de son pouvoir. Mais il est vrai au bout de trois ans, des lendemains qui déçoivent : mai 1988, en trois semaines, s'est mué en une double bizarrerie de l'histoire. M. Mitterrand est le premier président de gauche, premier président battu aux élections législatives, premier président de cohabitation, premier président réélu, premier président qui, après dissolution de l'Assemblée nationale, n'obtient pas une majorité absolue.

La France se trouve dans une situation inédite sous la Ve République. Arithmétiquement, il existe bien une majorité, d'« union de la gauche » puisque le PC et le PS ont respecté au second tour la « discipline républicaine » en se désistant l'un pour l'autre. Politiquement, il n'y en a pas. L'union est forcée, pour reprendre le terme dont s'était servi, en 1981, M. Mitterrand, et communistes et socialistes ont affirmé, pendant la campagne, qu'il n'était pas question pour eux de gouverner ensemble. La contradiction de leurs attitudes

sur l'Europe suffit d'ailleurs à le leur interdire. La droite non plus n'est pas en état de gouverner. Majoritaire dans la précédente Assemblée, elle y revient minoritaire.

Le message des Français est donc un double refus : celui de la cohabitation, même « renouée », que souhaitait M. Giscard d'Estaing ; celui de l'Etat-PS, auquel M. Mitterrand promettait

de s'échapper. Ludion, M. Mitterrand devrait logiquement rebondir. A charge pour lui d'être l'architecte des nouveaux équilibres de la vie politique française qui, à l'évidence, ont échappé au mécanisme simplificateur du scrutin majoritaire.

En accordant trois sièges de majorité à la droite en 1986, les Français l'avaient contraint à la cohabitation conflictuelle.

(Lire la suite page 2.)

## Interdits d'arrogance...

par ANDRÉ FONTAINE

**O**n se console comme on peut. A entendre les chefs des partis politiques, dimanche soir, on aurait pu croire que le scrutin du 12 juin n'a fait que des vainqueurs, dont il ne consacre de quelque manière l'échec.

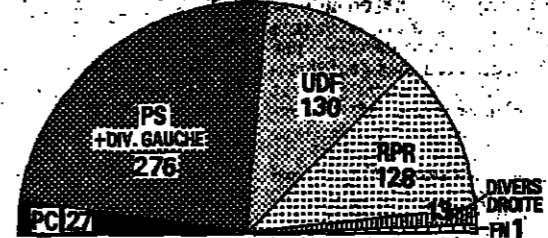
Echec d'abord pour le Parti socialiste, qui ne s'attendait certes pas, un mois et quatre jours après la réélection quasi triomphale de François Mitterrand, à manquer de treize sièges la majorité absolue à l'Assemblée. Echec pour le président de la République lui-même, qui avait appelé les citoyens à confirmer, en votant pour les candidats qui se réclamaient de lui, leur vote du 8 mai. Echec pour le premier ministre, ce qui suppose que prenne fin l'ère querelles d'hommes et la cohabitation des prises de position : à entendre successivement, dans la nuit de dimanche à lundi, Jacques Barrot, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on avait l'impression qu'il restait beaucoup à faire.

est bel et bien redevenue trinitaire. Pas seulement en sièges, mais en voix : même en comptant celles de l'extrême droite, elle en obtient moins de 48 %.

L'échec touche en particulier Jacques Chirac, dans la mesure où la comparaison des scores de la présidentielle et des législatives fait clairement apparaître que, le 8 mai, les Français n'ont pas voté pour une idéologie, mais préféraient, parce qu'il leur paraissait avoir plus de poids, un homme à un autre. Dans la mesure aussi où, pour la première fois, la représentation parlementaire de l'UDF sera légèrement plus nombreuse que celle du RPR. Mais ne devrait-on pas alors parler d'un succès du centre ? Ou, certes, mais à condition qu'il puisse le confirmer, ce qui supposerait que prennent fin les querelles d'hommes et la cohabitation des prises de position : à entendre successivement, dans la nuit de dimanche à lundi, Jacques Barrot, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on avait l'impression qu'il restait beaucoup à faire.

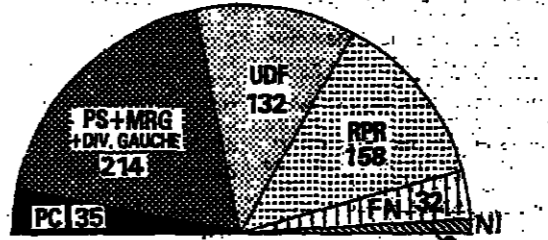
(Lire la suite page 3.)

### La nouvelle Assemblée



(Manquent les deux sièges de Polynésie.)

### L'Assemblée sortante



### La crise du Caucase

Plusieurs morts à Bakou  
Manifestations à Erevan

PAGE 33

### Le rapprochement gréco-turc

M. Ozal à Athènes : une visite « historique »

PAGE 33

### Congrès mondial sur le SIDA

Sept mille spécialistes réunis à Stockholm

PAGE 43

### « Le Lac des cygnes » de Mats Ek

Un mélange de virtuel et de réel

PAGE 37

Le sommaire complet se trouve en page 49

La grande histoire du Faubourg Saint-Antoine par Jean Diwo

LES DAMES DU FAUBOURG ET LE LIT D'ACAJOU

Jean Diwo  
LE GÉNIE DE LA BASTILLE

LE GÉNIE DE LA BASTILLE

denoël

In vol. 554 p. 115 F

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

# Le second tour des Le PS et ses alliés gagnent 62 sièges



En 1981, la dynamique présidentielle avait permis à la gauche de passer, d'un tour à l'autre des élections législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale, de 51 % à 55 %, et au PS, crédité de 37 % des voix au premier tour, d'obtenir 58 % des sièges. En 1988, cette dynamique était attendue aussi bien par la droite que par la gauche, mais elle ne s'est pas produite. Au premier tour des élections législatives, la gauche n'a, en effet, pas franchi la majorité (49 %) et si les 52 % qu'elle a obtenus au second tour lui ont permis d'avoir la majorité absolue des sièges, le PS et ses alliés ne totalisent que 48 % de la représentation à l'Assemblée nationale.

Les électeurs et notamment les abstentionnistes du premier tour avaient été d'abord prévenus, non seulement par le premier ministre mais aussi et surtout par le chef de l'Etat lui-même. Rien n'y a fait. Même si la participation a augmenté, le taux d'abstention est resté à un niveau élevé (29,74 %), et la répartition des abstentionnistes du premier tour qui se sont mobilisés n'a pas permis au PS de bénéficier du « coup de rein » que M. Rocard avait demandé. Le schéma du premier ministre, calqué sur le modèle classique du fonctionnement de la Cinquième République, selon lequel majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncident, s'est heurté aux suffrages des Français.

Le schéma des leaders de l'URC, calqué sur le modèle hétérodoxe de la Cinquième République, c'est-à-dire la cohabitation, n'a pas davantage été validé par le corps électoral. Mais l'URC n'en a pas moins obtenu la majorité absolue des sièges, elle devance de 2 sièges le RPR (130 contre 128 au RPR, qui perd 32 sièges). L'URC peut en tout cas se féliciter de sa stratégie des candidatures uniques et de l'accord conclu à Marseille avec le Front national : la conjonction de ces deux faits lui a en effet permis d'éliminer la représentation parlementaire du Front national, qui perd 30 sièges et n'a plus qu'un seul député, et surtout

## Une volonté de rééquilibrage

(Suite de la première page.)

En le privant de treize sièges nécessaires pour atteindre la même majorité, en 1988, ils obligent M. Mitterrand à pratiquer cette fameuse ouverture dont il avait fait un thème central de sa campagne, sans jamais parvenir à la mettre en œuvre. Le président de la République est donc placé sous la pression des électeurs. Mais lui qui, par la dissolution, voulait se donner les mains libres, se retrouve avec une marge de manœuvre réduite.

Il a dissout l'Assemblée nationale pour priver les partisans, à droite, d'une fausse ouverture — singulièrement M. Giscard d'Estaing — du droit de vie ou de mort sur le gouvernement Rocard. Il est aujourd'hui, en bonne arithmétique, à la merci de votes de circonstance — réunissant, il est vrai, le PCF à l'URC — qui pourraient paralyser l'action du gouvernement, et le renvoyer dans ses foyers du jour au lendemain. En organisant des législatives, il cherchait une « majorité stable », et même « ouverte ». Il ne l'a pas. Il avait besoin d'une dynamique, il risquait le blocage. Il souhaitait une assurance de durée, l'instabilité menace.

M. Mitterrand, siôt sa réflexion, n'a pas apporté la preuve que l'« ouverture » était refusée par ses adversaires. Les Français ont été frustrés d'un examen de passage parlementaire du gouvernement Rocard, sur un programme précis. La démonstration, devra maintenant être faite : les Français l'y obligent. Certains sont d'avis, comme M. Maurice Faure, qu'il eût mieux valu la tenter avant de prendre le risque de la dissolution. A charge pour le gouvernement de créer, par ses projets, des occasions de dislocation de la droite. D'autres peuvent penser qu'aujourd'hui, M. Mitterrand est en meilleure posture. Avec deux cent soixante-seize députés, la réunion de « majorités d'idées » est à l'évidence plus commode qu'avec les deux cent quatorze sortants.

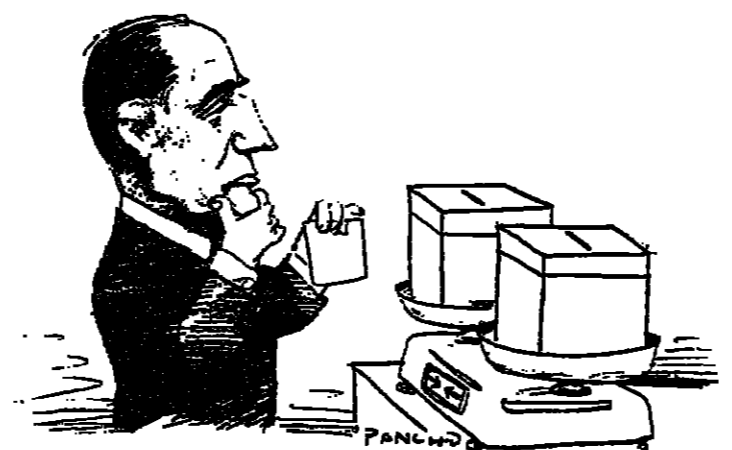
A treize sièges de la majorité absolue, marge réduite, la difficulté pourtant est forte. Un gouvernement qui s'efforcera de vivre en comptant sur les suffrages barométriques serait considéré comme « traître » — et pas même « social » — par des communistes réquiqués et par une frange de l'électorat socialiste ; ne serait-ce qu'en raison du scrutin lui-même : les centristes sont élus avec les voix de la droite et parfois de l'extrême droite, contre les socialistes ; et réciproquement. Si le même gouvernement tentait de s'appuyer sur les députés communistes exclusivement, il serait considéré comme anarchique. Il aurait de surcroît du mal à suivre les

enchères d'un PCF qui a soudainement réactualisé un hypothétique « programme commun » en fixant à 20 milliards de francs la recette de l'impôt sur la grande fortune (que M. Mitterrand limite à 6 ou 7 milliards), à 3 000 F le minimum social (50 % de plus que le PS) et à 40 milliards la diminution des crédits militaires au profit de l'école, sujet sur lequel les socialistes n'ont pas encore eu l'audace de se prononcer clairement.

Intéressés au premier chef par la constitution des majorités dont aura besoin le gouvernement, MM. Marchais et Barre ont été les seuls, dimanche soir, à délivrer, chacun

franco-parler, en réponse au président de la République qui promettrait quelque poste... dans le deuxième gouvernement Rocard. Du ne les attirera pas avec des portefeuilles, mais avec un programme politique.

Les principaux dirigeants socialistes ont passé une partie de la soirée à l'Elysée avec M. Mitterrand. M. Bérégovoy a dit à la télévision, au terme de cette réunion, ce qu'il convenait d'en tirer en décrivant la marche à suivre pour les prochaines semaines. Le gouvernement présentera des projets qui seront la traduction des engagements du candidat Mitterrand. Les votera qui voudra, et l'on verra bien alors si les centristes sont irrémédiablement visés



pour son compte, des messages clairs. M. Marchais fait de la surenchère, mais on peut compter sur lui pour voter l'impôt sur la grande fortune. Il soutiendra « au cas par cas ».

M. Barre attend du président de la République qu'il énonce des « orientations qui permettront à la majorité de se constituer ». Il souhaite que cette majorité « puisse sa cohésion dans les valeurs de la République ». L'offre de compromis est limpide. Elle trouve son prolongement dans les propos tenus par M. Simone Veil, qui appelle de ses vœux la constitution, à côté d'une « vraie droite », d'un « vrai centre ».

Ce groupe parlementaire, « social, libéral et européen », comme dirait M. Barre, verra le jour le mardi 14 juin... ou ne sera pas. Comme au lendemain du 8 mai, cette partie-là se joue en quelques jours, voire en quelques heures, à cette différence près que les centristes ont aujourd'hui une chance d'échapper à l'alternance entre le ghetto de droite et le ralliement sans condition à M. Mitterrand. Ils ont « passé l'âge des caramels moussés », selon la formule utilisée par M. Henri Emmanuelli, socialiste au

à droite, comme l'a dit le chef de l'Etat lui-même au conseil des ministres du 8 juin.

Les Français connaîtront rapidement les résultats des trois premiers tests : la Nouvelle-Calédonie, pour laquelle M. Rocard compte formuler ses propositions dès cette semaine, après avoir reçu sans doute le même jour MM. Lellieur et Tjibaou, sur la base du rapport « socialo-barrière » (1) que lui aura remis la « mission de dialogue », l'impôt sur les grandes fortunes, dont M. Barre critiquait en privé la suppression en 1986 ; le revenu minimum d'insertion, idée à laquelle il s'est rallié après mûre réflexion.

L'heure de vérité n'interviendra qu'au moment où se formeront les vraies majorités politiques, lors de la discussion, à l'automne, du budget de 1989. M. Rocard, comme promis dans la lettre qu'il a adressée à ses ministres le 25 mai, poussera aussi loin que possible la négociation afin que son projet de budget marque la concrétisation de l'ouverture et manifeste qu'un pays peut être rassemblé autour d'objectifs « à moyen terme », selon l'expression de M. Barre.

A plus long terme, le vote des Français est un message d'équilibre adressé au président de la République, et à toute la classe politique. C'est surtout une façon de prendre au mot le chef de l'Etat lui-même. Rééquilibrer, avait-il promis, la société malade des septennats, les institutions victimes de l'Etat partisan, et la vie politique fatiguée d'un quart de siècle de bipolarisation. Rééquilibrer, lui ont répondu les Français. Renvoyons-les dos à dos, ou presque, la gauche et la droite. Favorisons, au sein de la droite, sa fraction la plus modérée. Rendons au Parlement un rôle dont il avait été privé, puisque c'est là que tout va se passer. Renvoyons enfin le chef de l'Etat à l'essence de sa fonction, qui est d'arbitrer, d'organiser les consensus, de tracer les grandes directions, et non pas d'augmenter son pouvoir grâce à une majorité à sa dévotion.

La vérité sort de la bouche des enfants, dit-on. Selon un sondage commandé par l'Elysée et réalisé auprès des écoliers des classes élémentaires, 60 % des plus jeunes pensent que le président de la République a pour successeur naturel... son fils. Les Français, sans doute, ne veulent pas cette vérité-là, même s'ils ont admis le 8 mai dernier que l'on pouvait être au suffrage universel un roi de France, à légitimité renouvelable.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Ce rapport est en effet établi par M. Blanc, proche de M. Rocard et M. Suinmez, proche de M. Barre.

## Que faire de la victoire des « hommes du centre » ?

Ces élections législatives ont procuré à l'UDF une double bonne surprise. Maintes fois décrié, ce cartel électoral a fonctionné au-delà des espérances de ses dirigeants. Ce qui, par contrepoint, ne manquera certainement pas de faire réfléchir ses destructeurs. Avec un total de 130 sièges, l'UDF atteint, à un siège près, son meilleur score des élections législatives de 1978, année de sa création.

L'équilibre interne de ses composantes ne s'en trouve que très légèrement modifié au profit des centristes. De 60, le Parti républicain passe à 63 députés (y compris les 3 élus des clubs giscardiens Perspectives et Réalités), 16 nouveaux élus mais 14 sortants battus, dont l'ancien ministre de la « bande à Léo », le maire d'Orléans, M. Jacques Douffiaque. Avec la découverte de M. Claude Malhuret à Vichy, voilà deux lourds échecs pour ce parti. Néanmoins, le PR reste la première force de l'UDF, même si l'écart avec le CDS se resserre.

Si les radicaux et le PSD savent chacun 3 sièges, le CDS se retrouve désormais avec 52 députés (plus 6 par rapport à mars 1986), chiffre largement suffisant pour constituer à l'Assemblée nationale un groupe autonome. Un député centriste sur cinq se réjouit de la réélection de son vice-président et homme symbole du combat contre l'extrême-droite, M. Bernard Stasi, dans la Marne.

Second motif de satisfaction tout aussi inattendu : pour la première fois depuis sa création, l'UDF passe plus lourd que le RPR. Elle devient mathématiquement la première force politique de l'opposition, ce que ne laissait aucunement pressager la différence de voix obtenues au premier tour de la dernière élection présidentielle par MM. Jacques Chirac et Raymond Barre.

Cette nouvelle donne au sein de la droite est évidemment la conséquence des accords sur les candidatures uniques de l'URC. Mais cette inversion de tendance aura sans doute, psychologiquement, des effets sur le comportement d'une UDF qui va pouvoir définitivement entretenir son vieux complexe d'infériorité à l'égard du RPR et, au-delà, sur la sensibilité politique de l'ensemble de l'opposition.

La prééminence de l'UDF, la poussée en son sein du CDS, deux données confirmant l'enseignement principal de ces élections législatives : elles ont marqué avant tout la victoire des hommes du centre.

## A l'UDF

### Valéry Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing mais aussi M. Barre, peuvent légitimement voir la victoire de leurs idées. Tous deux, avec leur style différent, ont entre les deux tours pratiquement tenu le langage identique. Même volonté de sortir la France politique de la guerre « archaïque » gauche-droite. Même discours de tolérance sur « la cohabitation renouée ». Même inventaire des grandes priorités nationales requérant un minimum de consensus. Et tous deux se sont encore retrouvés, dimanche soir, sur la même ligne pour éviter tout de suite que la droite ne s'enferme dans la droite. Pour inviter leurs amis à avoir le triomphe modeste et pour finalement conclure provisoirement, à l'adresse de M. Mitterrand, que tout reste ouvert. Aucun des deux n'a donc voulu formellement claquer la porte de l'ouverture.

Mais la concurrence entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre risquerait d'être rude et redoutable pour l'avenir de l'UDF. D'accord sur le discours de l'ouverture à tenir, ils n'ont de toute évidence pas la même approche technique du rôle que pourrait tenir l'UDF sur ce terrain mouvant.

### M. Giscard d'Estaing : préserver l'URC

M. Giscard d'Estaing veut bien pratiquer l'ouverture à condition de pouvoir tenir la poignée de la porte. Le choix qu'il proposera à ses amis se situera sans doute entre l'option d'une « opposition constructive » et au mieux celle d'un soutien sans participation à un gouvernement un peu plus recentré.

Lancé d'ores et déjà dans une stratégie de reconquête de l'Elysée, l'ancien président va être, en fait, essentiellement mu par cette double préoccupation. Préserver d'abord, coûte que coûte, l'existence de l'URC. Cette machine électorale qui vient de s'avérer performante doit, selon le schéma giscardien, le moment venu, pouvoir servir de creuset à la future convention qui aurait à désigner, à l'américaine, le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle.

M. Giscard d'Estaing, qui voit toujours plus loin, pourrait donc de la sorte prendre pied pour les futures primaires dans ce camp. Il est peu probable, toutefois, que M. Chirac le laisse, sur ce terrain, agir à sa guise.

Maintenir ensuite l'URC fermement ancrée au centre, là où se

gagnent toutes les batailles. Cela passe par une modernisation de l'UDF, dont il serait prêt, le cas échéant, à prendre la présidence. Pour ce faire, il pourrait bénéficier du soutien de M. François Létard et de ses amis du PR, dont la marge de manœuvre s'est considérablement réduite, et des encouragements des parlementaires qui, élus sous la bannière RPR-UDF, hésitent beaucoup à la brûler à un an des élections municipales.

### M. Barre : mener sa propre barque

M. Barre, lui, n'est plus opposé à une ouverture à double battant, qui pourrait s'opérer par la mise en place, comme l'a laissé clairement entendre dimanche soir le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, « d'un grand gouvernement d'union nationale ». Cette démarche pourrait être rapidement favorisée par la constitution du parti charnière centriste qu'il appelle de ses vœux depuis le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle. M. Barre a reçu dimanche soir, le renfort de M. Simone Veil, qui a confirmé qu'elle jouerait « son rôle » dans la distinction entre « une formation de droite populiste » et une formation du centre.

Fort de dépendre désormais du comportement des responsables du CDS, M. Barre, comme il l'a laissé prévoir, voudrait confirmer mardi, après la deuxième réunion de leur groupe de réflexion du GIR, leur intention de constituer à l'Assemblée nationale un groupe centriste autonome. M. Barre pourra se dispenser de faire lui-même ce que ses amis acceptent de former. Dans l'autre cas de figure, si au bout du compte, M. Giscard d'Estaing parvenait à convaincre ces centristes de ne pas quitter le navire UDF, l'ancien premier ministre semble suffisamment résolu pour mener lui-même sa propre barque.

L'UDF s'appareille donc à vivre une semaine de tous les dangers. Que répondre à M. Mitterrand ? S'opposer ou composer ? Préserver la dynamique de l'union RPR-UDF ? Ou reprendre aux socialistes les terres fertiles du centre ? Choisir le poids ou suivre Barre ? Dès lundi après-midi, le PR devait convoquer son bureau politique. Les parlementaires du CDS devaient, le soir, dîner ensemble. Mardi se tiendra un bureau politique de l'UDF qui pourrait être déterminant.

DANIEL CARTON.

## Matignon, par

Toute une longue, une interminable soirée, Matignon a été la maison de l'ouverture. Mais d'une ouverture à tous les vents de l'incertitude. Les invités du premier ministre, venus plus nombreux qu'au soir du premier tour, se sont crus un instant vainqueurs, vainqueurs à la « rocardienne », c'est-à-dire d'un court terme à la fois. Puis à égalité. Enfin, battus.

Il se sont vus chassés des lambris de la maison de Venise, après seulement quelques semaines de présence. L'air pur — du vide, du « pays profond », du PS « tendance dure », du PC retrouvé — se sont mêlés, plusieurs heures durant, aux énoncés des interrogations constitutionnelles. Les conseillers de Michel Rocard ont eu beau rassurer, expliquer que « l'équipe Rocard continuait plus que jamais », ils ont eu beau refaire vingt fois leur cours parlementaire des prochains mois, les invités du grand salon d'honneur avaient jeté leur entendement par-dessus bord.

Et c'est toute l'ouverture, en termes de symboles, qui s'était retrouvée là, comme poussée par un inconscient besoin de faire corps dans la tourmente. Tous les ministres, ou presque, de la société « civile ». Jacques Chirac, ministre chargé des reconver-

sions, qui renonçait à comprendre « ce poids français des archaïsmes » ; Roger Bambuck, secrétaire d'Etat aux sports, qui, avant d'apprendre son propre échec, comparait ce scrutin d'équilibre névrotique à la « finale de la Coupe de France de foot », la veille ; Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la communication, et qui lança simplement à Pierre Apollinaire, le ministre de la justice, rencontré dans le hall : « Dites de situation, tout de même... » ; Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui ne dit rien, sonné par la rudesse du coup, mais qui accepta courageusement les condoléances maladroites de ses voisins de table.

Les invités de Matignon, « ministres d'un mois », comme le dit Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'insertion sociale, migrants, militants rocardiens de longue date, ne cachèrent pas leur « désolation ». Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, condamné en termes abrupts cette « dissolution précipitée ». « J'étais le seul à être contre, confiait-il avant de s'échapper, lui aussi, sans attention, le temps que la droite se casse. Là, nous nous trouvons dans le pire cas de figure : l'ob-

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

# La rencontre des talents

Un cursus national ou un cursus multinational à Paris, New-York, Berkeley et Tokyo

Concours d'entrée : Juillet et Septembre.

3<sup>ème</sup> cycle : pour IEP, DEA, DESS, pharmaciens, ingénieurs, maîtrise...

2<sup>ème</sup> cycle : pour licence, DEUG, DUT, BTS, Math Spé, Khâgne...

Etablissement libre d'enseignement supérieur - 8 rue de Lota 75116 Paris - Tel. 45.53.60.00

La clef de la réussite

# élections législatives

## mais n'atteignent pas la majorité absolue

de transformer l'extrême droite en force d'appui. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, l'accord a profité aux candidats du PURC qui ont obtenu 6 élus tandis que le Front national échoue dans les huit circonscriptions où il représentait à lui seul toute la droite au sein du PS (7 sièges) et du PCF (3 sièges).

En outre, le Front national a perdu dans l'affaire son principal moyen de pression, comme en témoigne le fait que dans certaines circonscriptions, où il avait donné des consignes de vote hostile, celles-ci n'ont pas été entendues. MM. Séguin et Stasi, par exemple, ont été réélus, tandis qu'il est impossible d'attribuer la défaite de M. Hanouan et l'échec de

M. Malburet à une défection de l'électorat lepéniste. Au moins autant que l'accord de Marseille qui a légitimé le Front national aux yeux de l'électorat de droite, c'est le plus faible niveau de ce mouvement qui explique un meilleur report que l'abstention présidentielle. C'est à la quasi-perfection de ce report que le PS doit d'avoir perdu une bonne dizaine de circonscriptions parmi les trente-trois qui se jouaient dans un mouchoir. Plus l'audience du Front national se rétrécit, plus on a affaire à un électorat de droite extrême par opposition à un électorat purement protestataire qui a pu se reconnaître en M. Le Pen et dont une partie, par exemple, a pu revenir vers le PC lors du scrutin législatif.

Le Parti communiste, qui est électoralement affaibli (de 1981 à 1988, il passe de 16% à 11% et de 44 à 27 sièges et perd 8 sièges par rapport à 1986, est pourtant politiquement renforcé par le scrutin des 5 et 12 juin. Même s'il n'atteint pas les effectifs nécessaires à la constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale, le PC constitue l'appui indispensable au PS si ce dernier souhaite disposer d'une majorité absolue.

Mais s'il est vrai que l'union de la gauche n'a plus de réalité politique, même si elle s'est concrétisée par des reports sans histoire le 12 juin, il est non moins vrai que la question de l'avenir de la coalition RPR-UDF reste posée. Au sein du groupe que les centristes sont en

mesure de constituer de 49 élus CDS, forts d'une cinquantaine d'élus, il en est qui prônent certes la reconduction de l'URC, mais il en est d'autres pour souhaiter une totale autonomie afin de pouvoir un jour négocier avec le PS.

Il convient toutefois de noter qu'à la base, c'est-à-dire sur le terrain des circonscriptions, tous les candidats de l'ouverture ou presque ont échoué. Encore faut-il ajouter que cet échec concerne des personnalités qui étaient connues comme proches du PS, des compagnons de route en quelque sorte, tandis que M. Lionel Stoléru, qui est, lui, une personnalité clairement identifiée comme différente des socialistes, a réussi malgré des consignes de vote hostiles du PC.

### Au PS

## L'ouverture considérée comme un repoussoir

Les militants de base et les cadres socialistes que l'on pouvait rencontrer dimanche soir au siège du PS, rue de Solferino, ne cachent pas leur déception et leur amertume. « Bien fait pour nous », « Ils l'ont bien cherché », « Ils », cela représente tout à la fois MM. François Mitterrand, Pierre Mauroy, Michel Rocard, bref, les trois principaux instigateurs de la politique « d'ouverture ». Car, du point de vue d'une bonne partie de la « base » du PS, l'analyse est simple : en jouant « l'ouverture », le président de la République et les dirigeants socialistes ont joué les apprentis-sorciers et laissé se créer une distorsion croissante entre les souhaits de la « base » et ceux du sommet.

Dès la préparation de l'élection présidentielle, on avait senti poindre une certaine méfiance, dans une partie de la gauche, vis-à-vis des intentions prêtées à M. Mitterrand. Cette méfiance naissante ne s'est accrue qu'à la marge dans les résultats du premier tour. (La présence, de M. Jacques Chirac, qui a fait office de repoussoir, a balayé, au second tour, les réserves de M. Mitterrand, avec 54,10 %). Mais un référendum sur un tel thème - bon que ce qu'attendaient les socialistes. Dans les départements métropolitains où le président sortant a fait moins bien, le 24 avril, que dans ceux où il l'a fait mieux, on a vu apparaître cinq cas (sur trente-huit départements où M. Mitterrand avait reculé).

C'est surtout pendant la campagne législative que l'avant-garde du PS a pris trop d'avance sur la « base » militante. Avant le premier tour, MM. Rocard et Mauroy ont mené une campagne bâlée pour une « ouverture » contre laquelle on a vu monter une certaine frange socialiste.

Entre les deux tours, si M. Mauroy s'est fait plus discret sur ce sujet, M. Rocard, fidèle à ses convictions, n'a pas voulu renoncer à son plaidoyer pour l'« ouverture ». Et une bonne part des « réserves » d'abstentionnistes que la gauche voulait mobiliser sont restées dans leurs cantonnements.

On peut comprendre la réaction des militants déçus (qui font pendant au modéré déçu par la dissolution). En caricaturant à peine, on peut soutenir que les socialistes qui n'avaient pas voulu le croire ont bien dû admettre que les motions votées par les congrès socialistes ne valent pas beaucoup plus que des chiffons de papier : un an et quelques semaines après avoir, au congrès de Lille de 1987, renouvelé,

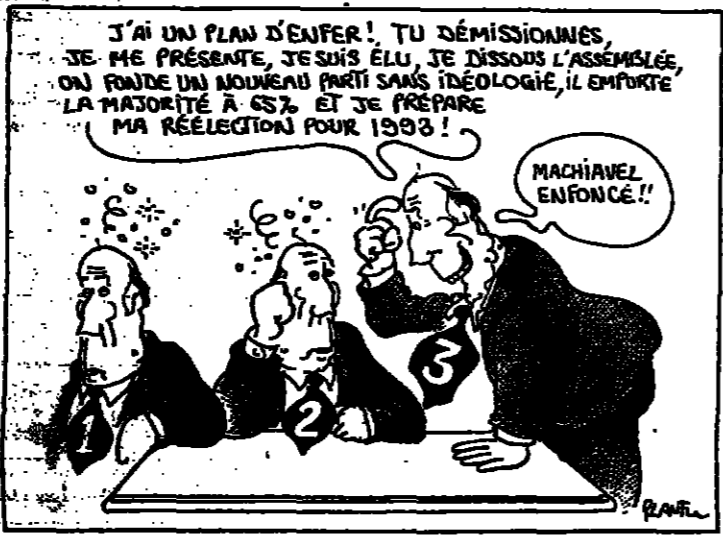
dans la ferveur de leurs racines historiques retrouvées, la promesse de l'« ancrage à gauche » du PS, et du refus de toute « dérive centriste », ou de la « résurrection de la « troisième force », les militants socialistes se sont vu proposer une offre d'alliance pour laquelle, à aucun moment, on ne leur a demandé leur avis. Quant aux électeurs de gauche, épris de morale, une partie d'entre eux ont probablement été choqués par les parfums de « combinaisons » pen-clairs qui leur parvenaient.

Le rôle de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, dans cette affaire ne

card d'Estaing obtienne le « perchoir » de l'Assemblée nationale (dans l'hypothèse d'une victoire du PS, qui était alors la seule hypothèse envisageable).

### La révolution permanente

En somme, comme l'a fait remarquer le bureau exécutif du PS qui avait suivi le premier tour des élections législatives, le 6 juin, une partie des électeurs de gauche avaient toutes les raisons d'avoir perdu leurs « repères » habituels. Ils ne les ont



peut être négligé : lorsque M. Mitterrand a nommé à Fabrice Matignon M. Rocard - dont se méfiaient une partie des socialistes - pour mener l'« ouverture », M. Mauroy a paru avoir vocation à rassurer ses troupes sur les limites de cette ouverture, à laquelle il était associé.

Parmi les raisons qui ont fait pencher la balance, au sein du courant AB (mitterrand-mauroyiste), pour M. Mauroy contre M. Fabius, la garantie de « gauche » que semblait présenter le maire de Lille a probablement joué. Or M. Mauroy, dans un premier temps, est allé encore plus loin que M. Rocard sur le chemin de l'ouverture, alors qu'on attendait qu'il en balise la route. C'est le nouveau premier secrétaire du PS qui a explicitement souhaité la création d'un parti du centre qui aurait vocation à s'allier avec le PS.

C'est M. Mauroy qui a jugé, pendant la campagne, que l'union de la gauche était une phase « dépassée », et qui, au titre de l'ouverture, n'excitait pas que M. Valéry Gis-

visiblement pas retrouvés entre les deux tours. Certains candidats de l'ouverture, notamment, comme cela s'était déjà passé le 5 juin, en ont fait les frais. Ainsi MM. Roger Bambuck, Thierry de Beaucé, Brice Lalonde, tous trois secrétaires d'Etat, et qui, il est vrai, cumulaient deux inconvénients : celui d'être paracahutes, celui d'être des candidats d'ouverture, ont été battus, dans des circonscriptions où M. Mitterrand était majoritaire le 8 mai.

Après la révolution culturelle permanente, si l'on ose dire, qu'a représenté le passage au pouvoir entre 1981 et 1986, puis l'opposition dans un système de cohabitation, les dirigeants socialistes, sous l'impulsion de M. Mitterrand, ont voulu encore pousser les feux de la rénovation du PS. Nombre d'électeurs de gauche, déjà perturbés par les révisions déclinantes des dernières années, ont, cette fois, mis les poees.

On peut aussi supposer que l'un des phénomènes que craignait M. Rocard s'est produit : face à un débat politique encombré de « voca-

bulaire de serrurerie », certains électeurs populaires se sont sentis oubliés et l'ont fait savoir. Ils se préoccupaient de leurs salaires, de leurs conditions de vie. On leur répondait : « ouverture ». En dépit des exhortations répétées du premier ministre, qui a affirmé à maintes reprises que la priorité du gouvernement était la vie quotidienne des Français, en particulier du monde du travail, une partie de l'électorat de gauche s'est bien, comme le redoutait M. Rocard, sentie hors jeu.

### Un casse-tête pour le premier ministre

Et maintenant, que va faire M. Rocard ? La situation dans laquelle se trouve le premier ministre est complexe. Elle peut se révéler ingérable ou, au contraire, lui donner l'occasion de faire ses preuves, dans un contexte difficile. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a voulu incarner « l'ouverture ». Or, pour une bonne partie du PS, c'est précisément cette « ouverture » qui a produit le relatif échec socialiste. M. Rocard a axé toute sa campagne sur la nécessité d'obtenir, pour le président de la République, une majorité « stable » et « pluraliste », ce qui justifiait la dissolution de l'Assemblée élue le 16 mars 1986. Or la caractéristique essentielle du paysage parlementaire tel qu'il semble se dessiner est, justement, qu'il risque de manquer de stabilité. Certes, toute majorité, quelle qu'elle soit, sera, par la force des choses, « pluraliste ».

Ironie du sort supplémentaire, M. Rocard, qui voulait une « assurance décision » pour les cas où il se pourrait réunir une large « majorité d'idées » sur les textes présentés au Parlement, n'a pas de majorité absolue socialiste, donc pas d'« assurance décision ». Les majorités d'idées, qui pouvaient passer hier pour un luxe inutile, peuvent devenir demain une obligation en même temps qu'un casse-tête permanent. L'épée de Damoclès à laquelle voulait échapper M. Rocard grâce à la dissolution est désormais suspendue en permanence au-dessus de la tête du premier ministre de M. Mitterrand, quel qu'il soit.

La consoulation est de taille : le PS est devant l'URC. Il n'y a pas de majorité absolue pour la droite (l'extrême droite étant devenue inexistante à l'Assemblée) et donc pas de retour de la « cohabitation » modèle Chirac-Mitterrand. Mais il y a fort à parier que le recul de la majorité sortante ne suffira pas, aujourd'hui, à satisfaire M. Rocard, pris en tenaille entre une droite ressassée, pour le moment, par le scrutin majoritaire et la bonne tenue de ses candidats au deuxième tour, et un PCF qui frôle la barre des trente députés et s'est fait un plaisir d'aligner, dès dimanche, par la voix de M. Georges Marchais, des exigences réductrices.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## Interdits d'arrogance...

(Suite de la première page.)

Le plus atteint, cependant, est sans doute Jean-Marie Le Pen, brutalement retombé du podium où l'avait installé ses 4 400 000 voix du 24 avril. Il est battu en combat singulier dans les Bouches-du-Rhône, fournissant ainsi aux instituteurs de sondage leur seule véritable victoire.

Nombre d'électeurs de la droite classique se sont refusés à voter pour le Front national dans les circonscriptions où le candidat URC s'était retiré, alors que son propre électorat suivait les consignes de Jean-Marie Le Pen, en se reportant massivement, au deuxième tour, sur la majorité sortante. Déjà, il avait dû avaler son chapeau et oublier qu'il avait déclaré *urbi et orbi* qu'il considérerait des candidatures uniques UDF-RPR comme un *casus belli*.

Enfin et surtout, il paye cher le retour à un système électoral dont il faut bien convenir, avec Georges Marchais et lui, qu'il est proprement inique, puisqu'il arrive à faire représenter le PC et le Front national, qui ont obtenu au premier tour un nombre de voix comparable, l'un par vingt-sept députés, l'autre par un, ou plutôt par une.

Les communistes, enfin, s'ils n'en reviennent pas d'avoir démenti les prophéties qui les déliaient de l'Assemblée et d'avoir fait, au premier tour, un peu mieux qu'en 1986, ne peuvent pas ne pas mesurer l'écart qui les sépare des scores qu'ils réalisaient autrefois : 16 % encore, en 1981, et jusqu'à 25 et même 27 % antérieurement.

### Une ambition commune

De cette somme d'échecs, une conclusion s'impose : toute arrogance est désormais interdite à ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire. Personne ne peut plus prétendre incarner la volonté du peuple. Car ce qu'a d'abord manifesté le peuple, quand ce ne serait que par un taux d'abstention très élevé, c'est qu'il n'a pas trop envie de laisser qui que ce soit parler en son nom.

L'Economist de Londres relevait, il y a quelques années, le

faible (*fondness*) des Américains pour la division du pouvoir : à regarder de près les résultats de ce dimanche, il semblerait que les Français se fussent donné le mot pour empêcher la gauche, comme la droite de les dominer.

Est-ce bien sage ? De quelle autorité un gouvernement t-til pour faire face aux innombrables défis qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, se présentent à nous ? Ceux qui ont connu la IV<sup>e</sup> République n'ont pas oublié les sourires ironiques qui les accueillait, à l'étranger, au spectacle des continuel débâcles du pouvoir.

Faisant, comme à son habitude, contre mauvaise fortune bon cœur, Michel Rocard n'a rien trouvé d'autre à dire, dimanche soir, que de nous inviter à lutter contre le chômage, la délinquance, etc. Est-ce là, désormais, tout le projet de l'homme qui rayonnait si visiblement lorsqu'il s'est installé, il y a un mois, à Matignon, et qui rêvait alors de tant de grandes choses pour la France ?

On a peine à le croire. Pour réveiller les Français, pour les convaincre de prendre en mains leur destin, il faudrait tenir le langage qui leur rendrait une ambition commune. Le déclin, à défaut, est inévitable.

Le pays est épuisé d'avoir trop voté. Il en a assez des jeux politiques, que résument parfaitement à ses yeux les « Nuls » et le « Bébête Show ». C'est au président de la République, tout le monde le dit et tout le monde a raison, qu'il appartient maintenant de jouer.

On l'a vu trop souvent opérer, après les pires revers, un complet rétablissement ; on le sait par trop attaché à mettre le pays à même de tenir son rôle dans le monde et de faire bonne figure dans l'Europe de 1992, pour croire qu'il pourrait se satisfaire longtemps d'un gouvernement minoritaire : rien ne serait d'ailleurs plus éloigné de l'« ouverture » et du rassemblement qu'il a promis à ses électeurs.

Ouverture et rassemblement ne dépendent certes pas que de lui. Mais ils dépendent d'abord de lui.

ANDRÉ FONTAINE.

## gros temps...

des précisions. Jean-Pierre Chevènement, lui, arriva bien tard. Et il paraissait pessimiste : « Franchement, je ne vois pas la solution, confie-t-il, coincé comme nous le sommes entre la droite et le PC. »

Dans cette maison livrée à d'impalpables inquiétudes, il n'y avait guère que l'équipe restreinte de Michel Rocard pour garder un peu de raison. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet, se livra même à un véritable tour de force : il passa du style « nurse », - le confort aux amis, - à l'analyse « à chaud » d'une situation qui s'échappe sans cesse. Il n'eut, à le suivre ainsi de table en table, à le voir monter et descendre du bureau du premier ministre, qu'un seul sujet de préoccupation. Vers 23 heures, la télévision donnait même l'URC en tête devant le PS. « Là, ça se complique », notait-il. Plus tard on apprendrait qu'il n'en était rien.

Pour l'équipe de Matignon, il ne faisait aucun doute que « Michel Rocard restait aux affaires ». Le premier ministre, avec ce gouvernement ou un autre, allait tenir jusqu'à l'automne. En fait, jusqu'au vote du budget, seul véritable obstacle actuel à une négociation avec l'ex-majorité. Pour le reste, « Matignon tiendrait », par l'art des consultations qu'il allait se donner, chapitre par chapitre, au Parle-

ment. Guy Carcaeseone, spécialiste des questions parlementaires, savait déjà, dimanche soir, qu'il allait devoir déployer des trésors de persuasion pour faire adopter les projets gouvernementaux à des centristes au comportement incertain.

### « On s'y est mal pris »

Les heures passant, les peurs stabilisées, ces centristes incertains étaient d'ailleurs devenus le sujet de toutes les conversations. Que feraient-ils ? Pourquoi Raymond Barré n'avait-il pas adressé de message plus clair ? On n'ignorait plus que, ces jours derniers encore, Simone Veil et Bernard Stasi, parmi d'autres, avaient été contactés une nouvelle fois. Ils n'étaient pas hostiles à l'idée de franchir le Rubicon, expliquaient-ils, à condition que le PS n'ait pas la majorité absolue. C'était chose faite, ô combien ! Alors qu'attendaient-ils ? Les invités y perdirent leur latin rocardien.

Les conseillers de Michel Rocard, eux, savaient que ces rapprochements tenaient encore des travaux d'Hercule. Matignon, tard dans la soirée, reconnaissait qu'« on s'y était mal pris, après le 8 mai, lors du premier tour de piste de l'ouverture ». Qu'il feleib,

avec les centristes, plus de forme et de sensibilité. Sans doute n'avait-on pas trouvé les mots. Ni donné assez de gages, notamment municipaux, mais demain, après une nuit de mauvais sommeil. Ce soir, les esprits, même les plus froids, étaient brouillés.

Il fallait aussi entendre de pouvoir mesurer, à quelques signes, la conviction de Michel Rocard, son analyse de ces résultats à rendre neurasthénique. Toute la soirée, il avait été absent, occupé dans son bureau, à converser avec le chef de l'Etat, et, dit-on, avec deux personnalités « primordiales » de l'ex-majorité. Il n'avait fait, auprès de ses amis, qu'une courte apparition, après son bref message télévisé. On l'avait vu sortir pour une visite, jugée « rapide », à l'Élysée. Sur son passage, entre les tables, on murmurait simplement qu'il venait de recevoir l'assurance de demeurer, « quoi qu'il arrive », à son poste. Il embrassa, il serra des mains, mais se garda de tout commentaire. Il n'avouait, par sa manière, que sa fatigue.

Matignon, cette barque ivre, se préparait à conduire « un gouvernement minoritaire ». Au fond, cela allait assez bien à cette équipe-là. Mais, tout de même, la soirée avait été éprouvante.

PHILIPPE BOGGO.

Les Codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code du travail 1988.

Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

# Le second tour des élections législatives

## Au RPR

### M. Chirac affronte un débat sur la stratégie du mouvement

M. Jacques Chirac, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, est satisfait des résultats puisqu'ils montrent que « le Parti socialiste et le président de la République ont échoué dans leur tentative de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs ».

L'ancien premier ministre — au cours d'une brève intervention dimanche soir — a affirmé en conséquence que l'union du RPR et de l'UDF sera renforcée pour « continuer le même combat » que lorsque ces deux formations gouvernaient ensemble. M. Chirac précise qu'il ne soutiendra qu'une politique « qui reprendrait les grands objectifs », qu'il a « défendus lors du deuxième tour de l'élection présidentielle ». Cette attitude reflète le refus de tout compromis avec les objectifs de M. Mitterrand, contre lequel précisément M. Chirac avait présenté les siens, en vain, pour le scrutin du 8 mai.

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, dénonce par avance les « alliances politiciennes » et appelle au maintien de l'union de l'opposition. Quant à M. Alain Juppé, porte-parole du président du RPR, il ne doute pas que M. Chirac pratiquera désormais une « opposition tranquille ». Le scrutin du 12 juin n'aurait-il pas en effet à M. Chirac le rôle que les autres responsables de la droite et du centre ne semblent pas disposés à lui disputer — de leader d'une opposition sans concession.

Depuis son échec à l'élection présidentielle, M. Chirac avait pratiquement disparu de la surface des eaux. Le président du RPR avait décidé de se consacrer d'abord à sa propre réélection en Corrèze — obtenue avec brio dès le premier tour — et ensuite au soutien de quelques candidats de l'URC dans la capitale. Tout au plus est-il intervenu brièvement au soir des deux tours des législatives et le vendredi 10 juin pour répondre à M. Mitterrand.

En refusant toute autre intervention publique et en se gardant de toute déclaration de portée nationale, M. Chirac se comporte donc comme un sous-marin. S'étant placé en immersion, il peut ainsi voir sans être vu, observer sans agir et attendre de pouvoir refaire surface. Il n'en demeure pas moins que le deuxième échec subi par le

maire de Paris à l'élection présidentielle est pour lui un coup dur personnel et un revers politique qui mérite réflexion, voire certaines remises en cause. Le silence soudain observé par M. Chirac a dès lors donné plus d'écho aux déclarations et aux initiatives des autres responsables du RPR.

#### Le cas Balladur

Ainsi beaucoup de téléspectateurs ont-ils pu être surpris que, au soir du premier tour des législatives, quelques minutes après la clôture du scrutin, ce soit M. Edouard Balladur qui ait tiré les premières leçons du vote. L'ancien ministre d'Etat, s'il est membre du comité central, n'occupe en effet aucune fonction dans la hiérarchie statutaire du mouvement que préside M. Chirac. M. Balladur, qui souhaitait s'exprimer dans le cadre de l'Hôtel de Ville de Paris, en avait été dissuadé in extremis, dissuadé et il avait, en définitive, pris la parole au siège du RPR. Le nouveau député du quinzième arrondissement avait certes, eu un contact préalable avec M. Chirac, qui se trouvait encore en Corrèze. Toutefois, au RPR, plusieurs responsables trouvaient qu'il allait peut-être un peu vite en besogne.

Tout au long de l'après-midi et de la soirée du dimanche 5 juin, M. Charles Pasqua avait, également au siège du RPR, collationné et analysé les résultats, et il s'était entretenu à plusieurs reprises avec le président du mouvement. La présence de ces deux personnalités en un même lieu au même moment et de façon qui n'est sûrement pas fortuite symbolise les influences centrifuges qui s'exercent au sein du RPR et aussi sur son chef. Tous deux ont été pendant les deux années de la cohabitation les ministres les plus influents non seulement par leurs responsabilités gouvernementales mais aussi par leurs conceptions politiques. Chaque entretient avec M. Chirac des liens personnels d'amitié qui n'ont jamais été gravement distendus, malgré quelques orages passagers.

Au fil des mois, cependant, les choix stratégiques pris à l'un et à l'autre ont de moins en moins coïncidé, au point qu'aujourd'hui

chacun d'eux peut incarner — si le mot n'était abusif au sein du RPR — une tendance ou tout au moins une sensibilité propre.

Le mérite de M. Balladur est triple. Avant l'heure il a érigé en doctrine la cohabitation et conçu le passage à l'hôtel Matignon de M. Chirac comme la condition nécessaire à son entrée à l'Élysée. Avant l'heure également, il a conceptualisé la création d'une formation politique libérale sous la forme d'une confédération entre le RPR et l'UDF.

Si sur ces deux questions le succès n'est pas venu — ou pas encore — couronner ses efforts, en revanche M. Balladur est crédité dans les rangs de la majorité de la réussite des candidatures uniques pour les élections législatives, dont il s'était fait l'ardent défenseur, et des résultats de la politique économique qu'il a conduite pendant deux ans rue de Rivoli. Or, c'est précisément son action à la tête du ministère des finances qui est mise en cause par certains membres du RPR, en raison essentiellement du défaut d'accompagnement social, qui a donné prise au fil des mois aux critiques grandissantes de la gauche.

M. Jacques Chaban-Delmas a bien résumé ces reproches en déclarant au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 23 mai : « Depuis deux ans, toute l'attention s'est focalisée sur l'affaire économique. Il y avait en effet un redressement économique à développer, ce qui a été fait de façon assez remarquable. Mais, parce que les résultats étaient bons, on n'a plus parlé que des questions économiques et on a complètement négligé ce qui est l'essentiel même du gaullisme : l'être humain. » C'est ce retour au gaullisme, à la politique sociale, à l'appel à la sensibilité populaire qui caractérise aujourd'hui l'aspiration des « non-balladuriens », qui ne sont toutefois pas pour autant, et pas encore, des « anti-Balladur ».

Une telle sensibilité serait — selon eux — mieux représentée par des hommes comme MM. Philippe Séguin, Michel Noir, Michel Barnier, François Fillon, Alain Carignon et surtout Charles Pasqua. Les positions prises par ces responsables — en dépit de leur variété — touchent en effet plus directement la « tripe » militante gaulliste. Quoi qu'il en soit de la réalité de ces perceptions différentes de la stratégie future du RPR, MM. Balladur et Pasqua protestent de leur solidarité et de leur estime réciproque. L'ancien ministre d'Etat n'est pas candidat à la succession de M. Chirac à l'issue des élections du RPR. Celle-ci n'est d'ailleurs plus ouverte depuis que le maire de Paris a repris l'exercice de la fonction de chef de file en congé pour la durée de la campagne électorale.

#### Guerre des chefs ?

Tout au plus cette éventualité avait-elle été un instant envisagée parmi d'autres hypothèses : il se serait alors agi de confier le RPR à la garde de M. Balladur tandis que M. Chirac se serait consacré à rassembler « toute l'opposition » en vue du prochain scrutin présidentiel. Les résultats du 5 mai autant que le premier tour du 24 avril ont remis à plus tard ce projet. M. Charles Pasqua n'est, semble-t-il, pas davantage prédisposé à la direction du parti.

Mais, si la guerre des chefs ne peut être déclarée faute d'enjeu, c'est à deux autres niveaux que se dessinent des options distinctes.

En ce qui concerne la stratégie future, M. Balladur demeure convaincu que contre la gauche doit se constituer une grande force libérale et sociale dans laquelle les relations deviendraient de plus en plus étroites entre le RPR et l'UDF afin de se concrétiser par des candidatures uniques à « toutes » les élections, y compris à l'élection présidentielle. Seul peut gagner, estime-t-il, un candidat « d'adhésion », qui ne peut être qu'unique, alors que les candidatures multiples n'aboutissent au deuxième tour qu'à des compromis nuisibles. Reste naturellement à mettre en œuvre au fil des années et sous le feu des ambitions des partis et des personnes une telle solution. Les résultats de dimanche, et notamment le rôle que voudront jouer aussi bien les « centristes » que M. Barre ou M. Giscard d'Estaing, vont conditionner le sort des projets de M. Balladur.

Pour M. Pasqua, mais aussi pour des hommes aussi divers que MM. Chaban-Delmas, Séguin, Pons, etc., il convient de faire du RPR un véritable parti — en y bannissant le dogme de l'infaillibi-

lité du chef et en y restaurant les débats — avec une doctrine claire et modernisée capable d'entraîner l'adhésion autant intellectuelle que militante. De fédérer, en somme, une droite populaire autant détachée du centrisme que de l'extrémisme. Mais sans pour autant attaquer de front l'extrême droite.

#### Un nouveau secrétaire général

L'enjeu de l'avenir se situe aussi au niveau de la maîtrise de l'appareil lui-même. De l'avis de tous les responsables et élus du RPR, le temps de M. Toubon — en fonctions au secrétariat général depuis décembre 1984 — approche de son terme sans qu'il soit nécessaire d'instruire davantage le procès de ses responsabilités.

Son remplacement — qui dépend de la seule décision du président du mouvement — pourrait donc intervenir assez rapidement. Est souvent cité pour lui succéder, le nom de M. Alain Juppé, qui a fait ses preuves et ses classes non seulement comme ministre du budget mais aussi comme porte-parole et animateur de la campagne présidentielle. « Sabra » de la génération Chirac, il n'est pas pour autant rejeté par les caciques, qui apprécient son intelligence, sa rigueur, mais aussi sa rationalité.

Un autre nom est également avancé, celui de M. Philippe Séguin. On vante du maire d'Epinal le caractère tempéré mais souvent mauvais, les convictions gaullistes et un certain charisme auprès des militants. Lui-même ne manque pas d'idées pour réorganiser le mouvement, et il ne va pas tarder à les exprimer.

Enfin, quelques personnalités RPR pourraient ne pas se satisfaire de tels choix. M. Michel Noir, avec un humour sans doute involontaire, a affirmé dimanche que les Français venaient de « condamner le choix entre le noir et le blanc et de rejeter tous les extrêmes ». Y a-t-il l'esquisse d'une troisième voie ?

ANDRÉ PASSERON.

## A L'UDF

### « Divine surprise »

« C'est surprenant. Au lendemain du 8 mai, on annonçait quatre cents députés socialistes... » Il n'en revient pas, ce cadre de l'UDF, il en est presque méfiant. Et si les premiers résultats de ce second tour, « si rigoureux, se trouvaient infirmés à minute ? » La prudence est générale au siège de l'Union, boulevard de Latour-Maubourg, où les militants sont rares.

« Pour vous, c'est tout de même une bonne surprise ? » insiste-t-on. La réponse reste ambiguë : « Enfin... il faut attendre les décisions des responsables qui se réunissent en début de semaine. Comment savoir, avec ces reports, ces abstentions du premier tour transformées en suffrages sonnants et trebuchants ? » Certains candidats de l'UDF étaient en « ballottage défavorable à nos yeux. Ils ont tout de même gagné. Grâce au Front national ? » Les commentaires préfèrent « le fou ». Une jeune femme passe et coupe de vent, descendant de l'étage où se tarrent quelques responsables : « La CDS fait machine arrière », lance-t-elle, maussade. Un de ses collègues traduit en clair : « Une majorité, au CDS, souhaiterait former un groupe centriste ».

L'ouverture éventuelle de la part des socialistes continue, semble-t-il, de provoquer clivages et ravages. Des divisions resurgissent. « Il n'y a pas de quoi pavoiser. Il n'y a pas de majorité stable » bougonne l'un. « Allez donc faire un tour au PR, lui rétorque son voisin, on y est plus joyeux. » Cet homme est fier « de son parti qui a toujours combattu l'ouverture ».

A « La Librairie », la boutique du PR ouverte rue de Bourgogne, on respire à avec voléputé. Entre soi. On s'abîme le champagne. « François, vient-on d'entendre, est en route pour Paris. Alain est au siège. » Au sous-sol, sous l'élegante voûte de brique, une centaine de jeunes fidèles commentent les débats télévisés, retransmis sur de grands écrans. Langue acide pour « les cinquante

autres centistes qui ont perdu dans leur circonscription ».

Que se passera-t-il dans les prochains jours ? Nul ne sait... « Valéry Giscard d'Estaing a dit qu'il se souvenait de son premier ministre pour respecter ce vote de François qui surpris les politiciens », murmure une femme.

Au fil des heures, des centistes se construisent, quand les scores se précisent : « C'est confirmé. L'UDF obtient plus de sièges que le RPR ». « Divine surprise ».

Au même moment, boulevard de Latour-Maubourg, les rares militants présents ont désormais la mine réjouie. Jean Lecanuet, leur leader, est avec eux. Il répond en direct à Jack Lang sur « Antenne 2 ». Longue déclaration de principe, sans décision précise pour l'avenir. Puis il glisse quelques commentaires gouvernementaux, en prenant le temps de la désuétude. « Le Parti socialiste est traversé de terribles divisions, même si elles se ressemblent sous l'ombrelle unifiée de Mitterrand. — nos succès, son savoir-faire. »

Des rivalités existent à droite. Pourquoi les nier ? « M. Chirac et M. Barre ne laisseront peut-être pas le champ libre à M. Giscard d'Estaing ». Dans les rangs mêmes du CDS, « le lointain successeur du MRP », l'heure est au débat. « Certains de nos copains font de beaux rêves : former un groupe autonome du centre. C'est normal. Ils veulent couper le cordon ombilical avec l'UDF et le RPR » observe, un rien paterfamiliste, M. Lecanuet qui est aussi « son rêve » pendant des années. Il le leur « dit » demain : « Où sont vos rêves ? Nous rêvons aussi mais nous rêvons de la gauche de la droite, plutôt que de la droite de la gauche. Là on se ferait égarer. A droite, c'est difficile. Mais le CDS a grandi dans l'UDF. Si le poisson sort de son vivier, comme ce n'est pas une anguille, il ne survivra pas longtemps ».

DOMINIQUE BOURGARD.

## Dans la presse quotidienne

### Leçons

Le Parti socialiste, cette majorité lui a été refusée. Seule une majorité relative lui a été accordée. Le message du premier tour a été répété le 12 juin. L'ouverture est devenue une exigence de l'électorat. François Mitterrand doit être à la fois déçu et satisfait. Il a perdu son pari et, simultanément, il l'a gagné. Perdu, c'est évident : le chèque en blanc majoritaire a été refusé à ses partisans. Le président a tenté le double : après les présidentielles, les législatives, après la campagne de l'Élysée, Matignon et le Palais-Bourbon. Cette démarche n'a pas été comprise. La monopolisation des palais nationaux n'a pas enthousiasmé l'électorat qui y a vu un risque de blocage par manque de souplesse.

LE HUMANITÉ (Claude Cabanes) : « La messe n'est jamais dite. Qui aurait misé, il y a huit jours à peine, 5 F. 6 sous sur les candidats communistes aux élections législatives ? (...) La France a besoin d'une politique entièrement nouvelle. Tous les gouvernements, depuis plus de quinze ans, ont conduit une politique qui a épuisé le pays, qui a épuisé le peuple, qui a épuisé le travailleur. (...) L'ouverture est devenue une obligation, mais elle se fera dans le désordre et l'instabilité ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS (Philippe Tesson) : « L'échec de François Mitterrand est donc d'abord électoral. Mais il est surtout politique. C'est l'échec de la stratégie de dissolution (...). C'est l'échec de la stratégie de rassemblement et d'ouverture au centre, développée par l'Élysée depuis plusieurs mois (...). C'est l'échec de la stratégie de dernière heure, celle de l'ouverture vers les communistes, menée entre les deux tours par nécessité électorale (...). C'est enfin l'échec du gouvernement socialiste et de son chef, qui s'est vu contraint de s'allier étroitement durant ces dernières semaines sur l'Élysée dans un combat politique qui engageait son crédit (...). L'ouverture est aisée, lorsqu'on la veut, dans la pratique gouvernementale. Elle se fera sans doute, et d'ailleurs elle est devenue depuis hier une obligation, mais elle se fera dans le désordre et l'instabilité ».

LIBÉRATION (Serge July) : « Mais comment l'électorat s'y prend-il pour voter ainsi, à chaque échéance, sa volonté politique, pour réussir des constructions aussi sophistiquées que celle de ce second tour des élections législatives ? Cette alchimie des urnes est sans doute le privilège des vieilles démocraties. François Mitterrand a demandé une majorité absolue pour

renverser vis-à-vis desquelles tout regard, tout écart, la moindre velléité d'y échapper ou d'y trouver des accommodements, générerait automatiquement pour notre pays perte de compétitivité et de parts de marchés, c'est-à-dire un appauvrissement collectif où les démunis seraient finalement les plus touchés. L'avertissement du pays est clair : mettons les barres devant la charrie, produisons avant que de distribuer. Quelle que soit la composition du futur gouvernement, il sera bien obligé, cette fois, de se soumettre pleinement à ces figures imposées ».

LE PROVENCAL (Jean-René Lapierre) : « La réponse de Marseille au Front national est sortie des urnes. Elle est nette, centriste, sans appel. C'est un massif à l'OPA politique de Le Pen, tendu sur la ville. Il a perdu son pari. Non seulement le leader de l'extrême droite a été largement battu par Marie-Monique Massé, pour tous ses amis, c'est une véritable Berezina (...). La défaite de Le Pen ne doit pas faire oublier que le Front national n'abandonne pas ses rêves. S'appuyant sur un score électoral qui demeure inquiétant, Jean-Marie Le Pen a d'ailleurs fait savoir, dès hier soir, qu'il serait présent dans les scrutins de demain, les élections cantonales d'abord et municipales ensuite. Marseille, qui a gagné hier une grande bataille, doit maintenant se préparer à gagner la guerre. Elle doit rassembler plus que jamais toutes ses forces vives pour faire reculer, sur tous les fronts, l'exclusion et l'insolence. En un mot, le combat continue pour elle ».

NORD-ÉCLAIR (J. Chauvaert) : « Alors et sans jeu de mots, barre au centre ? Michel Rocard s'est empressé de dire hier soir, que « les résultats donnent parfaitement les moyens de gouverner. » Parfaitement ? Mieux vaut faire contre mauvaise fortune bon cœur. Et l'on passe sur les excès de langage de la campagne électorale : était-il vraiment utile, et adroit, de faire huer les dirigeants centristes, en les accusant en bloc d'avoir pactisé par omission avec le Front national ? On comprendra qu'il y a lieu d'interpréter les résultats du scrutin, et que seul le président de la République est à même de le faire. Car il faut et c'est la seule évidence reconnue, que la France soit gouvernée ».

### Le rêve éveillé de M. Jacques Toubon

Jacques Toubon a tombé la veste. Il n'est pas tout à fait minuit lorsqu'il arrive rue de Lille, au siège du RPR. Une poignée de jeunes gens sont dehors et l'accueillent par des vivats. La nuit est douce et douce ce score, si « ric rac » qu'il semble ouvrir la voie à toutes les combinaisons. Jacques Toubon a donc la mine réjouie. Pour un peu, on croirait qu'il jubile. « Je crois que Mitterrand va jouer le jeu. Il va nommer comme premier ministre le responsable du groupe le plus important. » Exit Michel Rocard ? Le secrétaire général du RPR semble, à cet instant, y croire. Et si l'URC avait plus de sièges que toutes les gauches réunies... Jacques Toubon a fait et fait honneur au buffet. Ses amis sont contents, qui l'entourent comme un jeune marié. « Je crois qu'on va avoir plus de sièges qu'eux... »

Lorsque Pierre Joxe apparaît sur les téléécrans, six minutes plus tard, on se tait. « La droite est battue », dit le ministre. Persifleur, Jacques Toubon plonge dans une terrine et ironise : « Ah bon ! vraiment ? » Le ministre de l'intérieur se garde bien de détailler

le nombre de sièges conquis par ses amis et ceux ravis par l'URC. Les seuls chiffres qu'il donne sont ceux du Parti communiste et du Front national. Jacques Toubon exulte : « Je n'ai jamais vu ça : un ministre de l'intérieur qui proclame les résultats sans donner de chiffres... Ce qui me fait rigoler, c'est que Mitterrand a dissous pour avoir les mains libres. Et il n'a jamais été aussi lié... Vous allez voir, avec tous les socialistes qu'on va récupérer, ce sera nous, le premier groupe de l'Assemblée... »

Dopé par l'excès de la situation, Jacques Toubon se prend à rêver. Mais la nuit est longue, encore. Il va falloir épousser sérieusement les résultats. Les supporters, peu à peu, quittent la rue de Lille. On affûte les calculatrices. A cette heure-là, toutes les alliances, tous les revirements semblent possibles. Dans un téléviseur, le « Bébête-Show » fait ses adieux. Jacques Toubon a remis sa veste. On va pouvoir passer aux choses sérieuses.

Ag. L.

**EFFONDREMENT!**

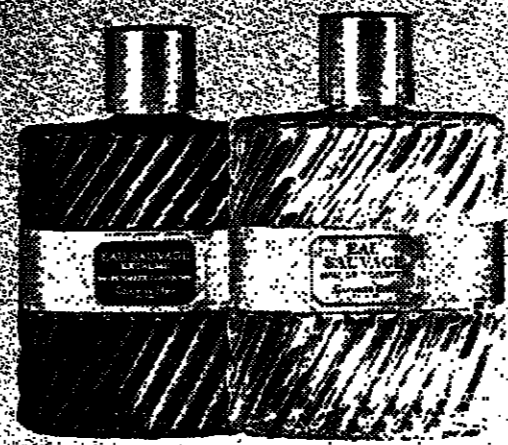
Effondrement des tarifs sur l'Inde, Carrefour de l'Inde vous propose un vol **PARIS-DELHI A.R. à 4300 F**

Vols réguliers vers Bombay, Katmandou, Colombo.



**Carrefour de l'Inde**  
45 bis, rue Sainte-Anne - 75001 Paris - Tél. : 42 61 77 08  
Métro Pyramides ou Palais Royal

# EAU SAUVAGE



Christian Dior

Au PCF

Le juge de paix de la gauche

Aucun quitus pour le passé, aucun blanc-seing pour l'avenir, le PCF jugera, au coup par coup, sur les actes...

le projet du XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCF.

A cette occasion, M. Marchais avait suggéré une « réforme démocratique de la fiscalité », permettant « de dégager plus de 100 milliards de francs actuels ».

La position clé acquise par les députés communistes recèle également quelques inconvénients qui ne sont certainement pas ignorés par leurs dirigeants.

Un soldat négatif de huit sièges

L'inconvénient majeur que va rencontrer, dans l'immédiat, la représentation communiste est l'absence de groupe.

Après le soutien sans participation gouvernementale de 1986, la participation avec soutien de 1981 à 1984, le PCF va expérimenter le soutien sélectif de « tous les pas en avant, si minimes soient-ils ».

A leur manière, les députés communistes vont mettre en œuvre une version giscardienne, revue et corrigée à gauche, de l'« opposition constructive ».

Cependant, M. Marchais a déjà glissé, parmi les revendications communistes déjà connues - SMIC de 6 000 F, allocation de 3 000 F pour les chômeurs privés de ressources...

Ansart, Georges Hage et Alain Bocquet (Nord), Georges Marchais (Val-de-Marne), Robert Montderg...

Les douze nouveaux sont MM. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis, Louis Pierna, maire de Stains, et Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis).

A la Réunion, M. Laurent Vergès avait été réélu dès le premier tour et M. Elie Hoarau, maire de Saint-Pierre, est passé au second.

Le scrutin du 12 juin marque, en effet, l'échec sévère de sa stratégie d'« ouverture » à droite.

Enfin, onze députés ont vaincu sans péril, étant donné qu'ils étaient candidats solitaires au second tour, et deux candidats ont été battus.

Au FN

Le préjudice de l'« ouverture » à droite

M. Jean-Marie Le Pen aurait-il perdu les talents de « visionnaire » que lui prêtent ses amis ?

Le réveil est brutal : le groupe FN de l'Assemblée nationale passe de trente-deux élus à un.

Le « menhir tricolore » s'est empressé de dénoncer le « déséquilibre » entre les voix gauchistes au premier tour et le nombre de sièges recueillis au second.

Durement ballotté dans les deux scrutins de juin, M. Le Pen tente également de faire bonne figure en se félicitant de l'« ordre de vote » qu'il a donné et qui, selon lui, a permis « de briser la vague rose qui s'annonçait déferlante ».

Le scrutin du 12 juin marque, en effet, l'échec sévère de sa stratégie d'« ouverture » à droite.

Marseille, où M. Le Pen comptait bien empêcher les bénéficiaires de ces accords, les deux candidats FN arithmétiquement élus, MM. Jean Roussel et Gabriel Domenech, ont été nettement battus.

En revanche, les électeurs du FN se sont dans l'ensemble bien reportés sur les candidats de l'URC restés seuls en lice à droite.

Le parti de M. Le Pen enregistre également un second échec dans sa volonté de sanctionner des personnalités UDF et RPR accusées d'avoir « insulté » le Front national et ses électeurs.

Le parti de M. Le Pen enregistre également un second échec dans sa volonté de sanctionner des personnalités UDF et RPR accusées d'avoir « insulté » le Front national et ses électeurs.

M. Le Pen ne peut pas non plus revendiquer l'échec de MM. Claude

Malhuret dans l'Allier, Michel Hanouin dans l'Isère et Jean-Pierre Roux dans le Vaucluse.

Le seul résultat tangible dont M. Le Pen puisse se vanter est d'avoir facilité ou permis la victoire d'un candidat de gauche dans trois circonscriptions dans lesquelles les candidats FN s'étaient maintenus en triangulaire.

Le président du FN est en droit de se demander s'il a choisi la bonne stratégie. Certes il espère pouvoir se prévaloir demain pour la constitution des listes aux élections municipales de 1989 des accords de retrait-désistement avec la droite locale marseillaise et voisine.

Après ce premier revers électoral qui marque une rupture psychologique dans la progression du Front national de qu'aucuns, à droite, jugent irrésistible, il n'est pas impossible que M. Le Pen ait fini de manger son pain blanc électoral.

PIERRE SERVENT.

L'échec de M. Bernard Tapie à Marseille

La nuit de tous les soupçons

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Bernard Tapie vient d'entrer, d'un pas à faire trembler un escalier d'arbitres, sur le plateau de TF 1.

Cher Michel, cher Bernard ! Comme elle est douce la nuit marseillaise ! Le débat terminé, chacun entouré de son aréopage, Michel et Bernard, à bonne distance, regagnent leurs voitures.

Mais alors que le chef du PS marseillais s'installe à l'avant de sa CX, Bernard Tapie l'interrompt :

« Michel, une seconde s'il te plaît ! ». Michel Pezet redescend de voiture.

Qui n'a pas vu à cet instant Michel Pezet ne saura jamais ce que signifie le mot « impénétrable ».

Bref, attendez qu'il fasse jour sur la Canebière et que la vérité émerge toute nue du Vieux Port. De toute façon, rassure Michel Pezet, « les copains » n'ont-ils pas surveillé chaque étape des opérations de dépouillement ?

Bernard Tapie n'est pas d'humeur à attendre. C'est là, maintenant, tout de suite, qu'il veut comprendre comment

l'avantage définitif de 274 voix empoché vers 20 h 30, au moment où il quitte sa permanence, s'est transformé quinze minutes plus tard, à l'arrivée dans les studios de télévision, en écart défavorable et non moins décrié de 84 bulletins.

Pour le président de l'OM les choses sont claires : « Tout s'est passé dans les voitures, entre les bureaux de vote et le bureau centralisateur. Il me faut les noms de tous les mecs qui étaient dans les voitures. »

On connaît la suite. Le temps d'un petit tour dans les studios - « Ça vous emmerde que je vous traite de fasciste, hein ? », lance Tapie à un Stibois interloqué - la victoire était transmutée en défaite.

Ce fut le plus échevtré, le plus imaginable de toutes les prolongations de parties marseillaises. A 19 h 30, Bernard Tapie, assis sur un coin de table, mitraillé par les photographes, a gagné. Devant son livre de comptes, Charles-Emile Loo a fait et refait ses additions.

Les résultats qui arrivent, bureau après bureau, ne laissent aucun doute : 1 100 voix d'écart avec son concurrent Guy Teissier. Mais Bernard Tapie se retient encore d'exulter. Les retournements de dernière minute, le but que personne n'attendait plus, il ne connaît que trop. « J'en veux deux mille », lâche-t-il simplement.

Les mines s'allongent. Les bureaux s'ouvrent à succédent aux « bons » bureaux. A 20 h 15, alors que les pointages des « copains » lui assurent encore 300 voix d'avance, Antoine 2 donne soudain battue la tête de l'ouverture. « Aucune importance, ce ne sont que des projections », rassure le fidèle Michel Hidalgo. « Ils ont organisé des charters

depuis les hôpitaux. Ils ont fait venir les vieux en ambulance pour voter », fulmine Tapie, qui, à mesure que l'écart se rétrécit, serre plus encore sa ferme bielle contre lui dans la tempête.

Enfin, vers 20 h 30 un rugissement de panthère réussit, un hurlement de félin en folie, secoue les murs de la permanence du boulevard Gillybert - tout ce qu'on en a laissé la charge de plastic qui, la nuit précédente, a causé de légers dégâts matériels : 274 voix d'avance sur la totalité des bureaux. Sauf un, mais il est ultra mitterrandiste, aucun risque. Sanglante de joie, Edith Baumas, la suppléante pézétiste, attrache le candidat aux caméras et aux micros et le pousse dans l'escalier vers le grand préau où s'embrassent les militants. « Le vote avait dit qu'on le leur prendrait, on le leur a pris », hurle le candidat grimé sur une table.

Il va désormais appartenir au tribunal administratif de recompter les liasses, de comparer les signatures, de seoyer dans cet océan de documents aux traîtres remous. Le recours en annulation devra être très probablement déposé par Bernard Tapie peut-être de dire s'il y a eu, ce soir-là à Marseille, magouille ou paranoïa. Il n'effacera pas le souvenir moite d'une nuit de tous les soupçons.

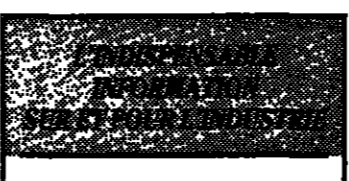
DANIEL SCHNEIDERMAN.

Publicité pour FONDUS DE COMMERCE locaux commerciaux. Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 43 ans « LES ANNONCES ».

Publicité pour ETUDES EN USA UNIVERSITE IN AMERICA, INC. Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., MASTER, Ph. D.).

Publicité pour OUVERTURE! Carrefour du Canada vous propose un vol PARIS-MONTREAL A.R. à 1750 F.

Publicité pour 10 HEURES : LE MINI-JOURNAL L'ACTUALITE DU MONDE. Toute l'actualité en direct sur minitel. ACTUALITE 36.15 LEMONDE.



OLIVIER BIFFAUD.

Publicité pour L'industrie dans les régions édition 1988 révisée et augmentée. Tableaux synoptiques par thèmes.

Publicité pour Les publications du SESSI. L'annuaire de statistique industrielle la situation de l'industrie (4 tomes).

Publicité pour sessi Service des statistiques industrielles. Direction générale de l'industrie.

# élections législatives

## Les principales réactions

### M. Jacques Chirac : « Union renforcée entre le RPR et l'UDF »

« Le Parti socialiste et le président de la République ont échoué dans leur tentative de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs. M. Mitterrand a cru devoir dissoudre de façon précoce l'Assemblée nationale afin de donner une majorité absolue au Parti socialiste et d'avoir ainsi tous les pouvoirs dans notre pays. Cet objectif n'a pas été atteint. »

Quant à nous, demain, lorsque le président de la République aura désigné son nouveau gouvernement, nous appuyerons toute politique qui représen-

dra les grands objectifs que j'avais défendus, au nom de la majorité sortante, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Objectifs de redressement de notre pays dans une solidarité renforcée entre les Français et dans un climat de liberté élargie. »

Je souhaite ardemment, et je suis sûr d'ailleurs que cette action qui sera demain la nôtre sera dans une union renforcée entre le RPR et l'UDF qui ont mené le même combat, soutenu la même action et qui demain devront poursuivre ce combat commun pour la liberté, la solidarité, pour la grandeur et la force de notre pays. »

### M. Valéry Giscard d'Estaing : « Une victoire sur la division »

« Je crois que ces résultats veulent dire que les Français n'ont pas voulu confier tous les pouvoirs à un seul parti. Ils ont eu raison. Et, comme vous le savez, je le souhaitais. Mais je crois aussi que ce message il ne faut pas l'interpréter comme un message négatif mais comme un message positif. Ils ont cherché à dire à leurs élus et aux hommes politiques français : Nous voulons que les deux moitiés de la France travaillent ensemble. »

Et, d'ailleurs, regardez les résultats successifs : au mois de mai, lorsqu'ils ont pensé que François Mitterrand représentait la France unie, ils ont voté pour lui et, dans le scrutin du 12 juin, quand ils ont craint de donner tous les pouvoirs à un seul parti, ils ne l'ont pas fait. Il faut maintenant qu'un grand jour les responsables de notre pays étudient comment la France peut être gouvernée. Car naturellement le

problème est difficile, nous le voyons bien, mais il existe des solutions. Et il faut aussi qu'ils réfléchissent à ce qu'ils ont fait et à ce qu'ils ont voulu. Et à ce qu'ils ont voté pour la majorité présidentielle : ne savez pas décevoir. Et à ceux qui ont voté pour le centre et la droite : bravo, mais ne triomphons pas. Car, ce soir, s'il y a un seul gagnant dans ce scrutin, c'est l'unité de la France. C'est ce que je voulais vous dire en regardant ces résultats qui ont surpris les Français et l'opinion internationale, mais qui expriment sans doute l'appel profond de notre pays pour son unité et le désir des deux moitiés de la France de travailler enfin ensemble. »

### M. Raymond Barre : « Faire prévaloir l'intérêt national »

« C'est une grande incertitude à un moment où plus que jamais la France a besoin d'être gouvernée. Il peut en découler une situation de blocage où s'affronteraient la droite et la gauche selon un schéma bien connu, mais archaïque. Il peut en découler une situation d'instabilité due à des majorités incertaines et successives. »

Ces deux situations sont incompatibles avec les exigences de l'avenir de la France. Pour être gouvernée, la France a besoin d'une majorité parlementaire qui puisse sa cohésion dans sa fidélité aux valeurs

de la République, de la liberté et de la justice et qui soit dotée d'une mise en œuvre d'une politique à moyen terme permettant de mettre notre pays à l'heure du grand marché européen et du vingtième siècle. »

Il appartient au président de la République, conformément aux principes mêmes de la V<sup>e</sup> République, de choisir les orientations qui permettraient à cette majorité de se constituer. Demain ne saurait être le temps des combinaisons mais celui où doit seulement prévaloir l'intérêt national. »

### M<sup>me</sup> Simone Veil : « Tout est entre les mains du président de la République »

« La dynamique présidentielle n'a pas entraîné de dynamique législative. Je ne suis pas, pour ma part, tellement étonnée (...). Le résultat de l'élection présidentielle était avant tout un très grand succès, il faut le reconnaître, du président. Il y avait sans doute un grand décalage entre le score potentiel socialiste et la capacité du président à rassembler. On se retrouve aujourd'hui dans une situation où il n'y a pas de majorité qui se définit instantanément. »

Que se serait-il passé si M. Barre ou M. Chirac avait été élu ? L'un et l'autre croyaient en la dynamique présidentielle en cas de dissolution. Mais je crois qu'en fait la cohabitation elle-même a cassé ce mécanisme, et qu'on ne se trouve plus exactement dans la V<sup>e</sup> République telle qu'elle a été mise en œuvre avant la cohabitation. »

Aujourd'hui, tout est dans les mains du président de la République (...). Il doit choisir un premier

ministre selon ce qui sort des urnes. Ce qui peut l'amener d'ailleurs à conserver M. Rocard. Considérera-t-il qu'il a une majorité toute faite, la majorité présidentielle, socialiste et communiste ? Ou bien cherchera-t-il une autre majorité en dehors du Parti socialiste ? Ce qui ouvre quantité de possibilités (...). Ce peut-être une majorité d'idées, mais elles sont instables. On peut vivre quelques semaines ou quelques mois avec des majorités d'idées, mais on ne va pas très loin. »

Le gouvernement ne donne pas l'impression de pouvoir gouverner avec efficacité si l'on sait que pour chaque projet de loi, et même pour la conduite des affaires étrangères, il lui faut rechercher une nouvelle majorité. Certainement, le président va devoir se dire : « Il faut trouver une majorité stable. » Est-ce que sera très rapide, très possible, et comment ? Ce n'est pas une chose facile. Cela ne peut être que sur un projet. »

### Décor

Die-moi quel est ton décor et je te dirai où tu en es... Il n'était pas intéressant de regarder un peu par-dessus l'épaule des orateurs qui se sont succédés sur les chaînes de télévision.

Valéry Giscard d'Estaing est resté très présidentiel. Il parle — depuis Clermont-Ferrand —, précise-t-il — avec en fond de décor, bien visible, une riche bibliothèque aux livres reliés.

Jacques Chirac, lui, est plus municipal, il est à l'hôtel de ville. Derrière lui, une fenêtre, fermée.

Michel Rocard paraît un peu perdu dans le décor de Mériqnon. Il s'appuie à une cheminée surmontée d'une lourde pendule de bronze où batifolent des anges.

Raymond Barre est resté simple, il se présente dans son O.G. du boulevard Saint-Germain, devant un grand rideau bleu pâle, très salle des fêtes.

Jean Lecanuet, enfin, en vieux routier de la politique, pose devant une affiche. On y voit un soleil levant et un slogan : « Refaire la France... »

### M. Jean Lecanuet : « L'union nationale »

« On a la victoire quand on a la majorité absolue. Mais c'est tout de même un succès considérable. Qui aurait pensé au soir de l'élection présidentielle, ou après une dissolution au cours de laquelle le président de la République est intervenu deux fois pour demander aux Français de voter pour ses amis politiques, que le Parti socialiste, même avec quelques alliés individuels, n'obtiendrait pas la majorité absolue ? »

Donc, c'est pour nous une performance. Je ne dis pas une victoire. Mais, c'est une performance, et je pense que le président de la République est devant une grande difficulté. »

Personnellement, je souhaite que les Français aient un gouvernement composé des meilleurs. Je me demande si l'heure n'est pas à l'union nationale. Mais, c'est trop tôt parler sans doute. C'est au président de faire son choix. On le président de la République choisit l'alliance, qui est traditionnelle, avec les communistes, ou bien il refuse de gouverner avec les communistes. Je crois que nous touchons maintenant le fond de la réalité politique française. »

### M. Michel Rocard : « La France doit être équilibrée mais sûre d'elle »

« Français, Françaises, vous avez choisi, vous avez choisi prudemment. (...) Quelques éléments semblent émerger de votre choix. Le premier, c'est que vous avez enlevé à la coalition sortante la majorité parlementaire dont elle disposait. C'est clair, c'est important si c'est confirmé, la droite n'a plus la majorité. »

Le deuxième élément de votre choix, semble-t-il, c'est qu'après avoir brillamment réélu François Mitterrand le 8 mai 1988, vous avez de donner une majorité parlementaire à l'ensemble des forces qui l'ont soutenu pour cette élection du 8 mai 1988, et c'est une réalité. Le troisième élément, c'est que vous n'avez pas voulu donner la majorité à un seul parti (...).

Il faudra quelques jours pour tirer les conclusions et les conséquences de tous ces choix, mais je veux remercier les Françaises et Français, et les électrices et les élec-

teurs qui nous ont fait confiance et assurer toute la France que ce résultat donne parfaitement les moyens que soient mises en œuvre aussitôt que possible les orientations que vous avez confirmées à travers l'élection du président de la République et qui consistent à engager le plus fortement possible, dès que possible, la lutte contre le chômage, la lutte contre la délinquance, la lutte pour une amélioration de nos logements, pour l'amélioration des qualifications de nos jeunes, bref l'amélioration de la situation d'ensemble du pays et de la situation de ses travailleurs, et de tout son peuple. »

Ce sont ces possibilités dont nous allons explorer les conditions de constitution dans les jours qui viennent. Mais dès aujourd'hui, merci aux électrices et aux électeurs qui ont donné le message qu'ils ont nommé : la France doit être équilibrée mais sûre d'elle. »

### M. Georges Marchais : « Une union nouvelle des forces populaires »

« Il semble assuré maintenant que la coalition RPR-UDF et FN d'une part, et le PS et ses alliés de l'autre, ne disposeront pas d'une majorité à l'Assemblée nationale. Nous n'oublions pas que si ce scrutin était équilibré il y aurait 65 députés communistes (...). »

Il est normal que l'on demande aux communistes ce qu'ils vont faire. (...) Nous allons respecter les engagements que nous avons pris. (...) Nous proposons une solution neuve, une union nouvelle des forces populaires, un rassemblement des forces de gauche pour mettre en œuvre une politique nouvelle. Il s'agit d'une politique de justice et de lutte effective contre le chômage

et les inégalités sociales (...), une politique de croissance nouvelle de l'économie (...), une politique de paix et de désarmement (...).

Les communistes sont prêts mais malheureusement ce n'est pas dans cette direction que François Mitterrand veut se diriger et le gouvernement qu'il a déjà formé le montre. Il ne recherche d'ouverture que d'un seul côté, celui de la droite. Il est donc hors de question que les communistes puissent participer à un tel gouvernement et suivre de tels objectifs. Les communistes soutiendront les mesures populaires et combattront tout ce qui ira à l'encontre de ces intérêts. »

### Fausse sortie

« Le bonheur existe, et j'y crois. » Ce n'est pas M. Georges Marchais qui le dit, mais Louis Aragon, dont l'ombre chinoise se découpe sur un mur de cette grande salle de réunions de l'Humanité, transformée en salle de presse.

Pris de court par un résultat qu'il n'osait espérer, le Parti communiste avait d'abord fait savoir qu'il n'organiserait pas de soirée électorale. Les premiers résultats tombés, on changeait le fusil d'épaule.

Convoqués à la hâte, les journalistes apprenaient que M. Marchais devait faire une importante déclaration. On braitt alors le rappel d'une poignée de militants, transformés au débotté en appariteurs muets : « On espère juste que vous parlez bien de nous. C'est tout. »

Marchais n'a que faire de la Cinq. Il ignore la Trois, ne parlons même pas de la presse écrite. « Je ne vois pas pourquoi les autres parlent en direct et pas les communistes. Eh bien, messieurs, à la semaine prochaine ! Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à en parler à vos directions. » Trois petits tours, et la voilà parti, sa précieuse déclaration sous le bras.

Branle-bas de combat dans les réactions. Comment se passer d'une réaction du PC ? « Si, dans vingt minutes, vous êtes prêts à le passer en direct, il revient », promettent les attachés de presse. Le journaliste de la deuxième chaîne n'en revient pas : il avait prévu des moyens HF — donc la possibilité de diffuser en direct et même d'organiser un duplex, — quand, vendredi dernier, le PC avait prévenu que personne ne prendrait la parole depuis l'Humanité...

« Eh bien, messieurs à la semaine prochaine »

Pour le reste, il fallait attendre que les hiérarches du PC réunis en conseil, comme le veut la tradition, dans le bureau de M. Roland Leroy, mettent la dernière main à la déclaration du secrétaire général. Micros et caméras bien ajustés, la presse attendait de pied ferme. On allait voir ce qu'on allait voir. La Une, le Deux, la Trois, le Cinq, dont deux équipes étaient mobilisées, réglèrent les derniers détails, pendant que, sur des tréteaux vite dressés, quelques bouteilles de bière et d'eau minérale improvisaient un buffet de victoire.

Enfin, à 21 h 20, M. Marchais parut. Calme, trois feuillets à la main. Très professionnel, il demande — personne ne sent venir l'orage : « Qui fait du direct ? » Ni la Une, ni la Deux.

Qu'importe, organisées en pool, les télévisions se plient au caprice — pardon, aux légitimes exigences — du secrétaire général du PC. Il faut se dépêcher : dans peu de temps, la Cinq doit diffuser Ces messieurs de la famille, un film tourné par Raouf André, en 1988. Pour Georges Marchais, la concurrence avec Francis Blanche, Poirot-Serrault et Annie Cordy est rude. A 21 h 40, M. Marchais est de retour. Les télévisions tournent. Le PC a gagné. Sa fausse sortie réussie, M. Marchais a fait comprendre que, désormais, il faudrait à nouveau compter avec lui. Un petit caprice de star, lourd de sens.

AGATHE LOGEART.

### M. Pierre Mauroy : « Le rassemblement s'est opéré »

« L'ensemble des forces qui ont apporté leurs suffrages au président de la République se retrouve ce soir majoritaire à l'Assemblée nationale. Le rassemblement souhaité s'est donc opéré ce 12 juin pour confirmer le vote du 8 mai. Le PS peut ainsi espérer ce soir avoir le groupe le plus important de l'Assemblée nationale. Je remercie au nom de ses candidats tous ceux qui leur ont apporté leurs suffrages et leur confiance et ont ainsi témoigné de leur soutien au gouvernement de Michel Rocard. Les droites sont battues en dépit de l'accord conclu entre le Front national, l'UDF et le RPR. Elles n'atteignent pas la majorité absolue en sièges, et le FN subit un échec cuisant à Marseille. »

« Ce soir, je ne sais pas encore si la poussée significative qui s'est manifestée en faveur des candidats du PS et soutenus par lui leur permet d'obtenir plus de la moitié des sièges. Et, pourtant, seul le PS se trouve désormais en mesure de rassembler autour de lui les concours nécessaires à la constitution d'une majorité parlementaire. Cette majorité est indispensable pour engager l'application des vingt-cinq orientations présidentielles sur lesquelles François Mitterrand a réuni 54 % des suffrages le 8 mai dernier. Cette perspective, si elle se confirme dans les heures qui viennent, sera conforme à nos attentes et à nos espoirs, même si nous avions souhaité une majorité plus forte et plus affirmée encore. »

« Les sentiments qui nous animent en ce moment sont la lucidité et la conscience de nos responsabilités pour mener à bien la politique de développement économique, de justice sociale et de lutte contre les exclusions qu'attend le pays. Je veux dire ma conviction et mon espoir de voir se réaliser autour de ces thèmes le rassemblement indispensable au soutien du gouvernement du progrès. Et je veux exprimer, au nom des socialistes, ma confiance au président de la République pour que, fort de l'appui massif que les Français lui ont apporté, il puisse poursuivre dans la voie du rassemblement et du redressement qu'il a tracée. »

« Les forces politiques qui ont apporté leur soutien au président de la République le 8 mai sont majoritaires dans le pays et sont majoritaires à l'Assemblée nationale. Les propositions que le président François Mitterrand a faites au pays vont donc pouvoir entrer en application. En effet, la droite est battue. »

« Le Parti socialiste et ses alliés progressent en voix et en sièges, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale gagne plus de 60 sièges. Il sera donc de très loin, plus encore que dans la précédente législature, le principal groupe parlementaire. L'UDF perd quelques sièges, le groupe RPR en perd plus de 25, le nombre de députés communistes s'établira probablement à 27, le Front national a une élu(e) », a-t-il ajouté.

### M. Lionel Stoléru : « majorité vers le centre »

« Je dédie ma victoire à l'ouverture. (...) Je fais partie de ceux qui ont fait le pari de croire à l'ouverture et aujourd'hui ou bien on laisse le score arithmétique obliger le PS à gouverner avec le Parti communiste ou bien on essaie de recentrer vers une majorité élargie avec ceux qui, comme moi, ont combattu le Front national. »

### M. Pierre Joxe : « la droite est battue »

« Ce sont des hommes qui, comme au RPR Michel Stasi ou comme à l'UDF Bernard Stasi ou Simone Veil, représentent le complément normal d'une politique d'ouverture pour préparer l'entrée de la France dans l'Europe. (...) Je suis persuadé que le président peut préparer cette majorité vers le centre. S'il y a un refus de l'autre côté, ce sera une mauvaise action contre la France. »

### M. Jean-Marie Le Pen : « Un scrutin injuste et antidémocratique »

« De toute évidence, les Français se sont désintéressés d'une consultation traduite dans un scrutin injuste et antidémocratique (...). Il n'y a pas de majorité pour le courant présidentiel sans la participation des communistes. Le Front national s'inquiète de la situation ainsi créée dans la nation et laisse à ceux qui en ont été les promoteurs les responsabilités de ce déséquilibre. »

Le Front national, bien sûr, a montré qu'à Marseille il reste le premier parti national et que ses candidats, bien que sans doute battus, ont largement amélioré leur position. Personnellement j'ai gagné cinq points au premier tour et huit points au second. Cela montre que l'opinion publique a été désinformée très largement, en particulier dans cette ville (...). L'appel lancé par le Front national et par moi-même pour briser la vague socialiste a été largement entendu, et le Front national a fait là un acte de haute portée. »

(Publicité)

## L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

**A PARTIR DE 490 F**

Renseignements : RENFE  
1, av. Marceau, 75116 PARIS  
TEL. 47-23-52-01

Les instants les plus chauds ne sont pas les plus chers

LE VOL PARIS QUAGADOUGOU ALLER RETOUR A PARTIR DE 2130 F

66, BD SAINT-NICHEL  
42 73 10 64 MINITEL 36 16 + NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

## LES ANNEES 50

Rédactrice en chef : Françoise SAGAN

Les récits de Bernard Frank, Jacques Laurent, Gabriel Matzneff et Annie Cohen-Solal

C'est dans GLOBE de juin.





# élections législatives

## La liste des députés élus et réélus

Nous publions ci-dessous et en pages 11 et 12 la liste des cinq cent soixante-quinze députés élus et réélus à l'issue des premier et second tours des élections législatives.

Deux députés restent à élire en Polynésie française, où le premier tour avait lieu le 13 juin.

### Majorité présidentielle

Au premier tour

● ÉLUS (5) : MM. Roland Beix (Charente-Maritime, 3<sup>e</sup>); Bernard Madrelle (Gironde, 11<sup>e</sup>); Jacques Floch (Loire-Atlantique, 4<sup>e</sup>); Albert Demvers (Nord, 12<sup>e</sup>); Jean-Claude Bois (Pas-de-Calais, 13<sup>e</sup>).

● RÉÉLUS (34) : MM. Jacques Cambolive (Aude, 3<sup>e</sup>); Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique, 3<sup>e</sup>); Pierre Bernard (Tarn, 1<sup>e</sup>); André Billardon (Saône-et-Loire, 3<sup>e</sup>); Jean-Benoît Bourepaux (Ariège, 1<sup>e</sup>); Jean-Michel Boncheron (Charente, 4<sup>e</sup>); Jean-Michel Boncheron (Ille-et-Vilaine, 1<sup>e</sup>); Pierre Bérégovoy (Nièvre, 1<sup>e</sup>); Bernard Bardin (Nièvre, 3<sup>e</sup>); Roland Carraz (Côte-d'Or, 3<sup>e</sup>); Didier Chouat (Côte-d'Or, 1<sup>e</sup>); André Clert (Deux-Sèvres, 3<sup>e</sup>); Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort, 2<sup>e</sup>); Elle Castor (Guyane, 1<sup>e</sup>); Aimé Césaire (Martinique, 3<sup>e</sup>); Henri Emmanuel (Landes, 3<sup>e</sup>); Laurent Fabius (Seine-Maritime, 4<sup>e</sup>); Pierre Garmentia (Gironde, 4<sup>e</sup>); Roland Hugnet (Pas-de-Calais, 8<sup>e</sup>); Charles Josselin (Côte-d'Or, 2<sup>e</sup>); Lionel Jospin (Haute-Garonne, 7<sup>e</sup>); Jean-Pierre Kucheida (Pas-de-Calais, 12<sup>e</sup>); Louis Le Pen (Finistère, 2<sup>e</sup>); Jean Laborde (Gers, 1<sup>e</sup>); Louis Mexandant (Calvados, 2<sup>e</sup>); Martin Malvy (Lot, 2<sup>e</sup>); Mellick (Pas-de-Calais, 9<sup>e</sup>); Jean-Pierre Michel (Haute-Saône, 2<sup>e</sup>); Pierre Ortiz (Haute-Garonne, 8<sup>e</sup>); Christian Pécrot (Vosges, 2<sup>e</sup>); Jacques Roger

Machart (Haute-Garonne, 5<sup>e</sup>); Michel Sainte-Marie (Gironde, 6<sup>e</sup>); Michel Charzat (Paris, 21<sup>e</sup>); Jacques Santrou (Vienne, 1<sup>e</sup>).

Au second tour

● ÉLUS (102) : MM. René Dosière (Aisne, 1<sup>e</sup>); François Colcombet (Allier, 1<sup>e</sup>); François Massot (Alpes-de-Haute-Provence, 1<sup>e</sup>); Jean-Marie Alaize (Ardèche, 3<sup>e</sup>); Gérard Istace (Ardennes, 2<sup>e</sup>); René Massat (Ariège, 2<sup>e</sup>); Joseph Vidal (Aude, 1<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Jeanine Ecochard (Bouches-du-Rhône, 5<sup>e</sup>); MM. Marius Masse (Bouches-du-Rhône, 8<sup>e</sup>); Yves Vidal (Bouches-du-Rhône, 10<sup>e</sup>); Henri d'Artis (Bouches-du-Rhône, 12<sup>e</sup>); Yves Hermouet (Charente-Maritime, 2<sup>e</sup>); François Hollande (Corrèze, 1<sup>e</sup>); Yves Dollo (Côte-d'Or, 4<sup>e</sup>); Pierre-Yvon Trénel (Côte-d'Or, 5<sup>e</sup>); Gaston Rimareix (Creuse, 2<sup>e</sup>); Bernard Bioulac (Dordogne, 1<sup>e</sup>); Michel Suchod (Dordogne, 2<sup>e</sup>); Robert Schwint (Doubs, 1<sup>e</sup>); Roger Leron (Drôme, 1<sup>e</sup>); Alain Fort (Drôme, 2<sup>e</sup>); Alfred Recours (Eure, 2<sup>e</sup>); Bertrand Gallet (Eure-et-Loir, 3<sup>e</sup>); Bernard Poingnant (Finistère, 1<sup>e</sup>); Jean-Marie Cambacérès (Gard, 2<sup>e</sup>); Georges Benedetti (Gard, 3<sup>e</sup>); Claude Ducert (Haute-Garonne, 3<sup>e</sup>); Robert Loidi (Haute-Garonne, 4<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Hélène Mignon (Haute-Garonne, 6<sup>e</sup>); MM. Jean-Pierre Joseph (Gers, 2<sup>e</sup>); Pierre Brana (Gironde, 5<sup>e</sup>); Pierre Ducout (Gironde, 7<sup>e</sup>); Pierre Lagorce (Gironde, 9<sup>e</sup>); Gérard Saumade (Hérault, 2<sup>e</sup>); Bernard Nayral (Hérault, 5<sup>e</sup>); Jean-Yves Gateaud (Indre, 1<sup>e</sup>); Jean-Paul Chanteguet (Indre, 3<sup>e</sup>); Jean-Michel Testa (Indre-et-Loire, 5<sup>e</sup>); Jean-Pierre Luppi (Isère, 2<sup>e</sup>); Michel Destot (Isère, 3<sup>e</sup>); Didier Migaud (Isère, 4<sup>e</sup>); Yves Pillet (Isère, 9<sup>e</sup>); Jean-Pierre Santa-Cruz (Jura, 3<sup>e</sup>); Alain Vidales (Landes, 1<sup>e</sup>); Jeanny Lorgeoux (Loir-et-Cher, 2<sup>e</sup>); Jean-Pierre Lepage (Loiret, 3<sup>e</sup>); Gérard Gouzes (Lot-et-

Garonne, 2<sup>e</sup>); Marcel Garrouste (Lot-et-Garonne, 3<sup>e</sup>); Jean-Pierre Bouquet (Marne, 5<sup>e</sup>); Daniel Reinert (Meurthe-et-Moselle, 4<sup>e</sup>); Michel Dinet (Meurthe-et-Moselle, 5<sup>e</sup>); Jacques Huygues des Etages (Nièvre, 2<sup>e</sup>); Robert Anselin (Nord, 6<sup>e</sup>); Bernard Carton (Nord, 7<sup>e</sup>); Jean-Pierre Balduyck (Nord, 10<sup>e</sup>); Yves Durand (Nord, 11<sup>e</sup>); Marc Dolez (Nord, 17<sup>e</sup>); Christian Bataille (Nord, 22<sup>e</sup>); Umberto Battist (Nord, 23<sup>e</sup>); Jean-Pierre Braine (Oise, 7<sup>e</sup>); Dominique Dupilet (Pas-de-Calais, 6<sup>e</sup>); André Capet (Pas-de-Calais, 7<sup>e</sup>); Noël Joseph (Pas-de-Calais, 11<sup>e</sup>); Alain Néri (Puy-de-Dôme, 2<sup>e</sup>); Edmond Vacant (Puy-de-Dôme, 6<sup>e</sup>); René Cazenave (Pyrénées-Atlantiques, 1<sup>e</sup>); Pierre Estève (Pyrénées-Orientales, 2<sup>e</sup>); Henri Sicre (Pyrénées-Orientales, 4<sup>e</sup>); Jean-Pierre Baeumler (Haut-Rhin, 7<sup>e</sup>); Gabriel Montcharmont (Rhône, 11<sup>e</sup>); Jean-Claude Boulard (Sarthe, 5<sup>e</sup>); Roger Rinchet (Savoie, 3<sup>e</sup>); Michel Bérégovoy (Seine-Maritime, 1<sup>e</sup>); Dominique Gambier (Seine-Maritime, 2<sup>e</sup>); Jean-Charles Bateux (Seine-Maritime, 5<sup>e</sup>); Jean-Marie Leduc (Seine-Maritime, 10<sup>e</sup>); Alain Le Vern (Seine-Maritime, 12<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Ségolène Royal (Deux-Sèvres, 2<sup>e</sup>); MM. Pierre Hiard (Somme, 3<sup>e</sup>); Jacques Becq (Somme, 4<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Jacqueline Alquier (Tarn, 4<sup>e</sup>); Guy Ravier (Vaucluse, 1<sup>e</sup>); Jean Gatel (Vaucluse, 4<sup>e</sup>); Robert Savy (Haute-Vienne, 1<sup>e</sup>); Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne, 2<sup>e</sup>); Marcel Moeur (Haute-Vienne, 3<sup>e</sup>); Serge Beltrane (Vosges, 4<sup>e</sup>); Raymond Forni (Territoire de Belfort, 1<sup>e</sup>); Daniel Vaillant (Paris, 19<sup>e</sup>); Jean-Christophe Cambadélis (Paris, 20<sup>e</sup>); Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne, 7<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Linsenmann (Essonne, 7<sup>e</sup>); MM. Thierry Mandon (Essonne, 9<sup>e</sup>); Julien Dray (Essonne, 10<sup>e</sup>); Jacques Delly (Seine-Saint-Denis, 10<sup>e</sup>); Pierre Tabanon (Val-de-Marne, 12<sup>e</sup>); Jean-Pierre Béguet (Val-d'Oise, 3<sup>e</sup>); Dominique Larifat (Guadeloupe, 3<sup>e</sup>); Claude Lise (Martinique, 2<sup>e</sup>).

● RÉÉLUS (123) : MM. Jean-Pierre Balligand (Aisne, 3<sup>e</sup>); Bernard Lefranc (Aisne, 4<sup>e</sup>); Jean-Michel Belorgey (Allier, 4<sup>e</sup>); André Bellon (Alpes-de-Haute-Provence, 2<sup>e</sup>); Daniel Chevallier (Hautes-Alpes, 1<sup>e</sup>); Robert Chapuis (Ardèche, 1<sup>e</sup>); Roger Mas (Ardennes, 1<sup>e</sup>); Michel Carlelet (Aube, 3<sup>e</sup>); Régis Barilla (Aude, 2<sup>e</sup>); Philippe Sanmarco (Bouches-du-Rhône, 3<sup>e</sup>); Michel Pezet (Bouches-du-Rhône, 7<sup>e</sup>); Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône, 16<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Yvette Roudy (Calvados, 3<sup>e</sup>); MM. Jérôme Lambert (Charente, 3<sup>e</sup>); Philippe Marchand (Charente-Maritime, 4<sup>e</sup>); François Patriat (Côte-d'Or, 5<sup>e</sup>); André Lejeune (Creuse, 1<sup>e</sup>); Pierre Estève (Pyrénées-Orientales, 2<sup>e</sup>); Henri Sicre (Pyrénées-Orientales, 4<sup>e</sup>); Jean-Pierre Baeumler (Haut-Rhin, 7<sup>e</sup>); Gabriel Montcharmont (Rhône, 11<sup>e</sup>); Jean-Claude Boulard (Sarthe, 5<sup>e</sup>); Roger Rinchet (Savoie, 3<sup>e</sup>); Michel Bérégovoy (Seine-Maritime, 1<sup>e</sup>); Dominique Gambier (Seine-Maritime, 2<sup>e</sup>); Jean-Charles Bateux (Seine-Maritime, 5<sup>e</sup>); Jean-Marie Leduc (Seine-Maritime, 10<sup>e</sup>); Alain Le Vern (Seine-Maritime, 12<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Ségolène Royal (Deux-Sèvres, 2<sup>e</sup>); MM. Pierre Hiard (Somme, 3<sup>e</sup>); Jacques Becq (Somme, 4<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Jacqueline Alquier (Tarn, 4<sup>e</sup>); Guy Ravier (Vaucluse, 1<sup>e</sup>); Jean Gatel (Vaucluse, 4<sup>e</sup>); Robert Savy (Haute-Vienne, 1<sup>e</sup>); Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne, 2<sup>e</sup>); Marcel Moeur (Haute-Vienne, 3<sup>e</sup>); Serge Beltrane (Vosges, 4<sup>e</sup>); Raymond Forni (Territoire de Belfort, 1<sup>e</sup>); Daniel Vaillant (Paris, 19<sup>e</sup>); Jean-Christophe Cambadélis (Paris, 20<sup>e</sup>); Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne, 7<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Linsenmann (Essonne, 7<sup>e</sup>); MM. Thierry Mandon (Essonne, 9<sup>e</sup>); Julien Dray (Essonne, 10<sup>e</sup>); Jacques Delly (Seine-Saint-Denis, 10<sup>e</sup>); Pierre Tabanon (Val-de-Marne, 12<sup>e</sup>); Jean-Pierre Béguet (Val-d'Oise, 3<sup>e</sup>); Dominique Larifat (Guadeloupe, 3<sup>e</sup>); Claude Lise (Martinique, 2<sup>e</sup>).

### Le sort des membres du gouvernement Rocard

Élus  
MM. Robert Chapuis, maj.p.-PS (Ardèche, 1<sup>e</sup>); Roland Dumas, maj.p.-PS (Dordogne, 4<sup>e</sup>); André Laignel, maj.p.-PS (Indre, 2<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Edwige Avice, maj.p.-PS (Isère, 5<sup>e</sup>); MM. Louis Mermaz, maj.p.-PS (Isère, 8<sup>e</sup>); Jack Lang, maj.p.-PS (Loir-et-Cher, 1<sup>e</sup>); Claude Evin, maj.p.-PS (Loire-Atlantique, 4<sup>e</sup>); Olivier Stirn, maj.p.-PS (Manche, 5<sup>e</sup>); Michel Delabarre, maj.p.-PS (Nord, 13<sup>e</sup>); Lionel Stoleru, maj.p.-UDF-dis. (Oise, 5<sup>e</sup>); Jean Poparn, maj.p.-PS (Rhône, 13<sup>e</sup>); Pierre Joxe, maj.p.-PS (Saône-et-Loire, 4<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Edith Crussion, maj.p.-PS (Vienne, 4<sup>e</sup>); MM. Henri Nallet, maj.p.-PS (Yonne, 2<sup>e</sup>); Georges Sarre, maj.p.-PS (Paris, 6<sup>e</sup>); Paul Quilès, maj.p.-PS (Paris, 9<sup>e</sup>); Michel Rocard, maj.p.-PS (Yvelines, 7<sup>e</sup>).

Non élus  
M<sup>me</sup> Georgina Dufour, maj.p.-PS (Gard, 1<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, maj.p.-PS (Bas-Rhin, 2<sup>e</sup>); MM. Brice Lalonde, maj.p.-div.g. (Seine-et-Marne, 1<sup>e</sup>); Thierry de Beaucé, maj.p.-div.g. (Seine-et-Marne, 3<sup>e</sup>); Roger Bambuck, maj.p.-PS (Essonne, 5<sup>e</sup>).

Lemoine (Eure-et-Loir, 1<sup>e</sup>); Joseph Gourmelon (Finistère, 2<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Marie Jacq (Finistère, 4<sup>e</sup>); MM. Alain Journe (Gard, 5<sup>e</sup>); Gérard Bapi (Haute-Garonne, 2<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Catherine Lalumière (Gironde, 3<sup>e</sup>); MM. Gilbert Mitterrand (Gironde, 10<sup>e</sup>); Georges Frèche (Hérault, 4<sup>e</sup>); Alain Barrau (Hérault, 6<sup>e</sup>); Jean Lacombe (Hérault, 7<sup>e</sup>); Edmond Ervé (Ille-et-Vilaine, 2<sup>e</sup>); André Laignel (Indre, 2<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Christiane Mora (Indre-et-Loire, 3<sup>e</sup>); M. Jean Groveux (Indre-et-Loire, 4<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Edwige Avice (Isère, 5<sup>e</sup>); MM. Louis Mermaz (Isère, 8<sup>e</sup>); Alain Brune (Jura, 1<sup>e</sup>); Jean-Pierre Pénicaut (Landes, 2<sup>e</sup>); Jack Lang (Loir-et-Cher, 1<sup>e</sup>); Jean Auroux (Loire, 5<sup>e</sup>); Claude Evin (Loire-Atlantique, 4<sup>e</sup>); Jean-Pierre Sueur (Loiret, 1<sup>e</sup>); Olivier Stirn (Manche, 5<sup>e</sup>); Georges Collin (Marne, 2<sup>e</sup>); Guy Chanfrault (Haute-Marne, 2<sup>e</sup>); Job Durupt (Meurthe-et-Moselle, 2<sup>e</sup>); Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle, 6<sup>e</sup>); Jean-Paul Durieux (Meurthe-et-Moselle, 7<sup>e</sup>); Jean-Louis Dumont (Meuse, 2<sup>e</sup>); Jean-Yves Le Drian (Morbihan, 5<sup>e</sup>); Jean Giovannelli (Morbihan, 6<sup>e</sup>); Jean Laurain (Moselle, 1<sup>e</sup>); Charles Metzinger (Moselle, 6<sup>e</sup>); René Dronin (Moselle, 10<sup>e</sup>); Pierre Mauroy (Nord, 1<sup>e</sup>); Bernard Derossier (Nord, 2<sup>e</sup>); M<sup>me</sup> Denise Cacheux (Nord, 5<sup>e</sup>); MM. Michel Delebarre (Nord, 13<sup>e</sup>); Jean Le Garrec (Nord, 18<sup>e</sup>); Marcel Dehoux (Nord, 24<sup>e</sup>); Jean Anciant (Oise, 3<sup>e</sup>); Michel Lambert (Orne, 3<sup>e</sup>); André Delehedde (Pas-de-Calais, 2<sup>e</sup>); Guy Lengagne (Pas-de-Calais, 5<sup>e</sup>); Marcel Wacheux (Pas-de-Calais, 10<sup>e</sup>); Maurice Pourchon (Puy-de-Dôme, 1<sup>e</sup>); Jacques Lavédrine (Puy-de-Dôme, 4<sup>e</sup>); Maurice Adevah-Pocuf (Puy-de-Dôme, 5<sup>e</sup>); André Labarère (Pyrénées-Atlantiques,

# François Mitterrand, chronique d'une victoire annoncée.



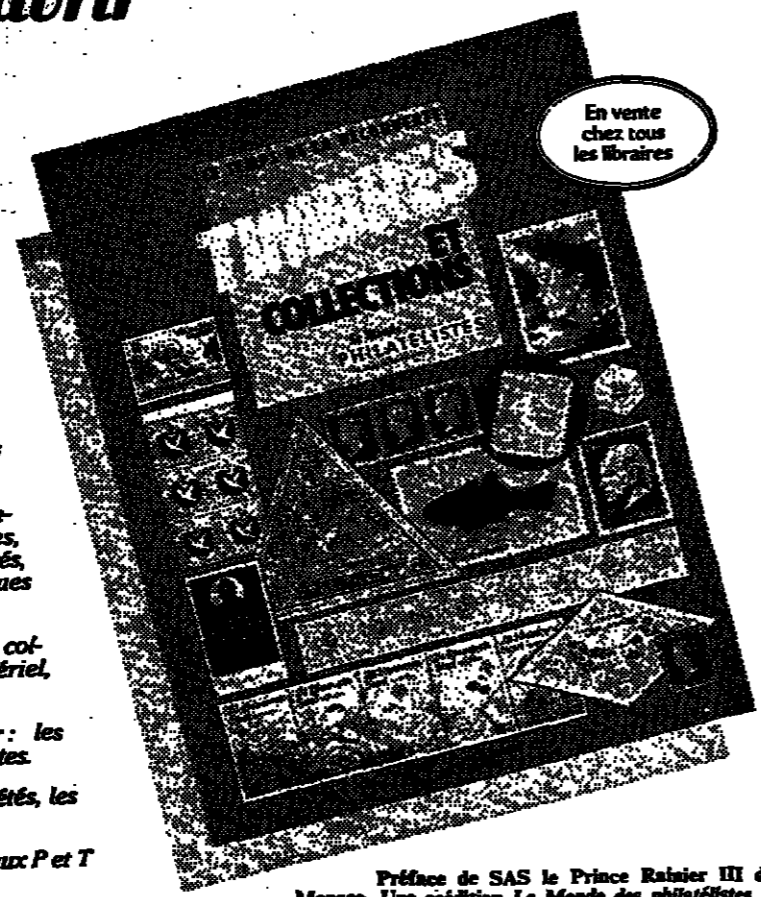
Un récit remarquablement informé mais surtout indiscret, vif, drôle, incisif. Et souvent impertinent. Un régal.

Claude Weill - Le Nouvel Observateur  
Kathleen Evin, qui connaît son Mitterrand depuis longtemps et qui a fait partie de son état-major de campagne, ne pratique pas l'adulation... Le portrait intimiste qu'elle en dessine est rare. Le portrait politique, bien que par nature plus fréquemment tracé, est souvent original.

Jean-Yves Lhomet - Le Monde  
**FAYARD**

## TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie



- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, carnets, blocs-feuillets perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'aux P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS.

VOLUME CARTONNÉ. 22,5 x 29 CM. 80 PAGES ENTièrement EN COULEURS. 110 F.

**TIMBRES ET COLLECTIONS**

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Nombre d'exemplaires ..... X 120 F (Frais de expédition inclus) TOTAL .....

Indique à retourner au Journal Le Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Saussaies, 75007 PARIS Cedex 08.

(Lire la suite page 11.)

# Le Monde

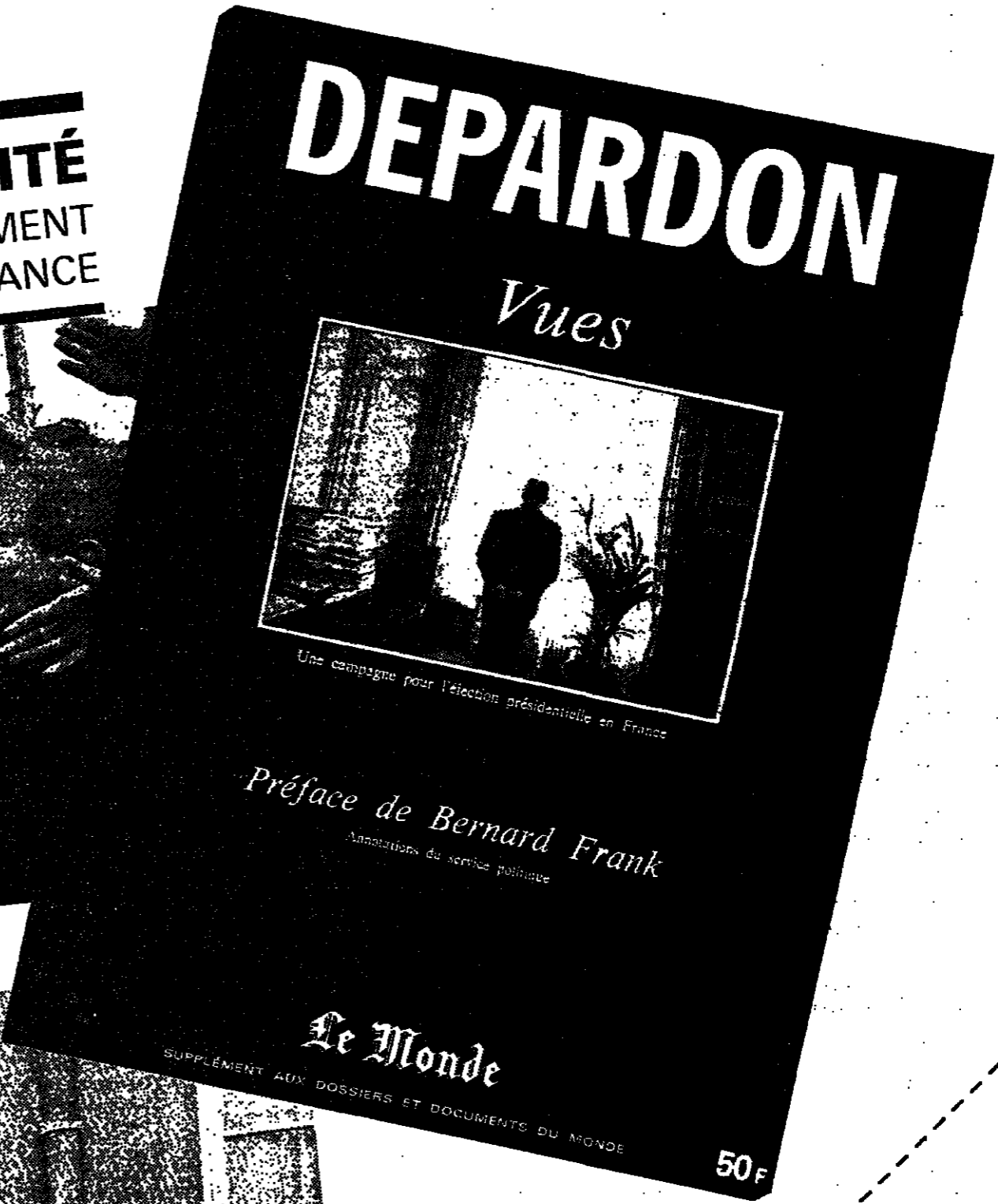
## L'ALBUM PHOTO

DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

**TIRAGE LIMITÉ**  
EN VENTE UNIQUEMENT  
PAR CORRESPONDANCE



Le reportage complet de la campagne.  
De nombreuses photos inédites.  
Préface de Bernard Frank.



**LES VUES DE RAYMOND DEPARDON**

PRIX (frais d'expédition inclus): FRANCE, 55F ; ETRANGER, 60F

NOM \_\_\_\_\_

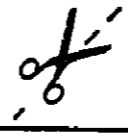
ADRESSE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

NOMBRE D'EXEMPLAIRES \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

COMMANDE ET RÈGLEMENT  
à envoyer à: **LE MONDE**  
Service vente au numéro  
7, Rue des Italiens  
75009 PARIS  
FRANCE



# Le second tour des élections législatives

## La liste des députés élus et réélus

(Suite de la page 9.)

### Majorité présidentielle (suite)

3°) Pierre Forgues (Hautes-Pyrénées, 1°); Jean Oehler (Bas-Rhin, 3°); Jean-Marie Bookel (Haut-Rhin, 5°); Charles Heru (Rhône, 6°); Jean-Jack Queyranne (Rhône, 7°); Jean Popereau (Rhône, 13°); M<sup>me</sup> Marie-Jo Siblet (Rhône, 14°); MM. Jean-Pierre Worraz (Saône-et-Loire, 1°); Pierre Joux (Saône-et-Loire, 4°); Raymond Douyère (Sarthe, 2°); Guy-Michel Chauveau (Sarthe, 3°); Louis Besson (Savoie, 1°); Pierre Bourguignon (Seine-Maritime, 3°); Paul Dhaillie (Seine-Maritime, 6°); Jean Beaulieu (Seine-Maritime, 11°); Jean-Claude Dessein (Somme, 1°); Jacques Fleury (Somme, 6°); Charles Pistre (Tarn, 2°); Hubert Gouze (Tarn-et-Garonne, 1°); André Borel (Vaucluse, 2°); Pierre Métais (Vendée, 5°); M<sup>me</sup> Edith Cresson (Vienne, 4°); M<sup>me</sup> Alain Rodet (Haute-Vienne, 4°); Henri Maillet (Yonne, 2°); Georges Sarre (Paris, 6°); Paul Quilla (Paris, 9°); Michel Charrier (Paris, 21°); Robert Le Foll (Seine-et-Marne, 6°); Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne, 8°); Alain Vivien (Seine-et-Marne, 9°); Michel Rocard (Yvelines, 3°); Bernard Schreiner (Yvelines, 8°); Guy Malandain (Yvelines, 11°); Jacques Guyard (Essonne, 1°); Yves Tavernier (Essonne, 3°); Claude Germon (Essonne, 6°); Michel Besson (Essonne, 8°); Michel Sapin (Hautes-de-Seine, 4°); Philipp Bassinger (Hautes-de-Seine, 11°); Gilbert Bonnemaison (Hautes-de-Seine, 1°); Claude Bartolomeo (Seine-Saint-Denis, 6°); M<sup>me</sup> Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis, 9°); M<sup>me</sup> Jacques Mahéas (Seine-Saint-Denis, 13°); Laurent Cathala (Val-de-Marne, 2°); René Romquet (Val-de-Marne, 9°); Alain Richard (Val-de-Marne, 2°); M<sup>me</sup> Marie-Françoise Lopez (Val-d'Oise, 7°); M<sup>me</sup> Dominique Strauss-Kahn (Val-d'Oise, 8°); Michel Coffineau (Val-d'Oise, 9°); Frédéric Jaffron (Guadeloupe, 1°); Michel Maurice-Louis-Joseph-Dognès (Martinique, 2°).

**MRG**  
 Au premier tour:  
 ● ELU (1): M. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne, 2°).  
 ● RÉÉLU (1): M. Jean Rigal (Aveyron, 2°).  
 Au second tour:  
 ● ELUS (3): M<sup>me</sup> Bernard Charrier (Lot, 1°); Jean-Pierre

Defontaine (Pas-de-Calais, 1°); Claude Gaits (Hautes-Pyrénées, 2°).  
 ● RÉÉLUS (4): M<sup>me</sup> Michel Crépeau (Charente-Maritime, 1°); Emile Zaccarelli (Haute-Corse, 1°); Alain Bonnet (Dordogne, 3°); Roger-Gérard Schwartzberg (Val-de-Marne, 3°).

**Divers gauche.**  
 Au second tour:  
 ● ELUS (3): M. Lionel Stoléru (Oise, 5°); M<sup>me</sup> Frédérique Bredin (Seine-Maritime, 9°); M. Guy Lordinot (Martinique, 1°).  
 ● RÉÉLU (1): M. Alain Calmat (Cher, 3°).

**Centre gauche.**  
 Au second tour:  
 ● ELUS (2): M<sup>me</sup> Aloyse Warbouver (Moselle, 4°); Claude Miquen (Hautes-Pyrénées, 3°).

### URC-RPR et apparentés

**Au premier tour:**  
 ● ELUS (9): M<sup>me</sup> Jacques Chirac (Corrèze, 3°); Alain Carignon (Isère, 1°); Michel Inchausti (Pyrénées-Atlantiques, 4°); Nicolas Sarkozy (Hautes-Saône, 6°); Christian Bergelin (Haute-Saône, 6°); Jean-Luc Reizter (Haut-Rhin, 3°); Édouard Balladur (Paris-12°); Michèle Barzach (Paris-13°); Bernard Pons (Paris-16°).  
 ● RÉÉLUS (30): M<sup>me</sup> René André (Manche, 2°); Jacques Baumel (Haute-Seine, 7°); Jean Besson (Rhône, 10°); Michel Bernier (Savoie, 2°); Jacques Charan-Delmas (Gironde, 2°); Michel Coizat (Ille-et-Vilaine, 5°); Jean-Charles Cavallé (Morbihan, 3°); Serge Charles (Nord, 9°); François Filon (Sarthe, 4°); Georges Gorse (Hautes-de-Seine, 9°); Jean de Gaulle (Deux-Sèvres, 3°); Jac-

ques Godfrain (Aveyron, 3°); Henri de Gastines (Mayenne, 2°); Jean-François Mancel (Oise, 2°); Daniel Goulet (Orne, 1°); François Grussenmeyer (Bas-Rhin, 8°); Didier Julia (Seine-et-Marne, 2°); Gabriel Kasperit (Paris, 4°); Jacques Laffeur (Nouvelle-Calédonie, 1°); Charles Miossec (Finistère, 5°); Pierre Mauger (Vendée, 3°); Maurice Nenou (Nouvelle-Calédonie, 2°); Robert Pujade (Côte-d'Or, 1°); Etienne Piute (Yvelines, 1°); Michel Péricard (Yvelines, 6°); Pierre Raynal (Cantal, 2°); Jean-Paul de Rocca-Serra (Corse-du-Sud, 2°); Lucien Richard (Loire-Atlantique, 9°); Jean Tiberi (Paris, 2°); Jean Ueberschlag (Haut-Rhin, 4°).

**Au second tour:**  
 ● NOUVEAUX ELUS (26): Jacques Boyon (Ain, 1°); Patrick Ollier (Hautes-Alpes, 2°); M<sup>me</sup> Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes, 2°); Christian Estrosi (Alpes-Maritimes, 5°); M<sup>me</sup> Suzanne Sauvaigo (Alpes-Maritimes, 6°); Léon Vachet (Bouches-du-Rhône, 15°); Louis de Broissia (Côte-d'Or, 2°); Eric Doligé (Loiret, 2°); M<sup>me</sup> Roselyne Bachelot-Narquin (Maine-et-Loire, 1°); Alain Cousin (Manche, 3°); Jean-Claude Thomas (Marne, 3°); André Berthol (Moselle, 7°); M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques, 6°); Bernard Schreiner (Bas-Rhin, 9°); Michel Noir (Rhône, 2°); Jean-Yves Charnard (Vienne, 2°); Philippe Séguin (Vosges, 1°); Alain Devaquet (Paris, 7°); M<sup>me</sup> Nicole Cathala (Paris, 11°); Alain Juppé (Paris, 18°); Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne, 1°); Alain Jonemann (Yvelines, 5°); Patrick Balkany (Hautes-de-Seine, 5°); Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis, 3°); Michel Giraud (Val-de-Marne, 5°); Lucette Michaux-Chevry (RPR, Guadeloupe, 4°); Auguste Legros (la Réunion, 1°).  
 ● RÉÉLUS (62)

**Les membres de l'ancien gouvernement Chirac**

<b>Elus</b>	<b>Non élus</b>
MM. Jacques Boyon, URC-RPR (Ain, 1°); Georges Charvannes, URC-UDF-CDS (Charente, 1°); Ambroise Guellec, URC-UDF-CDS (Finistère, 7°); Gérard Longuet, URC-UDF-PR (Mousses, 1°); M <sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie, URC-RPR (Pyrénées-Atlantiques, 6°); M <sup>me</sup> Michel Noir, URC-RPR (Rhône, 2°); François Léotard, URC-UDF-PR (Var, 5°); Philippe Séguin, URC-RPR (Vosges, 1°); M <sup>me</sup> Nicole Cathala, URC-RPR (Paris, 11°); M <sup>me</sup> Alain Juppé, URC-RPR (Paris, 18°); André Santini, URC-UDF-PSD (Hautes-de-Seine, 10°);	Robert Pandraud, URC-RPR (Seine-Saint-Denis, 6°); M <sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry, URC-app. RPR (Guadeloupe, 4°).  MM. Claude Mahuret, URC-UDF-PR (Allier, 4°); Camille Cabana, URC-RPR (Hérault, 2°); Georges Fontès, URC-RPR (Hérault, 6°); Michel Aurillac, URC-RPR (Indre, 1°); Jacques Douffingues, URC-UDF-PR (Loiret, 3°); François Guillaume, URC-app. RPR (Mauricie-et-Moselle, 4°); Didier Bariani, URC-UDF-rad. (Paris, 21°).

MM. Lucien Guichon (Ain, 2°); Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes, 4°); Pierre Bachelet (Alpes-Maritimes, 9°); Régis Perbet (Ardèche, 2°); Robert Galley (Aube, 2°); M<sup>me</sup> Pierre-Rémy Houssin (Charente, 2°); Jean-Noël de Lipkowski (Charente-Maritime, 5°); Jean Charbonnel (Corrèze, 2°); Pierre Pasquini (Haute-Corse, 2°); M<sup>me</sup> Roland Vuillaume (Doubs, 5°); Jean-Louis Debré (Eure, 1°); Martial Taugourdeau (Eure-et-Loir, 2°); Louis Gosdulf (Finistère, 3°); M<sup>me</sup> Jean Vallet (Gironde, 1°); René Couveinhes (Hérault, 3°); Bernard Debré (Indre-et-Loire, 2°); Jean Charroppin (Jura, 2°); Christian Cabal (Loire, 2°); M<sup>me</sup> Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique, 2°); M<sup>me</sup> Olivier Guichard (Loire-Atlantique, 7°); Xavier Deniau, app. RPR (Loiret, 4°); Jean-Paul Charrié (Loiret, 5°); Jean Falala (Marne, 1°); Bruno Bourg-Broc (Marne, 4°); Jean-Louis Masson (Moselle, 3°); Jean-Marie Demange (Moselle, 9°); Claude Dhinnin (Nord, 3°); Charles Pacou (Nord, 14°); Arthur Dehaene (Oise, 4°); Claude Barate (Pyrénées-Orientales, 1°); André Durr (Bas-Rhin, 4°); Jean-Michel Dubernard (Rhône, 3°); Michel Terrot (Rhône, 12°); Philippe Legras (Haute-Saône, 3°); Dominique Perben (Saône-et-Loire, 5°); Gérard Chasseguet (Sarthe, 1°); Pierre Mazaud (Haute-Savoie, 5°); Antoine Rufenacht (Seine-Maritime, 7°); Jacques Limouzy (Tarn, 3°); Jean-Michel Couve (Var, 4°); Jean-Michel Ferrand (Vaucluse, 3°); Arnaud Lepercq (Vienne, 3°); Philippe Anberger (Yonne, 3°); Claude-Gérard Marcus (Paris, 5°); Pierre de Bénouville (Paris, 8°); Jacques Tonbon (Paris, 10°); M<sup>me</sup> Françoise de Panafieu (Paris, 17°); M<sup>me</sup> Alain Peyrefitte (Seine-et-Marne, 4°); Guy Druet (Seine-et-Marne, 5°); Franck Borotra (Yvelines, 2°); Henri Cuq (Yvelines, 9°); Jacques Masdeu-Arus (Yvelines, 12°); Xavier Dugouin (Essonne, 2°); Georges Trauchant (Hautes-de-Seine, 2°); Claude Labbé (Hautes-de-Seine, 8°); Patrick Devedjian (Hautes-de-Seine, 13°); Eric Raoul (Seine-Saint-Denis, 12°); M<sup>me</sup> Christiane Papon (Val-de-Marne, 1°); M<sup>me</sup> Robert-André Vivien (Val-de-Marne, 6°); Roland Nungesser (Val-de-Marne, 7°); Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise, 6°); Benjamin Brial (Wallis et Futuna).

**URC-UDF**  
 - CDS  
 Au premier tour:  
 ● ELUS (4): M<sup>me</sup> Dominique Baudis (Haute-Garonne, 1°); Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine, 5°); Adrien Zeller (Bas-Rhin, 7°); Bernard Bosson (Haute-Savoie, 2°).  
 ● RÉÉLUS (14): M<sup>me</sup> Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire, 3°); Albert Brochard (Deux-Sèvres, 4°); Jean Briane (Aveyron, 1°); Jacques Barrot (Haute-Loire, 2°); Jean Bégault (Maine-et-Loire, 4°); Loïc Bouvard (Morbihan, 4°); Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin, 2°); Gérard Grignon (Saint-Pierre-et-Miquelon); Francis Geng (Orne, 2°); Germain Genewin (Bas-Rhin, 5°); Henry Jean-Baptiste (Mayotte); Maurice Ligot (Maine-et-Loire, 5°); Georges Mesmin (Paris, 14°); Paul-Louis Tenaillon (Yvelines, 3°).  
 Au second tour:  
 ● ELUS (10): M<sup>me</sup> Michel Voisin (Ain, 4°); Christian Kert (Bouches-du-Rhône, 11°); Amboise Guellec (Finistère, 7°); François Rochebloine (Loire, 3°); Hubert Grimault (Maine-et-Loire, 2°); Edmond Gerrer (Haut-Rhin, 1°); Jean-Jacques Weberer (Haut-Rhin, 6°); M<sup>me</sup> Bernadette Isaac-Sibille (Rhône, 1°); M. Jean-Pierre Foucher (Hautes-de-Seine, 12°).  
 ● RÉÉLUS (21): M<sup>me</sup> Louise Moreau (Alpes-Maritimes, 8°); M<sup>me</sup> Michel Jacquemin (Doubs, 2°); Jean-Yves Cozan (Finistère, 6°); Yves Fréville (Ille-et-Vilaine, 3°); René Couanau (Ille-et-Vilaine, 7°); Jean Desanlis (Loir-et-Cher, 3°); M<sup>me</sup> Monique Papon (Loire-Atlantique, 1°); M<sup>me</sup> Paul Chollet (Lot-et-Garonne, 1°); Adrien Durand (Lozère, 1°); Jean-Marie Daillet (Manche, 1°); Bernard Stasi (Marne, 6°); Jean Seitz (Moselle, 5°); Bruno Durieux (Nord, 4°); François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques, 2°); Emile Koohi, URC-UDF-CDS (Bas-Rhin, 1°); Marc Reymann (Bas-Rhin, 2°); Jean-Marie Caro

150 spécialistes répondent à vos questions

## SANTÉ ET MÉDECINE

L'ÉTAT DES CONNAISSANCES ET DES RECHERCHES



LA DÉCOUVERTE / INSERM / ORSTOM

### SANTÉ ET MÉDECINE L'état des connaissances et des recherches

Complet, précis et accessible, cet ouvrage met à la disposition des lecteurs une information scientifique claire et rigoureuse sur l'état actuel de la médecine et sur les perspectives ouvertes par la recherche médicale.

En 250 articles, 150 spécialistes (médecins, chercheurs, cliniciens, journalistes) ont dressé un véritable inventaire des connaissances médicales.

Classée selon les âges de la vie, l'information sur les maladies présente à la fois les symptômes et les risques des différents types d'affections, et l'éventail des moyens disponibles pour les soigner.

Les chantiers actuels de la recherche - biologique, médicale et clinique - sont passés en revue. On peut mesurer ainsi, maladie par maladie, les chances d'améliorer les dépistages, les préventions, les traitements et l'évolution des possibilités de guérison.

La place de la médecine dans la société est présentée en détail: comparaison des politiques de santé menées de par le monde, fonctionnement du système de santé et de recherche français, enjeux éthiques des progrès de la médecine.

Un index de 1500 mots-clé, 150 bibliographies, des schémas, des diagrammes et des tableaux font de cet ouvrage un outil de travail et de consultation pratique qui sera précieux tout à la fois au grand public et aux professionnels de la santé.

COLLECTION « L'ÉTAT DU MONDE »

640 pages, 198 F

LA DÉCOUVERTE INSERM/ORSTOM

## IFAM. The management school in Paris for students ready to choose the shortest way to achieve an american MBA.\*

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux États-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires associées, Harvard University, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les élèves effectuent leur troisième ou quatrième année, IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à University of Chicago, Indiana U., New York U., Purdue U., University of Wisconsin, Duke U., Mac Gill U. Les employeurs attendent

de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américaine: les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne rejoignent les États-Unis. Enfin, la succès story de l'IFAM continue avec le développement du programme «MBA University». Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA de Pace University en 11 mois, dont 4 à New York. Avec 300 élèves à Paris et 200 aux États-Unis dans les meilleures universités américaines, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en américain, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT - 19 rue Copé, 75015 Paris - France - Tél: 47 34 38 23

\* IFAM: L'école de management de Paris, le voie directe pour obtenir le MBA américain. Établissement d'enseignement supérieur privé.

ARDON  
FRANCOIS 607  
EXEMPLAIRE  
MANDÉ ET REÇU  
à envoyer à l'adresse

# Le Monde

dossiers et documents

# MAI



# 68

Ils voulaient changer la vie

- Les signes avant-coureurs
- Le MAI des étudiants et des ouvriers
- Le pouvoir et la rue
- Le creuset du changement social

**UN DOSSIER SPÉCIAL 12 PAGES EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO  
**LE DERNIER ÉTAT DU MONDE**  
 Quatre pages indispensables pour réviser le bac  
 Les chiffres les plus frais, les données les plus neuves sur l'économie mondiale, les échanges internationaux et les quatre grandes puissances au programme : États-Unis, URSS, Chine, Japon.  
 Le « plus » qui fera la différence

DOSSIERS ET DOCUMENTS - MAI 88  
 France métropolitaine uniquement  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
 Nbre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 16 F (franc de port inclus)  
 TOTAL : \_\_\_\_\_ F  
 A renvoyer avec votre règlement :  
**Le Monde** Service de la vente au numéro  
 7, rue des Italiens, 75003 PARIS

## Le second tour

### La liste des députés élus et réélus

(Suite de la page 11.)

#### URC-UDF (suite)

(Bas-Rhin, 6) : Claude Birraux (Haute-Savoie, 4) : Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne, 3) : Jean-Jacques Jégou (Val-de-Marne, 4) : Jean-Paul Virapoullé (La Réunion, 5) ;

- PR Au premier tour :

● ÉLUS (3) : Alain Madelin (Ile-et-Vilaine, 4) ; Hervé de Charrette (Maine-et-Loire, 6) ; Claude Gaignol (Manche, 4) ;

● RÉÉLUS (13) : MM. Jacques Blanc (Lozère, 2) ; Jean Brocart (Haute-Savoie, 1) ; Pascal Clément (Loire, 6) ; Valéry Giscard d'Estaing (Puy-de-Dôme, 3) ; Gilbert Gantier (Paris, 15) ; Aimé Kerquérin (Morbihan, 2) ; Charles Millon (Ain, 3) ; Joseph-Henri Maujoulan du Gasset (Loire-Atlantique, 10) ; Raymond Marcellin (Morbihan, 1) ; Alain Mayoud (Rhône, 8) ; Michel d'Ornano (Calvados, 4) ; Jean Frontol (Haute-Loire, 1) ; Philippe de Villiers (Vendée, 4) ;

Au second tour :

● ÉLUS (14) : MM. Rudy Salles (Alpes-Maritimes, 3) ; Guy Tessier (Bouches-du-Rhône, 6) ; René Garrec (Calvados, 6) ; Jean-Pierre Philibert (Loire, 1) ; Claude Gaillard (Meurthe-et-Moselle, 3) ; Gérard Longuet (Meuse, 1) ; François-Michel Gonnot (Oise, 6) ; Francisque Perrut (Rhône, 9) ; Jean-Marc Nesme (Saône-et-Loire, 2) ; Michel Meylan (Haute-Savoie, 3) ; Louis Colombani (Var, 2) ; François Léotard (Var, 5) ; Pierre Léquiller (Yvelines, 4) ; Jean-Yves Haby (Hauts-de-Seine, 3) ;

● RÉÉLUS (27) : Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes, 1) ; Pierre Micaut (Aube, 1) ; Roland Blum (Bouches-du-Rhône, 1) ; Jean-Claude Gaudin (Bouches-du-Rhône, 2) ; Francis Saint-Elmer (Calvados, 1) ; Jean-François Deniau (Cher, 1) ; Gilbert Mathieu (Côte-d'Or, 4) ; Ladislas Poniatowski (Eure, 3) ; Maurice Dousset (Eure-et-Loir, 4) ; Robert Cazalet (Gironde, 8) ; Willy Diméglio (Hérault, 1) ; Georges Colombiet (Isère, 7) ; Henri Bayard (Loire, 7) ; Charles Fèvre (Haute-Marne, 1) ; François d'Aubert

(Mayenne, 1) ; Denis Jacquat (Moselle, 2) ; Philippe Vasseur (Pas-de-Calais, 3) ; Alain Lamassoure (Pyrénées-Atlantiques, 5) ; Farran (Pyrénées-Orientales, 3) ; René Beaumont (Saône-et-Loire, 6) ; Gilles de Robien (Somme, 2) ; Daniel Colon (Var, 1) ; Arthur Paecht (Var, 7) ; Jean-Pierre Soisson (Yonne, 1) ; Jacques Dominati (Paris, 1) ; Michel Pelchat (Essonne, 5) ; Alain Griotteray (Val-de-Marne, 8) ; Francis Delattre (Val-d'Oise, 4) ;

Adhérents directs

Au premier tour :

● ÉLU (1) : Jean-Luc Prél (Vendée, 1) ;

● RÉÉLUS (3) : Raymond Barre (Rhône, 4) ; Philippe Mestre (Vendée, 2) ; Jean Rigaud (Rhône, 5) ;

Au second tour :

● ÉLUS (5) : Yves Coussain (app.) (Cantal, 1) ; José Rossi (Corse du Sud, 1) ; Edouard Landrain (Loire-Atlantique, 5) ; Roger Lestas (Mayenne, 3) ; Hubert Falco (Var, 6) ;

● RÉÉLUS (7) : Jean-Pierre Peretti Della Rocca (Bouches-du-Rhône, 1) ; Jean Bousquet (app.) (Gard, 1) ; Alain Moyné-Bressand (Isère, 6) ; Xavier Hunault (Loire-Atlantique, 6) ; M<sup>me</sup> Christine Boutin (app.) (Yvelines, 10) ; Pierre-André Wiltzer (Essonne, 4) ; Jean-Philippe Lachenaud (Val-d'Oise, 1) ;

Parti radical

Au premier tour :

● ÉLU (1) : M. André Rossinat (Meurthe-et-Moselle, 1) ;

Au second tour :

● ÉLU (1) : M. Pierre Merli (Alpes-Maritimes, 7) ;  
 ● RÉÉLU (1) : M. André Rossi (Aisne, 5) ;

PSD

Au premier tour :  
 ● RÉÉLU (1) : M. Gauthier Audinot (Somme, 5) ;

Au second tour :

● ÉLU (1) : M. André Santini (Hauts-de-Seine, 10) ;  
 ● RÉÉLU (1) : M. Léonce Deprez (Pas-de-Calais, 4) ;

URC-divers droite

Au premier tour :

● ÉLU (1) : M. Guy Dessesart (Oise, 1) ;

● RÉÉLU (1) : M. Jean Royer (Indre-et-Loire, 1) ;

Au second tour :  
 ● ÉLUS (3) : MM. Georges Durand (Drôme, 4) ; François d'Harcourt, CNI (Calvados, 5) ; Gérard Vignoble, PS-div. (Nord, 8) ;

● RÉÉLUS (3) : MM. Jean Kiffer (Moselle, 8) ; Edouard Frédéric-Dupont, CNI (Paris, 3) ; André Thien Ah Koon (La Réunion, 3) ;

Centre droite

Au second tour :

● ÉLUS (4) : MM. Marc Lafineur, UDF-diss. (Maine-et-Loire, 7) ; Maurice Sergherbert (Nord, 15) ; Gérard Spiller (Vosges, 3) ; Léon Bertrand, RPR-diss. (Guyane, 2) ;

#### Parti communiste et apparentés

Au premier tour :

● ÉLUS (1) : M. Laurent Vergès (La Réunion, 2) ;

Au second tour :

● Nouveaux élus (13) : MM. Pierre Goldberg, PC (Allier, 2) ; Jean Jardito, PC (Bouches-du-Rhône, 9) ; Paul Lombard, PC (Bouches-du-Rhône, 13) ; Gilbert Millet, PC (Gard, 4) ; Théo Vial-Massat, PC (Loire, 4) ; Fabien Thimé, PC (Nord, 21) ; André Duroméa, PC (Seine-Maritime, 7) ; Jacques Brunhes, PC (Hauts-de-Seine, 1) ; Marcelin Berthelot, PC (Seine-Saint-Denis, 2) ; Louis Pierra, PC (Seine-Saint-Denis, 4) ; Jean-Pierre Brard, PC (Seine-Saint-Denis, 7) ; Jean-Claude Lefort, PC (Val-de-Marne, 10) ; Elie Hoarau, app. PC (La Réunion, 4) ;

● RÉÉLUS (13) : Daniel Lemeur, PC (Aisne, 2) ; André Lajoie, PC (Allier, 3) ; Guy Hermer, PC (Bouches-du-Rhône, 4) ; Jacques Rimbaut, PC (Cher, 2) ; Georges Hage, PC (Nord, 16) ; Gustave Amari, PC (Nord, 19) ; Alain Bocquet, PC (Nord, 20) ; Muguette Jacquain, PC (Seine-Saint-Denis, 3) ; Jean-Claude Gayssot, PC (Seine-Saint-Denis, 5) ; François Asselin, PC (Seine-Saint-Denis, 11) ; Georges Marchais, PC (Val-de-Marne, 11) ; Robert Mondargent, PC (Val-d'Oise, 5) ; Ernest Montoussamy, app. PC (La Gadeloupe, 2) ;

#### Front national

Au second tour :

● RÉÉLUE (1) : M<sup>me</sup> Yann Piat (Var, 3) ;

### Les députés sortants battus

MM. Dominique Saint-Pierre, maj. p. MRG (Ain, 1) ; Noël Ravassard, maj. p. PS (Ain, 4) ; Jean-Claude Lamant, URC-RPR (Aisne, 1) ; Pierre Delmar, URC-RPR (Alpes-de-Haute-Provence, 2) ; Pierre Bernard-Reymond, URC-UDF-CDS (Hautes-Alpes, 1) ; Jean-Hugues Colonna, maj. p. PS (Alpes-Maritimes, 5) ; Jean-François Michel, URC-UDF-CDS (Ardèche, 3) ; Michel Vailbert, URC-UDF-CDS (Ardennes, 1) ; Jacques Sourdilhe, URC-RPR (Ardennes, 3) ; Gérard Larrat, URC-UDF-PR (Aude, 1) ; Jean Roussel, FN (Bouches-du-Rhône, 3) ; Gabriel Domenech, FN (Bouches-du-Rhône, 5) ; Pascal Arrighi, FN (Bouches-du-Rhône, 7) ; Jean-Marie Le Pen, FN (Bouches-du-Rhône, 8) ; Ronald Perdomo, FN (Bouches-du-Rhône, 9) ; Bruno Mégret, FN (Bouches-du-Rhône, 10) ; Jean-Pierre Stirbois, FN (Bouches-du-Rhône, 12) ; André Ledran, maj. p. PS (Calvados, 1) ; René Souchon, maj. p. PS (Cantal, 1) ; Jean-Guy Branger, URC-UDF (Charente-Maritime, 2) ; Dominique Busse-reau, URC-UDF-PR (Charente-Maritime, 4) ; Jean-Claude Cassaing, maj. p. PS (Corrèze, 2) ; Nicolas Alfonsi, maj. p. MRG (Corse-du-Sud, 1) ; Lucien Jacob, URC-RPR (Côte-d'Or, 5) ; Jacques Chartron, URC-RPR (Creuse, 2) ; Yves Guéna, URC-RPR (Dordogne, 1) ; Elie Marty, URC-UDF-PR (Dordogne, 2) ; Gérard Kuster, URC-RPR (Doubs, 3) ; Régis Parent, URC-RPR (Drôme, 1) ; Jean Mouton, URC-UDF-CDS (Drôme, 2) ; Christian Goux, maj. p. PS (Eure, 3) ; M<sup>me</sup> Françoise Gaspard, maj. p. PS (Eure-et-Loir, 2) ; MM. Marc Bécam, URC-RPR (Finistère, 1) ; Bertrand Cousin, URC-RPR (Finistère, 2) ; Jean Peuziat, maj. p. PS (Finistère, 7) ; M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, maj. p. PS (Gard, 1) ; M<sup>me</sup> Jean-Paul Séguela, URC-RPR (Haute-Garonne, 2) ; Jean Diebold, URC-RPR (Haute-Garonne, 4) ; Aymari de Montesquiou, URC-UDF-rad. (Gers, 2) ; Jean-Claude Dalbès, URC-RPR (Gironde, 7) ; Gérard

César, URC-RPR (Gironde, 10) ; Henri Louet, URC-RPR (Indre, 3) ; Raymond Lory, URC-UDF-CDS (Indre-et-Loire, 4) ; Christian Nucci, maj. p. PS (Isère, 7) ; Michel Hannou, URC-RPR (Isère, 9) ; Gilbert Barbier, URC-UDF (Jura, 3) ; Louis Lauga, URC-RPR (Landes, 1) ; Paul Chomat, PC (Loire, 1) ; Jacques Badet, maj. p. PS (Loire, 3) ; Alain Chénard (maj. p. PS (Loire-Atlantique, 1) ; Antoine Carré, URC-UDF-PR (Loiret, 1) ; Jean-Claude Porthault, maj. p. PS (Lot, 2) ; Christian Lauriszergues, maj. p. PS (Lot-et-Garonne, 1) ; Michel Gonella, URC-RPR (Lot-et-Garonne, 3) ; Jean-Claude Chupin, maj. p. PS (Maine-et-Loire, 1) ; Jean Reysier, PC (Marne, 4) ; André Pinçon, maj. p. PS (Mayenne, 1) ; Gérard Léonard, URC-RPR (Meurthe-et-Moselle, 2) ; Marcel Bigand, URC-UDF (Meurthe-et-Moselle, 5) ; Guy Vastier, URC-UDF-PR (Meurthe-et-Moselle, 6) ; Pierre Messmer, URC-RPR (Moselle, 4) ; Henri Fiszbin, maj. p. div. g. (Moselle, 8) ; Bernard-Claude Savy, URC-RPR (Nièvre, 2) ; M<sup>me</sup> Jacqueline Osselin, maj. p. PS (Nord, 2) ; MM. Michel Ghysel URC-RPR (Nord, 7) ; Alain Faugaret, maj. p. PS (Nord, 8) ; Stéphane Dermaux, URC-UDF-PR (Nord, 10) ; Jacques Legendre, URC-RPR (Nord, 18) ; Olivier Marbère, URC-RPR (Nord, 21) ; Jean-Claude Decagny, URC-UDF-PSD (Nord, 23) ; Roland Florian, maj. p. PS (Oise, 6) ; Jean-Paul Delevoys, URC-RPR (Pas-de-Calais, 3) ; Yvan Blot, URC-RPR (Pas-de-Calais, 7) ; Pierre Pascal-lon, URC-UDF (Puy-de-Dôme, 4) ; Georges Chometon, URC-UDF-CDS (Puy-de-Dôme, 5) ; Jean Gougy, URC-RPR (Pyrénées-Atlantiques, 1) ; Henri Prat, maj. p. PS (Pyrénées-Atlantiques, 2) ; Jean-Pierre Destrad, maj. p. PS (Pyrénées-Atlantiques, 5) ; Pierre Blesler, URC-UDF-CDS (Hautes-Pyrénées, 1) ; Gérard Trémège, URC-UDF-PR (Hautes-Pyrénées, 2) ; Pierre Sergent, FN

(Pyrénées-Orientales, 2) ; M<sup>me</sup> René Soum, maj. p. PS (Pyrénées-Orientales, 3) ; Catherine Trautmann, maj. p. PS (Bas-Rhin, 2) ; M<sup>me</sup> Joseph Klifa, URC-UDF-PSD (Haut-Rhin, 5) ; Gérard Frenlet, FN (Haut-Rhin, 5) ; Jean Grimont, maj. p. PS (Haut-Rhin, 6) ; Gérard Colomb, maj. p. PS (Rhône, 1) ; Bruno Gollmich, FN (Rhône, 13) ; Roger Couturier, URC-RPR (Saône-et-Loire, 1) ; Georges Bollenger-Stragier, URC-UDF-PR (Sarthe, 5) ; Gratien Ferrari, URC-UDF-PR (Savoie, 1) ; Yvon Briant, CNI (Haute-Savoie, 3) ; Robert Borol, maj. p. div. 5 (Haute-Savoie, 4) ; Jean Allard, URC-UDF-CDS (Seine-Maritime, 1) ; Charles Revet, URC-UDF-PR (Seine-Maritime, 9) ; Roger Fosé, URC-RPR (Seine-Maritime, 10) ; Georges Delatre, URC-RPR (Seine-Maritime, 12) ; Joël Hart, URC-RPR (Somme, 4) ; Guy Salles, URC-UDF-CDS (Somme, 6) ; Albert Mamy, URC-UDF-PR (Tarn, 4) ; Jean Bonhomme, URC-RPR (Tarn-et-Garonne, 1) ; Maurice Janetti, maj. p. PS (Var, 6) ; Jean-Pierre Roux, URC-RPR (Vaucluse, 1) ; Michel Bernard, URC-RPR (Haute-Vienne, 1) ; Henri Bouvet, URC-UDF-rad. (Haute-Vienne, 3) ; Alain Jacquot, URC-RPR (Vosges, 4) ; Jacques Bichet, URC-UDF-PR (Territoire de Belfort, 1) ; M<sup>me</sup> Gisèle Stevenard, maj. p. PS (Paris, 10) ; M. Jacques Féron, URC-CNI (Paris, 20) ; M<sup>me</sup> Martine Frachon, maj. p. PS (Yvelines, 12) ; MM. Michel Margnes, maj. p. PS (Hauts-de-Seine, 10) ; Georges Le Bail, maj. p. PS (Hauts-de-Seine, 12) ; Jean-Jack Salles, URC-UDF-CDS (Seine-Saint-Denis, 6) ; Christian Demuyneck, URC-RPR (Seine-Saint-Denis, 13) ; M<sup>me</sup> Paulette Newson, maj. p. PS (Val-de-Marne, 5) ; M<sup>me</sup> Jean Bardet, URC-RPR (Val-d'Oise, 3) ; Edouard Chamougo, app. RPR (Guadeloupe, 3) ; Michel Renard, RPR-diss. (Martinique, 1) ; Jean Maran, URC-UDF-PSD (Martinique, 4) ; Claude Hoarau, app. PC (La Réunion, 3) ;

# Grands Prix 1988

## Seize Alfa 164 et 112 pilotes chauffent les circuits.

En 1988, ALFA ROMEO crée l'événement sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa dernière et plus prestigieuse création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance: "La Course des Célébrités".

Une première originale qui honorera, cet été, chaque Grand Prix Européen de F1.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
3 JUILLET	LE CASTELLLET (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
26 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

**La Course des Célébrités Alfa 164.**  
 Sur la ligne de départ, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits. Au volant, 16 personnalités originaires de chaque pays où se déroulera le Grand Prix. 7 courses, 7 pays, 112 pilotes V.I.P. issus d'univers aussi différents que la finance, l'industrie, la mode, le cinéma ou le monde du sport pour célébrer la naissance de la 164. 230km/h\* sur circuit pour glorifier sa puissance. La Course des Célébrités Alfa 164: jamais courses n'a été aussi spectaculaire, prestigieuse et passionnante.

**Alfa 164: du circuit à la route.**  
 Quand une Alfa Romeo brille de toutes ses performances sur circuit, elle brille tout aussi spectaculairement sur route: c'est ça le légendaire esprit pur-sang Alfa Romeo. Si vous ne pouvez être présent à l'un des Grands Prix de la saison, mais voulez être au vif de l'actualité de "La Course des Célébrités" ou mieux être informé en avant première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant par téléphone votre concessionnaire Alfa Romeo ou allez le voir directement.

\*Consommation: 7.2L à 90km/h - 9.1L à 120km/h - 12.2L en cycle urbain

Informez-vous chez votre concessionnaire











élections législatives

Pussy, PC, c.r., 3 833 (11,09); Charles Gaudin, FN, c.r., a. adj. m. de Nogens-sur-Marne, 3 541 (10,23); Michèle Ferréol, scél., c.m. de Fontenay-aux-Roses, 1 618 (4,67); Simon Jean, POB, 77 (0,22). 8 mai - Chirac, 23 999 (55,27). 9 (MAISSONS-ALFORT) Ins., 51 588; vot., 35 469 Abst., 31,24%; suffr. expr., 34 755 Alain Grottoy, URC-UDF-PR, d.s., m. de Charconville-Pont, 19 377 (55,75); REELU. Claude Müller, maj. p.-PS, 15 378 (44,24). 10 (VITRY-SUR-SEINE E. O.) Ins., 52 433; vot., 24 624 Abst., 53,03%; suffr. expr., 18 643 René Rouquet, maj. p.-PS, d.s., m. d'Alfortville, 18 643 (100,00); REELU. 11 (VITRY-SUR-SEINE NORD) Ins., 59 237; vot., 31 782 Abst., 46,34%; suffr. expr., 24 809 Jean-Claude Lefort, PC, 24 809 (100,00); ELU. 12 (L'HAY-LES-ROSES, THIAIS) Ins., 57 049; vot., 38 741 Abst., 32,09%; suffr. expr., 37 820

Pierre Tabouret, maj. p.-PS, c.r., c.g., m. de L'Hay-les-Roses, a.d., 20 988 (55,49); ELU. Richard Dell'Agnoia, URC-RPR, m. de Thiais, 16 832 (44,50). 13 (MONTMORENCY, SARCELLES S.-O.) Ins., 69 672; vot., 48 151 Abst., 30,88%; suffr. expr., 47 058 Marie-France Lecuir, maj. p.-PS, d.s., c.m. d'Ermonville, a. c.g., a. c.m. de Pontoise, 23 758 (50,48); REELU. Francis Froment-Meurice, URC-UDF-CDS, adj. m. de Montmorency, 23 300 (49,51). 14 (GARGES-LES-GONESSE, SARCELLES N.-E.) Ins., 50 594; vot., 29 447 Abst., 41,79%; suffr. expr., 28 542 Dominique Strauss-Kahn, maj. p.-PS, d.s., de Haute-Savoie, 17 374 (60,87); REELU. Robert Desnoyelle, URC-RPR, adj. m. de Saint-Brisson-sur-Forêt, 11 168 (39,12). 15 (ENGIHEN-LES-BAINS) Ins., 32 907; vot., 41 809 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 16 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 17 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 18 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 19 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 20 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

10 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 11 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 12 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 13 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 14 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

10 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 11 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 12 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 13 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 14 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

10 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 11 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 12 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 13 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 14 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

et 54,54 % des voix pour la gauche. Le RPR perd un député, Jean Bardet, qui a remplacé en 1986 Hélène Missoffe devenue sénateur. Dans cette circonscription, le succès du socialiste Jean-Pierre Beguet, qui constitue la surprise du département, s'explique surtout par la mobilisation des abstentionnistes. car - et c'est vrai pour l'ensemble des circonscriptions - les reports des voix de droite et de gauche ont été également bons. Jean-Pierre Beguet était auparavant suppléant du député socialiste Alain Richard dans la 1<sup>re</sup> circonscription. Parachuté dans la troisième, il a devancé le candidat RPR de 124 voix. Autre score serré dans la 7<sup>e</sup> circonscription, où Marie-France Lecuir (PS), député sortant, ne précède François Froment-Meurice (CDS) que de 458 voix. Les deux circonscriptions où se présentaient un candidat d'ouverture (ex-PSU dans la 6<sup>e</sup> et MRG dans la 4<sup>e</sup>) sont restées acquises à la droite, comme il était prévisible dès le premier tour. Dans la 5<sup>e</sup>, où le candidat communiste et député sortant Robert Montargent, restait seul en lice, on a compté 7 999 bulletins blancs ou nuls. L'implantation municipale des candidats a joué en leur faveur: Jean-Philippe Lachenaud obtient 53 % des voix à Pontaïse, la ville dont il est maire, comme Francis Delattre 54,39 % à Franconville et Alain Richard 59,60 % à Saint-Ouen-l'Aumône.

VAL-D'OISE (9) 1 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 2 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s., m. de Saint-Ouen-l'Aumône, 27 202 (56,17); REELU. Régis Humbert, URC-UDF-PR, m. de Prales, 21 218 (43,82). 3 (TAVERNY) Ins., 67 835; vot., 47 350 Abst., 30,21%; suffr. expr., 46 246 Jean-Pierre Beguet, maj. p.-PS, c.r., c.m. d'Avvers-sur-Oise, 23 185 (50,13); ELU. Jean Bardet, URC-RPR, d.s., c.r., c.g., adj. m. du Plessis-Bouchard, 23 061 (49,86).

10 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 11 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 12 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 13 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 14 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

10 (FRANCONVILLE) Ins., 65 006; vot., 45 561 Abst., 29,91%; suffr. expr., 44 754 Francis Delattre, URC-UDF-PR, d.s., c.g., m. de Franconville, 23 606 (52,74); REELU. François Gayet, maj. p.-MRG, c.g., m. de Saint-Leu-la-Forêt, 21 148 (47,25). 11 (ARGENTEUIL) Ins., 63 886; vot., 30 142 Abst., 52,81%; suffr. expr., 22 143 Robert Montargent, PC, d.s., m. d'Argenteuil, 22 143 (100,00); REELU. 12 (VILLEJUIF) Ins., 56 899; vot., 36 774 Abst., 35,36%; suffr. expr., 34 821 Georges Marchais, PC, d.s., d. cur., 22 892 (65,74); REELU. Serge Dubreuil, URC-RPR, 11 929 (34,25). 13 (PONTAISE) Ins., 63 700; vot., 45 035 Abst., 29,30%; suffr. expr., 43 857 Jean-Philippe Lachenaud, URC-UDF, d.s., m. de Pontaïse, 22 457 (51,20); REELU. Bernard Morin, maj. p.-PS, c.r., c.m. de Beaumont-sur-Oise, 21 400 (48,79). 14 (CERGY) Ins., 73 229; vot., 49 508 Abst., 32,39%; suffr. expr., 48 420 Alain Richard, maj. p.-PS, d.s.,

vous avez le bac A ou B H.E.M.I. Prép. H.E.M.I., classes préparatoires aux Hautes Études de Management International, vous préparez aux Grandes Écoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale. HEC, ESSEC, ESCP, ISG International... 6, rue Picot 75116 Paris - (1) 42 53 57 92 Établissement d'Enseignement Privé.

Quelle Est La Compagnie Aérienne Américaine Qui Sait Le Mieux Satisfaire Ses Passagers? Delta Bien Sûr. Et de loin. Saviez-vous que Delta a obtenu un record de satisfaction passagers inégal par aucune grande compagnie aérienne américaine (et homologué par le Département Américain des Transports)? Saviez-vous qu'un sondage du magazine USA TODAY vient de désigner Delta comme la compagnie préférée des voyageurs d'affaires? Saviez-vous surtout qu'en 1987 Delta a transporté plus de passagers qu'aucune autre compagnie aérienne occidentale? 3900 vols quotidiens. Vers la destination de votre choix. Delta et le réseau Delta Connection vous offrent quelques 3900 vols quotidiens et dessert plus de 240 villes dans le monde. Une telle fréquence de vols diminue les attentes et le temps perdu dans les aéroports. Le service Delta ne s'arrête pas à bord. La supériorité du service et des correspondances Delta ne sont pas les seules raisons de choisir Delta. Découvrez, à votre arrivée aux Etats-Unis, la compétence du personnel Delta: il est là pour vous accueillir, vous guider et faciliter vos correspondances. Découvrez nos terminaux d'aéroports, spécialement conçus pour accélérer les formalités de douane et d'immigration. Les bons comptes font les bons amis. Service exceptionnel, fréquence de vols, tarifs préférentiels: faites vous-même le compte, et vous comprendrez pourquoi nous détenons les meilleurs indices de satisfaction passagers. Pour votre prochain voyage aux Etats-Unis, choisissez donc Delta. Consultez votre agent de voyages, ou appelez Delta à Paris: (1) 43 35 40 80. DELTA We Love To Fly And It Shows.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES ILE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87 IEN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS: SINORG G CAM. SERVEUR Tel: (1) 45-38-70-72

























élections législatives

VENDEE (5)

5<sup>e</sup> (FONTENAY-LE-COMTE)
Ins. 72 333; vot., 56 252
Abst., 22,23 %; suffr. expr., 53 407
Pierre Métais, maj. p.-PS, d.s.,
c.g. m. de Chantonnay-Mairais,
28 055 (50,63); REELU.

Jean-Pierre Abelin, URC-UDF-
CDS, d.s., d. eur., 24 558 (47,59).
1<sup>er</sup> tour. - Abst., 34,40 % (suffr. expr.,
47 000); Edith Cresson, 21 172 (45,04);
Jean-Pierre Abelin, 18 885 (40,18); Paul
Froncomtal, PC, c.r., 3 643 (7,75); Noël
Pichon, FN, 3 300 (7,02).

HAUTE-VIENNE (4)

1<sup>er</sup> (LIMOGES CENTRE)
Ins. 53 814; vot., 39 288
Abst., 26,99 %; suffr. expr., 37 942
Robert Savy, maj. p.-PS, prés.
c.r., adj. m. de Limoges, 20 027
(52,78); ELU.

Marcel Rigout, PC; Alain Rodet,
PS.
ELUS: Robert Savy, maj. p.-PS
(1<sup>er</sup>); Jean-Claude Peyronnet,
maj. p.-PS (2<sup>e</sup>); Marcel Moezzer,
maj. p.-PS (3<sup>e</sup>); Alain Rodet,
maj. p.-PS, d.s. (4<sup>e</sup>).

VIENNE (4)

2<sup>e</sup> (POITIERS III, IV, V, VI)
Ins. 61 686; vot., 44 299
Abst., 28,18 %; suffr. expr., 43 481
Jean-Yves Chamard, URC-RPR,
c.g., c.m. de Poitiers, 22 291
(51,26); ELU.

2<sup>e</sup> (SAINT-JUNIEN)
Ins. 72 548; vot., 56 235
Abst., 22,48 %; suffr. expr., 53 783
Jean-Claude Peyronnet, maj. p.-
PS, prés. c.r., 33 533 (62,34);
ELU.

Le troisième sortant, M. Rigout
(PC), ancien ministre, avait déjà été
« moyé » le 5 juin. Déjà, peut-être,
d'avoir espéré, un « ancien » socialiste
(c'est-à-dire le retrait de M. Peyronnet
en faveur de M. Rigout), l'électorat
communiste ne s'est pas reporté en totali-
té sur le candidat du PS. Il s'en faut
de 1 666 voix, mais M. Peyronnet
avait tout de même le score confortable
de 62,35 % des voix. Quant au candi-
date élu socialiste, M. Rodet, député
sortant, il a « surfé » sur la vague, attei-
gnant le total impressionnant de
68,90 % des suffrages exprimés.

CHATELLERAULT

Ins. 73 210; vot., 52 933
Abst., 27,69 %; suffr. expr., 51 601
Edith Cresson, maj. p.-PS, d.s.,
min. des affaires européennes, c.g.,
m. de Châtellerault, a.d., 27 043
(52,40); REELU.

3<sup>e</sup> (LIMOGES-ISLE, BELLAC)
Ins. 67 446; vot., 48 491
Abst., 28,10 %; suffr. expr., 46 133
Marcel Moezzer, maj. p.-PS,
c.g., 29 448 (63,83); ELU.

VOGES (4)

1<sup>er</sup> (EPINAL)
Ins. 71 744; vot., 55 670
Abst., 22,40 %; suffr. expr., 54 127
Philippe Séguin, URC-RPR, m.
d'Epinal, a. min., a.d., 27 101
(50,06); ELU.

4<sup>e</sup> (AMBAZAC,
LIMOGES-LA-BASTIDE)
Ins. 68 413; vot., 49 360
Abst., 27,84 %; suffr. expr., 46 596
Alain Rodet, maj. p.-PS, d.s., c.g.,
adj. m. de Limoges, 32 378 (68,89);
REELU.

3<sup>e</sup> (REMIREMONT)
Ins. 60 174; vot., 46 739
Abst., 22,32 %; suffr. expr., 45 190
Christian Spiller, div. d., c.g. du
Thillot, 24 289 (53,74); ELU.

4<sup>e</sup> (NEUFCHATEAU)
Ins. 68 361; vot., 52 401
Abst., 23,34 %; suffr. expr., 50 962

Serge Beltrame, maj. p.-PS, m.
de Contrexéville, 25 653 (50,33);
ELU.

ELUS: Philippe Séguin, URC-
RPR (1<sup>er</sup>); Christian Spiller, div.
d. (2<sup>e</sup>); Serge Beltrame, maj. p.-
PS (4<sup>e</sup>).

YONNE (3)

1<sup>er</sup> (AUXERRE)
Ins. 71 721; vot., 51 108
Abst., 28,74 %; suffr. expr., 49 830
Jean-Pierre Soisson, URC-UDF-
PR, d.s., c.g., m. d'Auxerre, a. min.,
28 869 (57,93); REELU.

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 33,92 % (suffr. expr.,
46 480); Jean-Pierre Soisson, 22 592
(48,60); Jean-Paul Rousseau, 13 951
(30,01); Claude Morcau, FN, c.r., 4 701
(10,11); Jean-Marie Langouren, PC, c.r.,

3 590 (7,73); Gilbert Krier, div. d., 1 054
(2,28); Gilles Moudéane, FNPG, 592
(1,27).

2<sup>e</sup> (AVALLON)
Ins. 70 862; vot., 51 892
Abst., 26,77 %; suffr. expr., 50 545
Henri Nallet, maj. p.-PS, d.s.,
min. de l'Agriculture, 28 229
(55,84); REELU.

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,16 % (suffr. expr.,
47 028); Henri Nallet, 19 836 (42,17);
Grégoire Dizez, 13 667 (29,06); Guy
Lavraut, PC, c.g., m. de Migennes, 8 818
(18,97); Pierre Jaboulet-Vercherre, FN,
c.r., 5 159 (10,97); Raymond Valentin,
div. d., 2 548 (5,41).

ELUS: Jean-Pierre Soisson,
URC-UDF-PR, d.s. (1<sup>er</sup>); Henri
Nallet, maj. p.-PS, d.s. (2<sup>e</sup>); Phi-
lippe Auberger, URC-RPR, d.s. (3<sup>e</sup>).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,71 % (suffr. expr.,
51 782); Philippe Auberger, 18 476
(35,68); Jean-René Poillot, 13 276
(25,63); Jean Cordillier, PC, c.g., a.d.,
7 892 (15,24); Etienne Braun, UDF-PR
d.s., c.g., m. de Sens, 6 912 (13,15);
Pierre Debrunne, FN, 5 326 (10,28).

ELUS: Jean-Pierre Soisson,
URC-UDF-PR, d.s. (1<sup>er</sup>); Henri
Nallet, maj. p.-PS, d.s. (2<sup>e</sup>); Phi-
lippe Auberger, URC-RPR, d.s. (3<sup>e</sup>).

Malgré la candidature dissidente de
M. Braun, qui n'avait pas formellement
invité ses électeurs du premier tour à se
reporter sur lui, M. Philippe Auberger,
le maire chrétien de Joigny, est réélu,
lut, avec 55,91 % des voix.

TERRITOIRE-
DE-BELFORT (2)

1<sup>er</sup> (BELFORT CENTRE, EST)
Ins. 40 775; vot., 29 044
Abst., 28,77 %; suffr. expr., 28 127
Raymond Forné, maj. p.-PS, c.g.,
a.d., 15 040 (53,47); ELU.

ELUS: Raymond Forné, maj. p.-
PS (1<sup>er</sup>).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

2<sup>e</sup> (BELFORT OUEST)
Ins. 40 775; vot., 29 044
Abst., 28,77 %; suffr. expr., 28 127
Raymond Forné, maj. p.-PS, c.g.,
a.d., 15 040 (53,47); ELU.

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

1<sup>er</sup> tour. - Abst., 32,53 % (suffr. expr.,
26 108); Raymond Forné, 12 003 (45,97);
Jacques Bichet, 9 543 (36,55); Jean-Yves
Rambaud, FN, 3 064 (11,73); Ariette Clerc,
PC, 1 498 (5,73).

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

« DEPUIS 1848, par le
suffrage universel,
le peuple français
n'a fait qu'à sa tête », écrit
Paul Trouillas, neurologue et
conseiller municipal de Lyon, dans
un essai sur le « complexe de
Marianne ». L'actualité électorale
lui donne, encore une fois, raison
sur ce point et confirme la péren-
nité d'un comportement capri-
cieux, allant parfois jusqu'à
de graves convulsions sociales.
Qu'ont-ils donc dans leurs neu-
rones nos chers concitoyens ?

Paul Trouillas propose une
explication. Les crises politiques
et les retournements qui mar-
quent l'histoire nationale se
caractérisent par des signes qui
constituent un langage et sont
l'expression d'une civilisation
inconsciente, assure-t-il. Ces
signes sont, par exemple, le pavé
(sous lequel se cache la plage), la
francisque et la croix de Lorraine,
la tour Eiffel, Marianne, bien sûr,
mais aussi Astérix. Ils ont une
charge idéologique, sentimentale,
visuelle, mais ils ne prennent tout
leur sens que si on les examine
dans leur fonction sociale de com-
munication.

Ainsi, le célèbre tableau de
Géricault le Radeau de la
« Méduse » illustre autant un
spectaculaire naufrage que la
situation de la France à l'époque
où il fut peint. Le tour Eiffel peut
elle-même être perçue sous diffé-
rentes significations : emblème
phallique, monument commémoran-
t la Révolution, symbole d'une
mutation technologique, porte-
drapeau, etc. En fait c'est, selon
l'auteur, l'association de ces
signes, l'usage que l'on en fait,
qui sont surtout riches de sens. Le
régime de Vichy glorifie Vercingé-

torix, héros défilé qui avait fait
don de sa personne à la France, et
Jeanne d'Arc, tandis que la Résis-
tance se retrouve derrière la croix
de Lorraine...

Paul Trouillas se livre à un
dépassement de ce chant aussi
célèbre que méconnu qu'est la
Marseillaise : elle devient, sous
son regard, un discours républicain

« Surprenant d'ambition et de
crusité », traversé de sombres
fantasmes, et tout cela se trouve
fort bien traduit dans la version
sculpturale de Rude. Précisons
que cet essai sur les signes de
l'inconscient collectif s'accompagne
d'une iconographie qui éclaire
et permet la démonstration de
l'auteur.

« Au terme de cette étrange lec-
ture de notre inconscient collectif,
on découvre le « mythe français »,
qui est un mythe-programme,
dominé, selon Paul Trouillas, par
le « complexe héroïque » qui a
imprégné l'histoire de France. On
serait tenté de saluer l'imagination
et l'ingéniosité de l'auteur et
d'en rester là si ses savantes
constructions ne trouvaient pas
leurs échos dans le discours poli-
tique ambiant. Elles sont nom-
breuses, en effet, les références
héroïques, messianiques, les
métaphores viriles, les menaces
potentielles pesant sur le pays,
les comparaisons historiques,
dans les adresses électorales
dont nous sommes l'objet. Et s'il
n'y avait que cela !

Pour peu que l'on cherche à
fuir l'agitation politique en regard-
tant la finale hommes des Inter-
nationaux de France, à Roland-
Garros, on retrouve, à grand
renfort d'avions, de drapouse, de
Marseillaise, ce bon vieux com-
plexe héroïque. Épuisant !

Un pays aussi anciennement
formé que la France, si chargé de
gloire - comme l'on dit dans le
langage héroïque - ne saurait
retourner complètement son
inconscient collectif, ou refuser sa
culture. Mais il pourrait, peut-
être, éviter de s'y complaire. Ne
serait-ce que pour l'enrichir de
nouvelles valeurs, de nouveaux
signes. Cela supposerait de tra-
vailler consciemment au renouvel-
lement de notre inconscient, une
vraie ouverture pour le coup !

\* Le complexe de Marianne, de
Paul Trouillas. Seuil, 307 p., 120 F.

FRANÇOIS BOTT
Autobiographie d'un autre
Un livre à la fois policier, de distance, une réflexion passionnante sur la République des Lettres, une autobiographie qui ne dit pas son nom.
Bernard Rapp - Europe 1
Ses confidences sont délicates, son style à l'ampleur des oranges qu'on a consignés dans une goutte d'encre.
Jean-Paul Enthoven - Le Nouvel Observateur
Une mémoire que l'on aimerait faire sienne parce qu'elle a trouvé la juste et entraînant formulation de sa mélancolie.
Hector Biancotti - Le Monde

CLAUDE OLIEVENSTEIN
LE NON-DIT DES EMOTIONS
Une nouvelle interprétation de nos comportements, des mythes et des rites, du sacré et de la vie quotidienne.
EDITIONS ODILE JACOB

# Le second tour des élections législatives

## Dans les DOM, la droite fait de la résistance

La gauche n'a pas tiré tous les bénéfices qu'elle pouvait escompter à l'issue du premier tour de scrutin qui avait consacré sa place hégémonique à hauteur de 59,66 % des suffrages.

C'est à la Réunion que la droite résiste le mieux, grâce à l'animosité des socialistes locaux à l'égard du Parti communiste réunionnais (PCR). Victime des mauvais reports socialistes, la formation de M. Paul Vergès n'a que deux députés, M. Laurent Vergès et le maire de Saint-Pierre, M. Elie Hoarau, alors qu'elle pouvait en compter quatre. M. Paul Vergès enregistré personnellement un nouvel échec face à son ennemi intime, M. Jean-Paul Virapoullet (UDF-CDS), tandis que le maire bariste du Tampon, M. André Thien Ah Koon conserve son

siège et que le maire RPR de Saint-Denis, M. Auguste Legros, succède à M. Michel Debré, quelque peu poussé vers la sortie...

Paradoxalement, la Réunion n'aura donc que deux députés de gauche sur cinq élus, alors qu'elle avait voté à 60,26 % pour M. Mitterrand le 8 mai.

On retrouve la même inadéquation en Guyane, où M. Mitterrand avait obtenu 60,38 % au second tour de l'élection présidentielle et où le Parti socialiste guyanais paraissait bien placé pour détenir les deux sièges, son candidat dans la deuxième circonscription, M. Yves Barrat, n'a pas bénéficié des dissensions internes au mouvement chrétien. Le maire RPR dissident

de Saint-Laurent-du-Maroni, M. Léon Bertrand, remporte un beau succès personnel.

Dans les deux départements antillais, en revanche, les résultats sont plus conformes au bilan du scrutin présidentiel.

À la Martinique, la gauche réalise le « grand chelem » et, à la Guadeloupe, elle enlève trois des quatre sièges. Seule M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry, l'ancienne secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, échappe à l'écatombe de l'URC.

Au total, la droite et la gauche se retrouvent, sur l'ensemble des DOM-TOM, à égalité de sièges : dix contre dix. D'un côté, MM. Jaitou (PS, Guadeloupe), Lariffa (PS, Guadeloupe), Ernest Moutoussamy (app. PC Guadeloupe),

Elie Castor (app. PS, Guyane); MM. Guy Lordinot (div. g., Martinique), Claude Lise (app. PS, Martinique), Aimé Césaire (app. PS, Martinique), Louis-Joseph Dogué (PS, Martinique), MM. Laurent Vergès et Elie Hoarau (app. PC, la Réunion), De Pastru, MM. Benjamin Brial (RPR, Wallis-et-Futuna); Jacques Laffeur et Maurice Némou-Pwataho (RPR, Nouvelle-Calédonie); Henry Jean-Baptiste (UDF-CDS, Mayotte); Gérard Grignon (UDF-CDS, Saint-Pierre-et-Miquelon); Jean-Paul Virapoullet (UDF-CDS, la Réunion), André Thien Ah Koon (non inscrit, la Réunion), Auguste Legros (RPR, la Réunion), Léon Bertrand (RPR diss. Guyane), M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry (app. RPR, Guadeloupe).

### GAUDELLOUPE (4)

**1<sup>re</sup> (LES ABYMES, POINTE-A-PITRE)**  
Ins., 47 555; vot., 16 491  
Abst., 65,32 %; suffr. expr., 14 889  
Frédéric Jaitou, maj. p.-PS, d.s., c.g., m. des Abymes, 14 889 (100,00), REULU.

**ELUS:** Frédéric Jaitou, maj. p.-PS, d.s. (1<sup>er</sup>); Ernest Moutoussamy, app. PC (2<sup>e</sup>); Dominique Lariffa, maj. p.-PS (3<sup>e</sup>); Lucette Michaux-Chevry, URC-RPR (4<sup>e</sup>).

**2<sup>e</sup> (LE GOSIER, SAINT-FRANÇOIS)**  
Ins., 57 340; vot., 21 844  
Abst., 61,90 %; suffr. expr., 20 874  
Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s., 12 460 (59,69), REULU.  
Marlene Captant, RPR diss., 8 414 (40,30).

**ELUS:** Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (1<sup>er</sup>); Marlene Captant, RPR diss. (2<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (3<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (4<sup>e</sup>).

**3<sup>e</sup> (CAPESTERRE-BELLE-EAU, POINTE-NOIRE)**  
Ins., 45 989; vot., 19 441  
Abst., 57,72 %; suffr. expr., 18 372  
Dominique Lariffa, maj. p.-PS, prés. c.g., m. de Petit-Bourg, 10 330 (56,22), ELU.  
Edouard Chamougon, app.-RPR, d.s., c.g., m. de Baie-Mahault, 8 042 (43,77).

**ELUS:** Dominique Lariffa, maj. p.-PS (1<sup>er</sup>); Edouard Chamougon, app.-RPR, d.s. (2<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (3<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (4<sup>e</sup>).

**4<sup>e</sup> (BASSE-TERRE, TROIS-RIVIERES)**  
Ins., 46 606; vot., 18 485  
Abst., 60,33 %; suffr. expr., 17 577  
Lucette Michaux-Chevry, URC, app. RPR, c.g., m. de Gourbeyre, a. sec. E., 11 064 (62,94), ELUE.  
Yvonne Cléry, app.-PC, c.g., m. de Basse-Terre, 6 513 (37,05).

**ELUS:** Lucette Michaux-Chevry, URC, app. RPR, c.g. (1<sup>re</sup>); Yvonne Cléry, app.-PC, c.g. (2<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (3<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (4<sup>e</sup>).

### MARTINIQUE (4)

**1<sup>re</sup> (BASSE-POINTE, SAINTE-MARIE)**  
Ins., 47 851; vot., 27 745  
Abst., 42,01 %; suffr. expr., 26 652  
Guy Lordinot, maj. p.-div. g., m. de Sainte-Marie, 13 463 (50,51), ELU.  
Michel Renard, RPR diss. d.s., c.r., m. de Marigot, 13 189 (49,49).

**ELUS:** Guy Lordinot, maj. p.-div. g. (1<sup>er</sup>); Michel Renard, RPR diss. (2<sup>e</sup>); Maurice-Louis-Joseph Dogué, maj. p.-PS, d.s. (3<sup>e</sup>); Aimé Césaire, app. PS (4<sup>e</sup>).

**2<sup>e</sup> (FORT-DE-FRANCE I, II, III, IX, X)**  
Ins., 51 954; vot., 26 024  
Abst., 49,90 %; suffr. expr., 25 365  
Claude Lise, maj. p.-app. PS, c.r., c.g., 12 815 (50,52), ELU.  
Pierre Petit, URC-RPR, c.r., c.g., m. de Morne-Rouge, 12 550 (49,47).

**ELUS:** Claude Lise, maj. p.-app. PS, c.r., c.g. (1<sup>re</sup>); Pierre Petit, URC-RPR, c.r., c.g. (2<sup>e</sup>); Maurice-Louis-Joseph Dogué, maj. p.-PS, d.s. (3<sup>e</sup>); Aimé Césaire, app. PS (4<sup>e</sup>).

**4<sup>e</sup> (LE FRANÇOIS, LE ROBERT)**  
Ins., 69 584; vot., 33 473  
Abst., 51,89 %; suffr. expr., 32 132  
Maurice-Louis-Joseph Dogué, maj. p.-PS, d.s., c.r., c.g., m. de Ducos, 18 075 (56,25), REULU.  
Jean Maran, URC-UDF-PSD, d.s., c.r., c.g., m. de Sainte-Luce, 14 057 (43,74).

**ELUS:** Maurice-Louis-Joseph Dogué, maj. p.-PS, d.s. (1<sup>er</sup>); Jean Maran, URC-UDF-PSD, d.s. (2<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (3<sup>e</sup>); Ernest Moutoussamy, app.-PC, d.s. (4<sup>e</sup>).

Claude Lise, dirigeant du PPM, passant de 10003 voix au premier tour à 12815 au deuxième tour, devance très légèrement le candidat URC-RPR, Pierre Petit, bien que celui-ci condense le score global des deux candidats de droite présents au premier tour; il réunit en effet 12 550 suffrages alors que son potentiel s'établissait à 10 454 voix.

Le score réalisé par M. Lise, 50,52 %, est toutefois très inférieur à celui de M. Mitterrand le 8 mai (61,64 %).

Dans cette circonscription, des bagarres ont opposé, au cours de la nuit du 10 au 11 juin, des militants du PPM à ceux du RPR. Un membre du Parti progressiste martiniquais a été blessé au genou par une balle de gros calibre lors d'un affrontement entre collègues d'affiches. Huit militants du RPR - quatre hommes et quatre femmes - ont été entendus à titre de témoins par la police locale.

Le nouveau découpage était calculé pour donner à la droite les meilleures chances. Il aboutit à donner au Parti progressiste martiniquais un deuxième représentant à l'Assemblée nationale pour la première fois.

Cette petite composante de la majorité présidentielle qu'est le Parti progressiste compte maintenant trois parlementaires: M. Césaire, député depuis 1945, le nouveau M. Lise, et un sénateur, Rodolphe Désir.

Dans la quatrième circonscription, le député sortant, Maurice-Louis-Joseph Dogué (PS), retrouve son siège sans grande difficulté avec 56,25 % des suffrages exprimés, soit 18 075 contre 12 542 au premier tour pour les deux candidats de gauche alors présents. Le député sortant, Jean Maran (UDF-PSD) est battu. Il n'arrive en tête du scrutin que dans cinq des treize communes qui composent la circonscription.

Dans la troisième circonscription, le député sortant, M. Jean-Paul Virapoullet (CDS), Le PCR et le PS avaient réuni le 5 juin plus de 60 % des suffrages dans la circonscription. Ce dimanche, le rapport des forces est inversé en faveur du député centriste qui a bénéficié d'un très mauvais report des voix à gauche. En effet, le candidat socialiste, M. Jean-Claude Fruteau, s'était retiré à contre-cœur de la compétition du deuxième tour et n'avait pas appelé ses partisans à voter pour M. Vergès. Dès le résultat connu, M. Vergès a dénoncé « la trahison » du dirigeant socialiste. Un véritable cadeau, selon lui, offert à M. Virapoullet. Le secrétaire général du PCR a accusé le premier secrétaire de la fédération socialiste d'avoir agi avec un état d'esprit d'« être cantonal ». La défaite de M. Vergès devant le candidat de l'URC, mais il n'a pas, lui non plus, bénéficié de toutes les voix socialistes. Ainsi, dans la commune de Saint-Philippe dont le maire est M. Wilfrid Bertin, ancien député socialiste, le candidat communiste a été nettement devancé par son rival de droite.

### LA RÉUNION (5)

**1<sup>re</sup> (SAINT-DENIS)**  
Ins., 53 737; vot., 37 716  
Abst., 29,81 %; suffr. expr., 35 084  
Auguste Legros, URC-RPR, prés. c.g., m. de Saint-Denis-de-La-Réunion, 18 674 (53,22), ELU.  
Gilbert Annette, maj. p.-PS, 16 410 (46,77).

**ELUS:** Auguste Legros, URC-RPR, prés. c.g. (1<sup>er</sup>); Gilbert Annette, maj. p.-PS (2<sup>e</sup>); Gilbert Annette, maj. p.-PS (3<sup>e</sup>); Gilbert Annette, maj. p.-PS (4<sup>e</sup>); Gilbert Annette, maj. p.-PS (5<sup>e</sup>).

**3<sup>e</sup> (SAINT-LOUIS, LETAMPON)**  
Ins., 69 081; vot., 56 108  
Abst., 18,77 %; suffr. expr., 54 915  
André Thien Ah Koon, URC, div. d., d.s., 30 042 (54,70), REULU.  
Claude Hoarau, app.-PC, d.s., c.g., 24 873 (45,29).

**ELUS:** André Thien Ah Koon, URC, div. d. (1<sup>er</sup>); Claude Hoarau, app.-PC, d.s. (2<sup>e</sup>); Claude Hoarau, app.-PC, d.s. (3<sup>e</sup>); Claude Hoarau, app.-PC, d.s. (4<sup>e</sup>); Claude Hoarau, app.-PC, d.s. (5<sup>e</sup>).

**4<sup>e</sup> (SAINT-JOSEPH, SAINT-PIERRE)**  
Ins., 51 859; vot., 39 574  
Abst., 23,68 %; suffr. expr., 38 491  
Elie Hoarau, app.-PC, c.g., m. de Saint-Pierre, 20 451 (53,13), ELU.  
Maurice Pihoué, URC-RPR, c.g., 18 040 (46,86).

**ELUS:** Elie Hoarau, app.-PC, c.g. (1<sup>er</sup>); Maurice Pihoué, URC-RPR, c.g. (2<sup>e</sup>); Maurice Pihoué, URC-RPR, c.g. (3<sup>e</sup>); Maurice Pihoué, URC-RPR, c.g. (4<sup>e</sup>); Maurice Pihoué, URC-RPR, c.g. (5<sup>e</sup>).

**5<sup>e</sup> (SAINT-ANDRÉ)**  
Ins., 60 033; vot., 43 438  
Abst., 27,64 %; suffr. expr., 42 168  
Jean-Paul Virapoullet, URC-UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Saint-André, 22 551 (53,47), REULU.  
Paul Vergès, app.-PC, d. eur., m. du Port, 19 617 (46,52).

**ELUS:** Jean-Paul Virapoullet, URC-UDF-CDS, d.s. (1<sup>er</sup>); Paul Vergès, app.-PC, d. eur. (2<sup>e</sup>); Paul Vergès, app.-PC, d. eur. (3<sup>e</sup>); Paul Vergès, app.-PC, d. eur. (4<sup>e</sup>); Paul Vergès, app.-PC, d. eur. (5<sup>e</sup>).

### GUYANE (2)

**2<sup>e</sup> (KOUROU, ST-LAURENT-DU-MARONI)**  
Ins., 15 142; vot., 10 302  
Abst., 31,96 %; suffr. expr., 10 120  
Léon Bertrand, RPR diss., 5 192 (51,30), ELU.  
Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g., m. de Remire-July, 4 928 (48,69).

**ELUS:** Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (1<sup>er</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (2<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (3<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (4<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (5<sup>e</sup>).

**1<sup>re</sup> (SAINT-GEORGES)**  
Ins., 15 142; vot., 10 302  
Abst., 31,96 %; suffr. expr., 10 120  
Léon Bertrand, RPR diss., 5 192 (51,30), ELU.  
Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g., m. de Remire-July, 4 928 (48,69).

**ELUS:** Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (1<sup>er</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (2<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (3<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (4<sup>e</sup>); Yves Barrat, maj. p.-app. PS, c.g. (5<sup>e</sup>).

### NOUVELLE-CALEDONIE (2)

**Sortants:** MM. Jacques Laffeur, RPR; Maurice Némou-Pwataho, RPR.

**ELUS (au premier tour):** Jacques Laffeur, URC-RPR, d.s. (1<sup>er</sup>); Maurice Némou-Pwataho, URC-RPR, d.s. (2<sup>e</sup>).

### WALLIS-ET-FUTUNA (1)

**1<sup>re</sup> (ILES WALLIS-ET-FUTUNA)**  
Ins., 8 309; vot., 6 473  
Abst., 22,07 %; suffr. expr., 6 453  
Benjamin Brial, URC-RPR, d.s., 3 367 (52,17), REULU.  
Kamilo Gata, div. d., 3 086 (47,82).

**ELUS:** Benjamin Brial, URC-RPR, d.s. (1<sup>er</sup>); Kamilo Gata, div. d. (2<sup>e</sup>); Kamilo Gata, div. d. (3<sup>e</sup>); Kamilo Gata, div. d. (4<sup>e</sup>); Kamilo Gata, div. d. (5<sup>e</sup>).

### SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1)

**Sortant:** M. Gérard Grignon, UDF (CDS), élu le 7 décembre 1986, après l'élection de M. Albert Pen, PS, au Sénat.

**ELU (au premier tour):** Gérard Grignon, URC-UDF-CDS, d.s.

### MAYOTTE (1)

**Sortant:** M. Henry Jean-Baptiste, UDF (CDS).

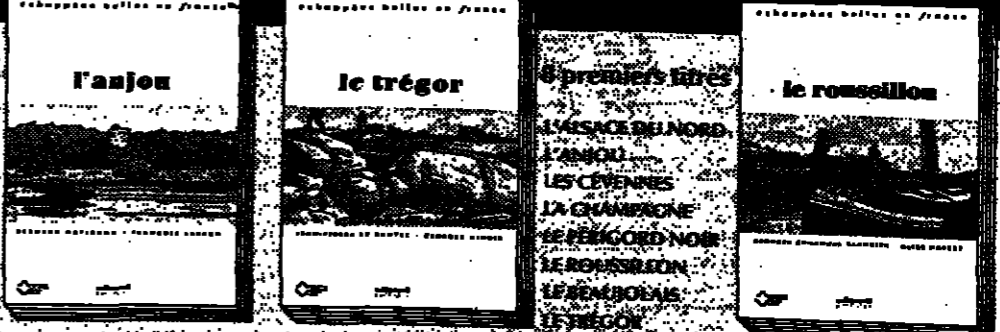
**ELU (au premier tour):** Henry Jean-Baptiste, URC-UDF-CDS, d.s.

### Territoires d'outre-mer

### Collectivités territoriales

## ÉCHAPPÉES BELLES EN FRANCE

Une nouvelle collection pour redécouvrir les "pays" de France



Chaque volume 128 p. illustrées 65 F. En librairie.

Un peuple sensible, tracé par 5 "découvertes" complexes - un écrivain, un historien, un naturaliste, un journaliste et un illustrateur (Loustal) - qui évoquent paysages, monuments, sites et modes de vie.

Une expérience réussie!

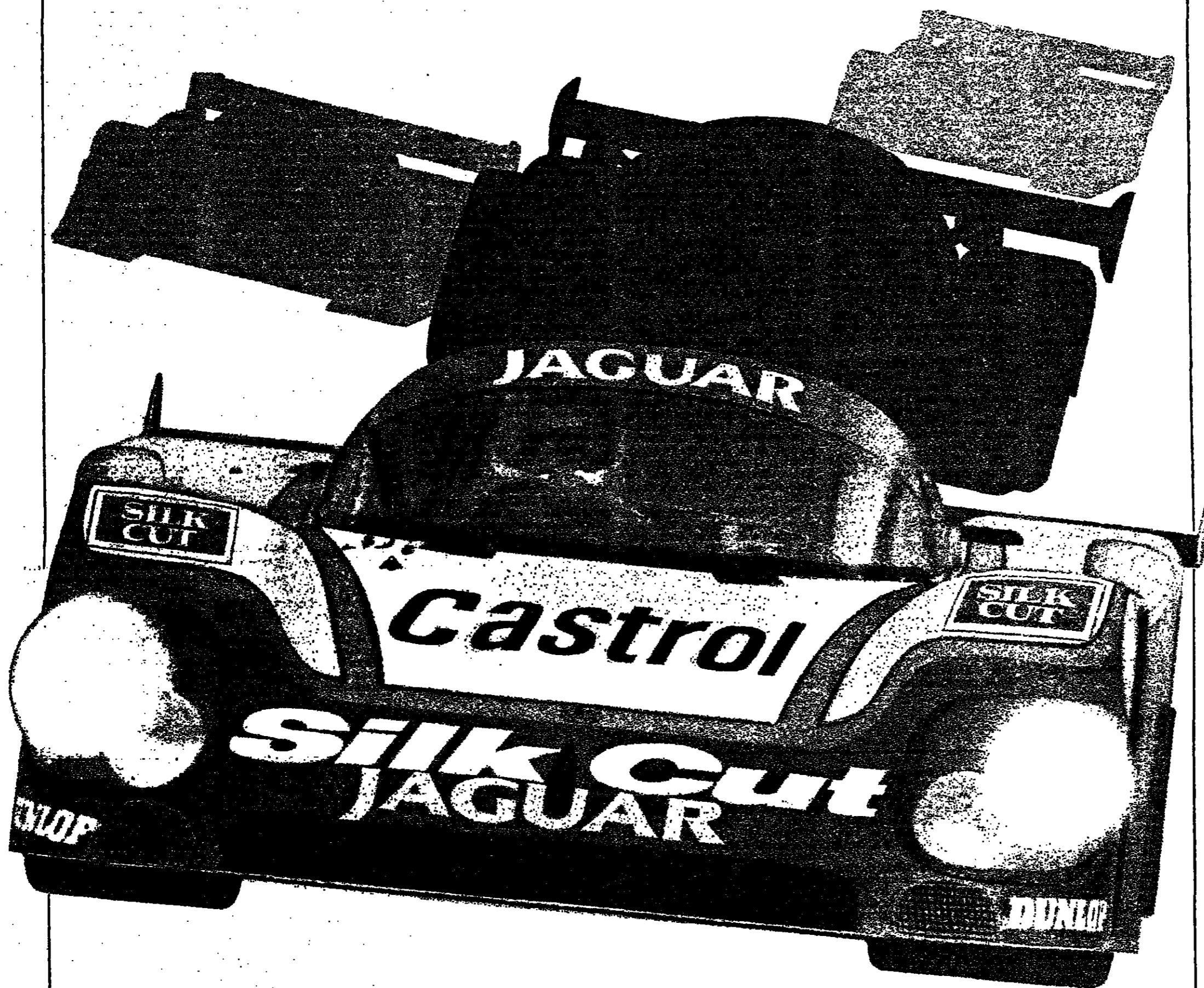
St. Mandé

avec: cartes IGN, itinéraires, dessins et un guide pratique commenté des lieux, randonnées, hôtels, restaurants.

éditions

## VICTOIRE DE CASTROL ET JAGUAR AU MANS

La victoire aux 24 heures du Mans, après celle de Daytona, consacre le leadership mondial du team Castrol/Jaguar XJR-9.



Ces victoires sont le fruit d'un travail d'équipe de premier ordre, associant la supériorité technique de la Jaguar XJR-9 aux remarquables performances des produits de synthèse Castrol.

Ces produits assurent une lubrification

optimale, même aux très hautes températures qui résultent de la vitesse qu'atteint la XJR-9 tout au long d'une course d'endurance de 24 heures.

Castrol produit également un liquide de freins dont le point d'ébullition est supérieur à 300°C, qui supporte les coups de freins les plus

secs sans évaporation ni perte de puissance de freinage.

Autant d'exemples des hautes performances du groupe Castrol.

Performances qui sont à l'origine de notre expansion - soutenue, profitable, et internationale.







Colloque à Potsdam

Représentants de l'Ouest et de l'Est ont présenté des conceptions divergentes de la sécurité

POTSDAM de notre envoyé spécial

L'Institut d'études pour la sécurité Est-Ouest (IEWSS)...

Pour la première fois, des experts internationaux des questions de sécurité et de désarmement...

La « maison commune européenne »

Mais le maniement des symboles et l'émotion, s'ils ont contribué à donner à la rencontre de Potsdam...

avant par Moscou et ses alliés, de la « maison commune européenne »...

Si tout le monde, bien sûr, est d'accord sur la vision d'un monde sans guerre...

D'abondantes métaphores ont animé une discussion sur l'idée gorbatchévienne de construire « une maison commune européenne »...

MOSCOU de notre correspondant

La situation ne cesse de se dégrader au Caucase. De violentes manifestations anti-arméniennes ont éclaté le samedi 11 juin...

Après quelques semaines de flottement, ce mouvement a repris, à la mi-mai...

Un des derniers prisonniers politiques de l'époque de Staline remis en liberté

Un des derniers prisonniers politiques de l'époque de Staline, Vassil Chipilov...

URSS : aggravation de la crise du Caucase

Plusieurs morts à Bakou • Manifestations à Erevan

de personnes se sont rassemblées, dimanche soir encore, dans le centre d'Erevan...

Après, pratiquement tous les députés auraient été l'objet de démarches pressantes des élus...

Dans un pays où les assemblées élues ne sont traditionnellement que de simples chambres d'enregistrement...

Tous ces engagements ont été obtenus au nom du respect de la « perestroïka » et de la « glasnost ».

lieu d'importantes manifestations de solidarité avec les inculpés. Les milieux intellectuels azéris...

Mobilisation populaire

Tout comme au Haut-Karabakh, où la grève est générale depuis trois semaines...

Un proche de M. Ligatchev sur la sellette

Dans la campagne pour l'élection des députés à la conférence du PC soviétique...

Ainsi, le journal Industrie socialiste a annoncé vendredi 10 juin qu'une nouvelle région est le théâtre d'une contestation...

record national de longévité pour cette catégorie de poste. Mais l'affaire se corse si l'on sait que M. Lochtenkov est aussi l'un des plus étroits associés de M. Ligatchev...

C'est aussi de concert que, après quinze ans de loyale coopération, les deux amis furent appelés en 1981 dans l'appareil du comité central à Moscou...

GRÈCE : visite « historique » du premier ministre turc

La difficile concrétisation des « accords de Davos »

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, était attendu lundi 13 juin à midi à Athènes pour une visite officielle « historique » de trois jours...

ATHÈNES de notre envoyé spécial

Les relations entre Athènes et Ankara ont traversé tour à tour des phases de tension et de brève détente. Depuis le rencontre des deux chefs de gouvernement à Davos au mois de janvier 1988...

compromettre la tentative de rapprochement, dépendra sans doute l'avenir de l'« esprit de Davos ».

Si la venue du chef du gouvernement de la Turquie, le voisin si longtemps présent comme l'ennemi irréductible, suscite chez la plupart des Grecs des sentiments d'indifférence ou de légère perplexité...

L'ancien ambassadeur de Grèce à Chypre, M. Stoforopoulos, a lancé un pavé dans la mare vendredi dernier en désapprouvant carrément ce sommet.

« Cette visite d'Ozal va ridiculiser la Grèce. Elle se justifierait seulement si la Turquie admettait les législations internationales et les principes de démocratie et de justice ».

Les dossiers brûlants

A l'occasion de cette visite « historique », un dispositif exceptionnel de sécurité a été mis en place.

L'ensemble des forces de la capitale est mobilisé. Près de quinze mille policiers, des commandos d'élite de l'armée...

Dans la capitale grecque, on ne s'attend pas que la rencontre débouche sur une percée décisive des rapports bilatéraux, même si l'on admet que les deux chefs de gouvernement sont des « hommes à surprendre ».

ALAIN DEBOVE.

GERALD MESSADIÉ L'homme qui devint Dieu Jésus comme il n'a jamais été raconté. ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie

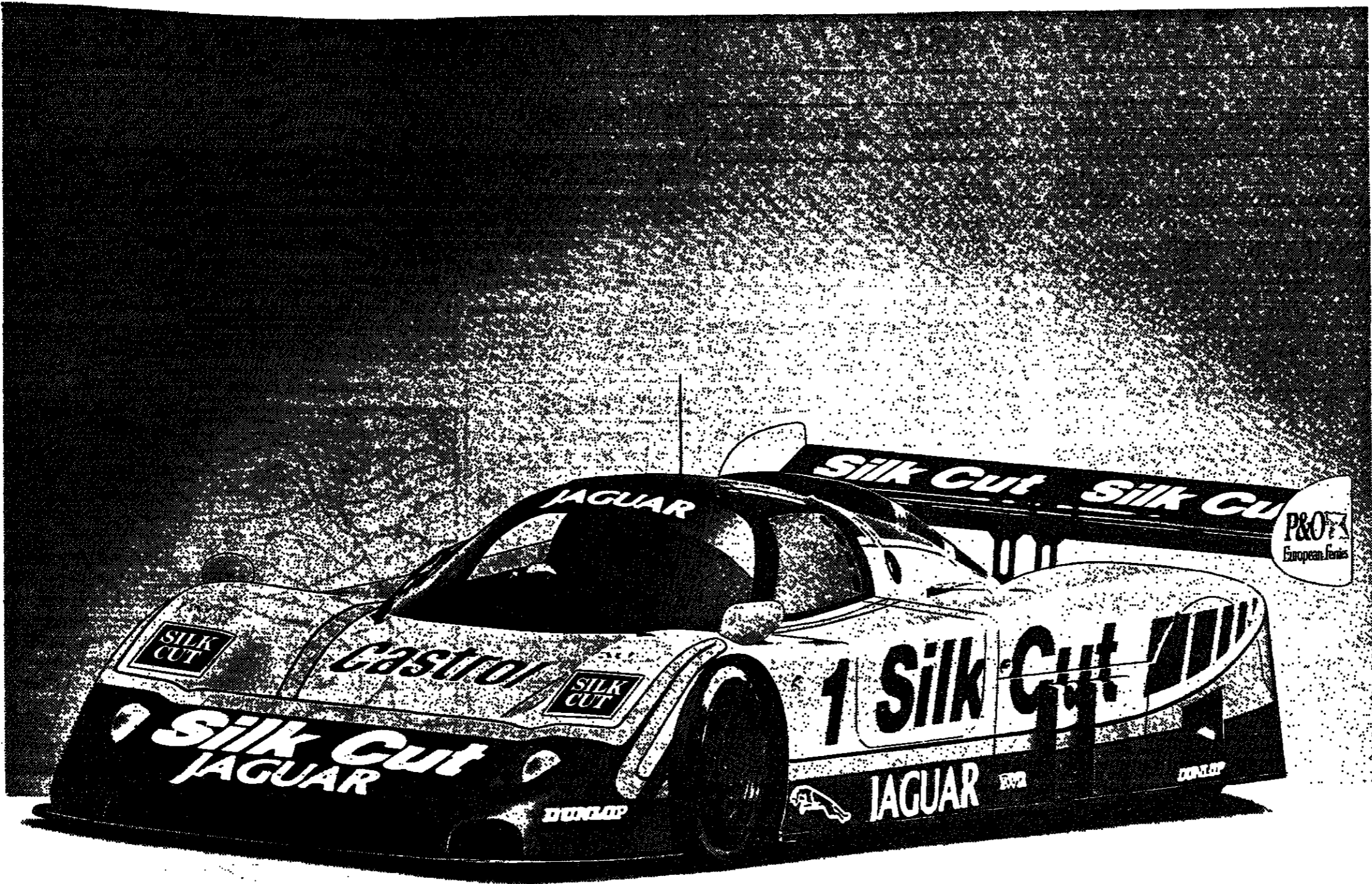












**NOUS SOMMES DEVANT.  
LES AUTRES SONT DERRIERE.**

**SILK CUT — JAGUAR N°1 AU MANS.**

**CHAMPIONS DU MONDE  
DES VOITURES DE SPORT PROTOTYPE 1987.**









ENVIRONNEMENT

La pollution dans l'agglomération de Tours
Le pompage des eaux de la Loire sera progressivement rétabli

En accord avec le ministre de la Santé et le comité scientifique réuni à cette occasion, M. Pierre Cayron, préfet d'Indre-et-Loire, a autorisé, le dimanche 12 juin, les maires des communes du département concernées par la pollution de la Loire à reprendre les opérations de pompage de l'eau du fleuve.

Les circonstances du sinistre semblent aujourd'hui bien établies. Selon M. Michel Rupin, chef d'établissement de l'usine d'Azouer-en-Touraine, l'incendie s'est déclaré vers 21 heures dans la nuit du 7 au 8 juin lors d'une mise en emulsion d'huile de silicone.

Selon le comité scientifique, aucun taux d'arsenic ou de mercure, deux produits hautement toxiques, n'a pu être retrouvé. En dépit de l'autorisation préfectorale, M. Jean Royer, député et maire de Tours, a annoncé une série de mesures complémentaires concernant sa ville.

Aucune erreur humaine

Différentes précautions devront par ailleurs être prises par les particuliers, et un délai de plusieurs jours sera fixé avant que cette eau puisse être déclarée potable.

Si ces hypothèses, qui confirment la pollution des eaux à partir de l'usine Protex, sont validées, il apparaît ainsi que tous les produits toxiques recherchés sont, soit absents, soit présents à des taux inférieurs aux normes européennes.

Le sinistre survenu dans cette entreprise. Ensuite, sur les conditions dans lesquelles l'autorité préfectorale a laissé cette entreprise continuer son activité alors même que celle-ci ne remplissait pas les conditions requises par la législation.

Il est clair, aujourd'hui, que ce sont de simples raisons économiques qui expliquent que les autorités préfectorales aient laissé autant de marge de manœuvre aux responsables de l'entreprise.

Les responsables de Protex, qui rappellent qu'ils font 70 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation, expliquent qu'ils avaient préféré ces derniers temps concentrer leurs efforts sur la modernisation et l'automatisation des locaux plutôt que sur les travaux de prévention de l'environnement.

Il restera enfin à établir pourquoi, après les accidents de 1979 et de 1988, la ville de Tours, construite entre le Cher et la Loire, continue à s'alimenter en eau à partir de ce seul fleuve, en prenant ainsi le risque de devoir interrompre toute distribution d'eau courante dès lors qu'il est empoisonné.

JEAN-YVES NAU.

JUSTICE

Au tribunal de Paris.
La tirelire du métro

Quand ils fonctionnent, les distributeurs automatiques de billets de métro rendent bien des services, et pas seulement aux usagers. Deux techniciens de la RATP comparaissent, vendredi 10 juin, devant la dixième chambre correctionnelle de Paris pour avoir, selon les calculs de la Régie, dérobé au cours de l'année 1986 1 600 000 francs dans les distributeurs de la station RER Gare-de-Lyon, à l'occasion de nombreuses visites d'entretien.

Beaucoup d'attaques à main armée ne rapportent pas autant à leurs auteurs, mais il est vrai que, là, il fallait travailler davantage. Pendant que Gérard Picquiot, trente-quatre ans, chargé de réparer les tourniquets, faisait le guet, Didier Pérès, trente-quatre ans, prélevait plusieurs centaines de pièces de 10 francs dans les distributeurs de billets et falsifiait les compteurs.

Arrêtés en février 1987, les deux hommes n'ont reconnu que les vols opérés au cours de l'année écoulée, mais la RATP soupçonne que les prélèvements auraient duré beaucoup plus longtemps. Le train de vie de Pérès n'avait, d'ailleurs, rien de comparable avec celui d'un électromécanicien au salaire de 11 000 francs par mois. Il s'était fait construire une maison, avait acquis un prieur, restauré à grands frais, et les policiers avaient été impressionnés par l'aménagement somptueux de son habitation.

Après une courte délibération, le tribunal a condamné Didier Pérès à deux ans de prison, dont vingt mois avec sursis, et Gérard Picquiot à seize mois de prison, dont douze avec sursis, en ordonnant une expertise comptable pour évaluer le préjudice mais en accordant une provision de 100 000 francs de dommages et intérêts à la RATP.

Le partage ne semblait pas vraiment équitable, car si Picquiot possédait de confortables économies, elles n'atteignaient pas celles de son complice. A l'audience, il a reconnu n'avoir touché que 1 000 francs, tout en avouant avoir bénéficié des largesses de son collègue, qui lui offrait généreusement des paquets de cigarettes et des repas à la cantine.

Les faits étant reconnus, le seul débat portait sur la somme, et la plus forte contestation est venue de Pérès, qui prétend n'avoir pris que 12 000 francs. Un financier de la RATP et M. Albert Paul Iwens, conseil de la Régie, ont tenté de convaincre le tribunal qu'il fallait au moins compter 1 600 000 francs, en s'appuyant sur des graphiques si compliqués que Pérès les a utilisés à son profit.

Après une courte délibération, le tribunal a condamné Didier Pérès à deux ans de prison, dont vingt mois avec sursis, et Gérard Picquiot à seize mois de prison, dont douze avec sursis, en ordonnant une expertise comptable pour évaluer le préjudice mais en accordant une provision de 100 000 francs de dommages et intérêts à la RATP.

MAURICE PEYROT.

Au procès de la filière bolivo-grenobloise de la cocaïne

Cent quatre-vingt-treize ans de prison requis contre des trafiquants de drogue

GRENOBLE de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Grenoble rendra son jugement le 24 juin dans le procès, qui s'est achevé le 10 juin, des vingt-cinq trafiquants de drogue de col blanc et de leurs revendeurs locaux.

Au total, le substitut du procureur de la République, M. Roland Esch, a requis cent quatre-vingt-treize années de prison. Pour chacun des organisateurs de la filière bolivo-grenobloise de cocaïne, Jean-François Robert, dirigeant de plusieurs sociétés en Bolivie, Eric Fenu, son bras droit et Jean-François Jabin, directeur financier d'une importante société de nettoyage, qui réception-

nait la drogue à Paris, le substitut a demandé dix-huit ans de prison.

Pour le responsable du réseau grenoblois de revendeurs de la cocaïne, Christian Bourgeois-Pin, technicien de la société Thomson, ancien responsable local du Service d'action civique (SAC), la peine requise est de quinze ans d'emprisonnement, tout comme pour ses complices du milieu, notamment René Lancel.

Pour deux autres prévenus, Jean-Auguste Foxley et Gérard Ghanasia, qui avaient participé à l'écoulement de la cocaïne à Paris et dans le sud-est de la France, déjà condamnés à des peines de quinze ans de prison, le substitut du procureur de la République a demandé vingt années de prison.

G. F.

DÉFENSE

Au PC des sous-marins nucléaires

M. Chevènement se fait présenter les activités et les projets de la marine

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devait se faire présenter, lundi 13 juin, au PC de la force océanique stratégique (FOST) à Houilles (Yvelines), les activités et les programmes d'armement de la marine nationale.

Après la visite, vendredi 10 juin, à la gendarmerie mobile, c'est la deuxième sortie du ministre de la défense dans les armées, avant une prochaine visite, mardi 14 juin, à Canjuers (Var), à l'armée de terre et une autre, le 21 juin, à Metz et à Toul, consacrée à l'armée de l'air.

Au PC de la FOST à Houilles, le ministre de la défense devait avoir un aperçu des activités des sous-marins nucléaires lance-missiles balistiques, qui, aujourd'hui, représentent 80 % de la puissance de destruction des forces nucléaires stratégiques françaises aux ordres du chef de l'Etat.

Puis, M. Chevènement devait se faire présenter les activités et le plan d'équipement de la marine par l'amiral Bernard Louzeau, chef d'état-major, entouré de ses principaux subordonnés, parmi lesquels le directeur du personnel militaire de la marine, Compte tenu de la part de la FOST dans le budget global de la marine, les forces navales classiques sont réduites à la portion congrue dans la mesure où, depuis quelques années, maintenant, la marine nationale désarme plus de bâtiments qu'elle n'en admet au service actif.

Dans les années prochaines, la marine prévoit d'accueillir une nouvelle famille de sous-marins stratégiques, dont le premier exemplaire, le Triomphant doit entrer en service en 1994, et une nouvelle classe de porte-avions à propulsion nucléaire, comme le Charles-de-Gaulle, à partir de 1996. Dans vingt ans, selon l'amiral Louzeau, si le plan d'équipement de la marine est respecté, l'objectif est de disposer de six sous-marins stratégiques, deux porte-avions nucléaires, quarante grands bâtiments de combat de surface, dix sous-marins nucléaires d'attaque et cent soixante avions et hélicoptères de combat dans les flottilles de l'aéronavale.

MÉDECINE

Près de 7 000 experts au IV<sup>e</sup> Congrès sur le SIDA

Le virus sur le terrain scandinave

Le roi de Suède Carl XVI Gustaf a présidé le dimanche 12 juin l'ouverture du quatrième Congrès international sur le SIDA. Sept mille experts venant de cent vingt et un pays, plus de 3 000 communications scientifiques présentées, le congrès de Stockholm ne sera pourtant vraisemblablement pas le théâtre de révélations spectaculaires. En attendant le traitement et le vaccin « miracle », les pays scandinaves, comme tous les autres pays du monde, s'organisent pour tenter de freiner la propagation de l'épidémie.

STOCKHOLM de notre correspondant

Dans les pays nordiques, si l'inquiétude reste à l'ordre du jour, la progression du virus semble ralentir quelque peu. Le plus touché, proportionnellement au nombre des habitants (5 millions), est toujours le Danemark, qui est, en Europe, le deuxième pays après la France : 275 cas y ont été déclarés. Compte tenu du grand nombre d'héroïnomanes vivant au Danemark, des mesures de prévention d'urgence ont été mises en œuvre. Ainsi des distributeurs de seringues ont-ils été installés dans les rues des principales villes.

En Suède, la situation connaît un léger répit et on ne constate plus que trente nouveaux cas de contamination par mois. Alors qu'en 1986 on estimait le nombre de séropositifs à 10 000, les experts gouvernementaux avancent aujourd'hui le chiffre de 5 000. Cette révision à la baisse a

d'ailleurs déclenché une polémique, le ministre des affaires sociales M<sup>me</sup> Gertrud Sigurdson ayant été accusée de minimiser la situation et de vouloir démontrer l'efficacité de sa politique.

Officiellement on compte aujourd'hui en Suède 1 816 séropositifs (sept fois plus d'hommes que de femmes) et 192 personnes (dont deux enfants) atteintes de la maladie. Jusqu'à présent 89 personnes sont décédées. Certains spécialistes s'inquiètent des réticences du ministre à vouloir suivre l'exemple danois, entre autres, pour prévenir la contamination chez les toxicomanes en leur distribuant des seringues gratuites. M<sup>me</sup> Sigurdson redoute que cela n'incite au contraire à la consommation. Pourtant le professeur Sven Britton, qui dirige le service du SIDA de l'hôpital Karolinska de Stockholm, estime que la prochaine vague de patients se trouvera précisément chez les toxicomanes.

La Norvège, selon les recherches du professeur Stig Froland, serait peut-être le premier pays d'Europe où est apparu le SIDA. Un marin, son épouse et leur fille sont en effet décédés entre 1975 et 1977 d'une maladie qui pourrait être le SIDA. A la fin du mois de mars, on comptait en Norvège (4 millions d'habitants) 636 séropositifs, mais le chiffre réel est estimé entre 2 000 et 4 000. Sur 81 sidatiques, 48 sont décédés. Un fait nouveau dans ce pays : plusieurs cas de séropositivité ont été découverts chez des sportifs qui s'injectaient des hormones.

La Finlande, enfin, avec ses 5 millions d'habitants, semble plus protégée que ses voisins : on n'y a recensé que 214 séropositifs. Sur 26 cas

de SIDA, 17 jusqu'à présent sont décédés.

Petits pays à faible population, les pays nordiques comptent beaucoup sur l'impact des campagnes d'information. Des campagnes qui s'adressent à tous, des plus jeunes aux plus vieux. Au Danemark, certains trouvent étrange l'on sensibilise déjà les enfants de sept ans. En Suède, on peut également voir dans un « clip » des petites filles, à leur pupitre, enfant consciencieusement des préservatifs à des pénis-tests. Tous ces pays ont investi des sommes importantes dans leurs campagnes respectives, qui vont de l'affichage aux mises en garde et conseils télévisés, en passant par la distribution des brochures à domicile - on en trouve bien sûr aussi dans toutes les agences de voyages qui prévoient des risques que l'on prend en ayant des rapports sexuels avec des étrangers.

Sex is beautiful

Seuls les Danois se permettent pourtant de présenter le problème avec chaleur et humour, à travers une vingtaine de petits films sur la télévision, dont un fait scandale parmi les prêtres qui le jugent franchement pornographique. Le directeur de la campagne anti-SIDA a choisi comme slogan pour ses très beaux posters « Sex is beautiful ».

Si la Norvège et le Danemark semblent pouvoir se passer d'une législation sur le SIDA, la Suède et la Finlande, au contraire, se sont chacune dotées d'une loi sur les maladies contagieuses aux termes desquelles, notamment, toute personne séropositive est tenue de se déclarer comme telle, et peut être isolée contre sa volonté.

Reste le cas particulier du Groenland, toujours en partie sous autorité danoise et victime de l'extrême liberté de ses mœurs sexuelles. Si la grande île ne compte pour l'instant que neuf séropositifs parmi ses 50 000 habitants on s'inquiète beaucoup en revanche de la nouvelle épidémie de syphilis qui s'y développe. « Si le SIDA s'installe au Groenland, dit un politicien inquiet, ce serait comme donner le petit doigt au diable : il va avaler toute la main. »

FRANÇOISE NIÉTO.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

# Economie

## ÉNERGIE

La réunion des pays producteurs de pétrole à Vienne

### L'OPEP dans l'impasse

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

Sous l'œil vigilant et de plus en plus inquiet des acteurs des marchés pétroliers internationaux, où les cours ont chuté en une semaine de plus d'un demi-dollar par baril, les treize ministres de l'OPEP réunis à Vienne ont décidé, après deux jours de réunions formelles de suspendre leurs travaux jusqu'au mardi 14 afin de tenter, par des consultations privées, de sortir de l'impasse où ils se trouvent.

Il apparaît de plus en plus nettement que cette réunion, dont on attendait peu (*le Monde* daté 12-13 juin), pourrait se révéler cruciale pour l'évolution des prix du brut au cours des prochains mois, évolution dont dépend largement, rappelons-le, le rythme d'inflation mondiale.

Bien que la plupart des observateurs s'attendent *in fine* à une solution de façade gelant le système actuel pour six mois, les tensions régnant à l'intérieur du groupe sont telles qu'un retour à une guerre des prix larvée entraînant une rechute des cours n'est plus exclue par les spécialistes.

Une simple reconduction des quotas et du plafond de production pour le second semestre ne signifie pas forcément une stabilité des prix, estime en effet une publication d'information spécialisée, *OPEC Listener*. « L'écoute de l'OPEP », lancée le 11 juin par un groupe de journalistes dissidents de la célèbre revue *Petroleum Intelligence Weekly*. Selon cette publication, « une vive chute des prix un peu au-dessus de 10 dollars (contre 16 actuellement) est au moins aussi probable qu'un raffermissement soutenu jusqu'au niveau officiel de 18 dollars ».

En effet, derrière les débats d'apparence technique qui divisent

les pays membres, notamment sur la définition exacte de la production (incluant ou non les différents produits dérivés ou voisins du pétrole), se cache un enjeu autrement important : un possible gonflement de la production des treize pays au cours des prochains mois, qui déstabiliserait profondément un marché fragile à l'extrême.

#### Dérèglement

La production réelle dépasse déjà largement depuis plusieurs mois le plafond officiel (15,06 millions de barils-jours), atteignant environ 18,5 millions depuis avril, en raison des nombreuses tricheries observées, de l'exclusion de l'Irak du système des quotas et du flou entourant les définitions techniques. Les pays du Golfe au premier rang desquels l'Arabie saoudite, véritable gendarme des prix du brut et qui, seule, a respecté jusqu'ici scrupuleusement son quota, pourraient, si les négociations de Vienne échouent, tirer prétexte des problèmes techniques non résolus pour gonfler à leur tour massivement leur rythme d'extraction.

« Sauf réconciliation politique miraculeuse, les dépassements (de quotas) au cours des six prochains mois pourraient augmenter d'un million de barils-jour ou plus, estime *OPEC Listener*; aussi ne doit-on pas être surpris si la production de l'OPEP atteint 19 ou 19,5 millions de barils-jour cet été [...] voire 20 millions dans les mois qui suivent. »

Or c'est un dérèglement de cet ordre qui avait, pendant l'été 1986, provoqué un effondrement des cours en dessous de 10 dollars, avant que l'OPEP ne se ressaisisse, grâce à un accord au sommet entre l'Arabie saoudite et l'Irak, et ne s'entende en décembre 1987 pour limiter à nouveau sa production et redresser les

cours autour du prix de référence de 18 dollars.

Depuis l'été 1987, à mesure que le consensus politique se détériorait et que la position iranienne s'affaiblissait, l'autodiscipline et le contrôle de l'Organisation sur le marché — et les prix — ont cessé de se dégrader. Chaque nouvelle réunion de l'OPEP depuis lors a été marquée par un nouveau durcissement de la position des pays arabes du Golfe, désireux de maintenir des prix aussi bas que possible, et décidés à ne plus réduire leur production, tandis que, parallèlement, l'exaspération de leurs partenaires croissait en voyant les prix glisser d'un cran et osciller depuis le début de 1988 entre 14 et 16 dollars.

Bien que le dispositif de décembre 1987 ait été, de « compromis » en « compromis », officiellement maintenu, il n'en reste aujourd'hui plus grand-chose. La totalité des Etats producteurs ont d'ores et déjà abandonné, de fait, la grille des prix officiels.

Il ne restait jusqu'ici qu'un semblant de discipline de production de moins en moins bien respectée. Même si les apparences sont sauves, il est évident que l'OPEP, en ouvrant de nouveau les vannes de sa production pendant l'été, reviendrait à la situation de guerre des prix de 1986... A moins que l'Irak, à bout de force et désespéré par cette perspective qui le priverait de revenus vitaux, n'accepte de faire un geste, c'est-à-dire d'octroyer à son ennemi l'Irak, exclu du système, un quota équivalent au sien, ce que Téhéran a jusqu'ici toujours refusé. Une concession politique qui pourrait satisfaire les pays arabes du Golfe et les inciter à la sagesse pour quelques mois supplémentaires. « Ils [les Iraniens] peuvent tirer un lapin du chapeau », assure un délégué du Golfe dimanche 12 juin.

VÉRONIQUE MAURIS.

## SOCIAL

Au congrès de Nice

### La Fédération nationale de la mutualité en guerre contre les dépassements de tarifs médicaux

NICE  
de notre envoyée spéciale

Le langage gestionnaire n'empêche pas la fidélité aux principes : la Fédération de la mutualité française (FNMF), dont le trente-deuxième congrès s'est achevé samedi 11 juin à Nice, a lancé une vigoureuse attaque contre l'extension des « honoraires libres » (dépassement des tarifs fixés avec la Sécurité sociale) chez les médecins (voir *le Monde* du 4 juin). « On ne sait plus où l'on va », déclare M. René Teulade, président de la FNMF. « Il y a des spécialités où des zones où l'on ne trouve plus de praticiens appliquant les honoraires conventionnels. D'autre part, cette extension, avec les baisses de remboursement décidées par les pouvoirs publics, rend pour nous toute prévision, toute gestion impossible. » Le « plan Séguin » aurait ainsi coûté aux mutuelles 7 milliards de francs.

Conséquence : la FNMF réclame de nouvelles conventions tripartites (caisses d'assurance-maladie, professionnels de la santé, mutualité) permettant de parvenir à des tarifs fixes. La Mutualité acceptant, en échange, de « prendre sa part » dans les remboursements.

Des discussions ont commencé avec la caisse nationale des salariés (CNAMTS) pour le cas des dentistes (les prohibés sont très peu remboursés par la Sécurité sociale). Mais la Mutualité, arguant de son poids (80% des remboursements complémentaires), souhaiterait exclure du jeu les assurances.

Parallèlement, la FNMF a lancé une offensive pour l'évaluation des techniques médicales — de plus en plus coûteuses — et des procédures de diagnostic. Dans le même esprit, la FNMF a adressé, depuis juillet 1987, aux médecins généralistes cinq listes comparant les prix des médicaments (270 au total) correspondant à cinquante « principes actifs » : en optant systématiquement pour les présentations les moins chères, les praticiens pourraient faire économiser 2 milliards de francs aux usagers et aux organismes de remboursement. La

FNMF évalue déjà à 60 millions de francs l'économie réalisée par les mutuelles grâce à cette opération.

La FNMF se défend de tout empiètement sur le rôle des médecins : « Il n'est pas question de limiter en quoi que ce soit la liberté de prescription des médecins », affirme M. Teulade. Et le professeur Papiernik, participant à une table ronde sur l'évaluation, expliquait : « Il s'agit d'évaluer les techniques et les stratégies et de faire connaître les résultats, non d'évaluer les médecins eux-mêmes. »

GUY HERZLICH.

#### Décision reportée au 6 juillet

### La place de la CGT dans les instances de PUNEDIC est toujours en suspens

Contrairement à ce qui était prévu et annoncé, les partenaires sociaux n'ont pas tranché, le vendredi 10 juin, sur la question de la présence ou non de la CGT dans les instances paritaires de PUNEDIC (*le Monde* du 25 mai). Retenu depuis longtemps, la date ne se prêtait pas à un examen serein entre les deux tours des élections législatives. Les syndicats et le CNPF ont décidé de se revoir le 6 juillet, pour reprendre la discussion et, si possible, conclure.

Six mois après la signature du protocole d'accord entre la CFDT, FO, la CFTC, la CGC et le CNPF, la situation n'a pas évolué. Contrairement à ce qui s'était produit lors de la signature des autres conventions, la CGT, qui s'était déjà opposée par le passé aux accords, refuse en outre, cette fois, de parapher le nouveau texte de règlement intérieur. Ce qu'elle acceptait habituellement, dans le souci de défendre, de l'intérieur, « les intérêts légitimes des salariés ». En avançant des arguments juridiques, la CGT entend désormais maintenir sa représentation dans les organismes paritaires, de gestion et de contrôle, instaurés par le régime d'assurance-chômage.

Il reste que les instances de PUNEDIC ne sont toujours pas renouvelées et que, par conséquent, le nouveau président M. André Bergeron, en l'occurrence, — se peut être désigné. Pendant ce temps, la nouvelle convention, valable pour deux ans, commence à s'appliquer.

A. L.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

B I L A N 1 9 8 7



## L'INTÉRÊT PUBLIC, C'EST AUSSI VOTRE INTÉRÊT.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE, PREMIER ÉMETTEUR APRÈS L'ÉTAT.  
PREMIER FINANCIER DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

En 1987, le Crédit Local de France - CAECL SA, a collecté 25,7 milliards de francs sur le marché obligataire français, sous forme d'adjudications, de syndications ou d'émissions permanentes. Les deux principales lignes de cotation totalisaient, à fin 1987, un encours de 725 milliards de francs pour l'emprunt à taux fixe (8,90%) et de 12,7 milliards de francs pour l'emprunt à taux révisable. De tels encours ont favorisé la liquidité de ces titres qui ont bénéficié de bonnes cotation tout au long de l'année.

Il s'affirme ainsi comme un émetteur actif et cohérent sur les marchés financiers.



CRÉDIT  
LOCAL de  
FRANCE

GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES

Ses interventions auprès des collectivités locales, partenaires responsables et sûrs, ont connu un fort développement. En 1987, les prêts accordés aux investissements nouveaux se sont accrûs de 20% par rapport à 1986, sur un marché poreux, mais devenu très concurrentiel, les opérations de restructuration de la dette des collectivités locales se sont poursuivies.

C'est grâce à une activité particulièrement soutenue en 1987 que le Crédit Local de France - CAECL SA, a totalisé un bilan de 153 milliards de francs et confirmé sa position de premier rang sur le marché des collectivités locales.

## ÉTRANGER

### Hausse des impôts indirects en RFA

Le gouvernement ouest-allemand a annoncé, vendredi 10 juin, son intention d'augmenter en deux étapes, en 1989 et 1991, certains impôts indirects, les recettes budgétaires supplémentaires ainsi attendues devant s'élever à 6 milliards de deutschmarks par an (environ 22 milliards de francs) en 1989 et 1990 et 7,5 milliards à partir de 1991. Les relèvements d'impôts devraient concerner les taxes sur le carburant et le fioul domestique, le tabac et les assurances-dommages, ainsi que la taxe routière sur les véhicules Diesel.

Les dirigeants ouest-allemands visent ainsi plusieurs objectifs : démontrer à leurs partenaires européens qu'ils sont prêts à faire un pas

en direction de l'harmonisation des impôts indirects dans la CEE, diminuer le déficit budgétaire fédéral (pour le ramener à « environ 30 milliards en 1989 » contre 40 en 1988) et financer la hausse de la contribution de la RFA à la Communauté européenne. Commentant ce projet, M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances, a estimé que ces hausses d'impôts indirects n'étaient pas comparables, par leur ampleur, au vaste programme de diminution des impôts directs engagé depuis 1986 par le gouvernement. Celui-ci se traduira par une diminution des impôts directs d'un montant annuel brut de « près de 50 milliards de deutschmarks » à partir de 1990.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### AVIS AUX PORTEURS D'OBLIGATIONS ÉMISES PAR LE FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX (FSGT)

La dette obligataire du Fonds spécial de grands travaux, établissement public supprimé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988 par la loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987, est prise en charge par l'Etat, comme l'ensemble des droits et obligations du FSGT.

La Caisse des dépôts et consignations (émetteur public, affilié SICOD - l'Etat, l'intégralité du service de cette dette obligataire jusqu'à sa complète extinction, y compris le service des titres nominatifs.

#### VALEURS DE FRANCE

Le 31 mai 1988, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 335,89 F (324,20 F le 13 juin 1988).

A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 310 F (307 F le 13 juin 1988).

L'actif de la SICAF était composé comme suit :

- Obligations : 16,81 %
- Titres intermédiaires : 15,05 %
- Actions : 39,41 %
- Titres non cotés : 14,38 %
- OPCVM : 14,18 %
- Liquidités : 0,17 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et obligations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Immobilier

Les actionnaires d'IMMOBAIL, qui se sont réunis le 25 mai 1988 en assemblée générale ordinaire, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui font apparaître un bénéfice net de 61 262 297,29 F, en progression de 10,3 % par rapport à l'exercice 1986 (55 538 269,25 F).

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11 % 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1987 au 19 juin 1988 seront payables à partir du 20 juin 1988, à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal (coupon numéro 11), après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

SITUATION AU 31 MARS 1988

Au 31 mars 1988, la situation s'établit à 797 845 millions de francs contre 794 447 millions au 31 décembre 1987. Comparé à la situation au 31 mars 1987, le bilan progresse en un an de 8,1 %.

CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI



CRÉDIT LOCAL de FRANCE

GRUPE CASSE DES DEPOSES ET CONSIGNATIONS

A l'issue de son assemblée générale ordinaire tenue le 24 mai 1988, le Crédit Local de France communique les chiffres-clés de l'exercice 1987 :

TOTAL DU BILAN 153 milliards de francs (+ 28 % sur 1986).

MONTANT DES PRÊTS NOUVEAUX ACCORDÉS 33,6 milliards de francs (+ 20 % sur 1986).

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES FRANÇAISES 25,7 milliards de francs (+ 23 % sur 1986).

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES INTERNATIONALES 12 milliards de yen, 150 millions de dollars, (rating AAA accordé par les agences américaines).

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT 1 079 MF (+ 4 % sur 1986).

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/1987 8 milliards de francs.

LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES

VALEURS DE FRANCE

Société d'investissement à capital fixe Société anonyme au capital de 123 758 490 francs

L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 8 juin 1988 a décidé la distribution à titre de dividende d'un montant de 8,37 F par action assorti d'un avoir fiscal de 1,86 F.

Ce dividende sera payable auprès de la BRED soit en numéraire à compter du 30 juin 1988, soit en actions, au seul choix de l'actionnaire, qui devra, s'il exerce cette option, en faire la demande au plus tard le 29 juillet 1988.

En cas de cette option, le prix de l'action qui sera remise en paiement de dividende a été fixé à 271,46 F, soit à 90 % de la moyenne des premiers cours des vingt séances de Bourse ayant précédé le 8 juin 1988, déduction faite du montant du dividende net.

THORN EMI

Thorn EMI annonce une surcote de son offre d'achat sur Holophone, ainsi que sur la participation minoritaire de 13 % dans sa filiale Européenne.

ALLIANCE DE L'ÉPARGNE ET DU MÉCÉNAT DANS UN MÊME COMBAT CONTRE LA MALADIE ET POUR LA RECHERCHE

Une première. Les bulletins de souscription au fonds commun de placement Pasteur-Curie « Épargne Solidaire 2 », géré par le Crédit coopératif, peuvent désormais paraître dans la presse.

Une première. Ce fonds commun de placement est le premier à être mis en place au profit de la recherche biomédicale. Il vous permet de faire fructifier votre épargne tout en soutenant financièrement le développement de l'Institut Pasteur, mondialement reconnu comme le centre de recherche de pointe sur les maladies infectieuses, notamment le SIDA, et l'occasion de l'Institut Curie, l'un des plus importants centres de recherche sur le cancer.

Vingt-cinq pour cent des revenus annuels de vos parts seront affectés en dons, à égalité, à ces deux organismes et seront à ce titre déductibles de vos impôts.

Le taux de rendement moyen du FCP Pasteur-Curie devrait se situer autour de 8 %.

Il s'agit d'un placement sûr puisque le portefeuille du fonds est constitué principalement d'obligations françaises émises ou garanties par l'État.

Une première. Autre fait unique de ce placement d'utilité sociale : l'union, pour la première fois, de deux organismes de cette nature dans une même campagne de collecte et leur première participation à la création d'un produit financier.

Pourquoi deux instituts aussi prestigieux ont-ils jugé utile de s'allier pour faire appel à votre générosité ?

Parce qu'il s'agit — on a tendance à l'oublier — de deux organismes privés et que l'apport de l'État doit être bénéficiant, se révèle insuffisant face aux besoins financiers croissants que génèrent des recherches médicales nécessaires de haut niveau.

En un siècle, l'Institut Pasteur peut tirer fierté des nombreuses victoires remportées dans la lutte contre les grandes maladies infectieuses qui ravagèrent les populations.

Récemment, avec le SIDA, il a montré qu'il était toujours aussi performant : découverte des deux premiers virus incriminés et mise au point rapide de tests de dépistage, recherches en cours d'un vaccin-prototype, contributions importantes à la connaissance du virus et de la maladie.

Mais il est également présent sur d'autres fronts, et ses succès ne peuvent provenir que de travaux de recherche diversifiés, pluridisciplinaires mais complémentaires.

L'Institut Pasteur doit assurer un budget annuel de 512 millions de francs, avec 15 % sous forme de dons.

L'Institut Curie est un enfant de Pasteur, né au début du siècle. C'est aujourd'hui l'un des principaux centres de recherche, de prévention et de traitement du cancer.

La construction d'un nouvel hôpital ultra-moderne s'est avérée indispensable. Les travaux débutent en juin 1988 et seront achevés fin 1992.

Le coût de l'ensemble de l'opération est estimé à 360 millions de francs dont le financement devrait être réparti en trois masses : une participation de l'État de 40 %, des emprunts pour 36 %, les 26 % restants — 90 millions de francs — devant provenir des dons du public.

Soyez les premiers à vous associer à cette entreprise en faveur de la santé en réalisant un placement aussi sûr que généreux.



INSTITUT PASTEUR & INSTITUT CURIE

PLACEZ VOTRE ÉPARGNE EN AIDANT LA RECHERCHE MÉDICALE

FONDS COMMUN DE PLACEMENT ÉPARGNE SOLIDAIRE 2

Faites confiance au fonds commun de placement Épargne solidaire 2 créé et géré par le Crédit coopératif Banque de l'économie sociale

FISCALITÉ : Les entreprises membres du fonds commun sont soumise au régime des plus-values de cession des titres en portefeuille.

Bulletin à remplir pour souscrire au FCP et à retourner au CRÉDIT COOPÉRATIF, 38, avenue Hoche, 75008 Paris

COMMENT SOUSCRIRE ?

- 1) Vous choisissez le montant de votre placement ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 (qui doit être, lors du premier versement, égal ou supérieur à 5 050 F, correspondant à la notion d'épargne stable, selon le règlement du FCP). Ce montant est transformé en un certain nombre de parts du FCP ÉPARGNE SOLIDAIRE 2.

ADHÉSION AU FONDS COMMUN DE PLACEMENT « ÉPARGNE SOLIDAIRE 2 »

Form for subscription to the fund, including fields for name, address, and amount, and checkboxes for payment method and receipt preferences.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'administration de Prétabail-Sicom s'est réuni, le 7 juin, sous la présidence de M. J.-C. Ganton pour examiner le principe d'une fusion-absorption de Sicommerce, Sicomi au capital de 200 millions de francs, par Prétabail; il a donné tous pouvoirs à son président pour préparer le traité de fusion, qui serait soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à l'automne. Sous réserve d'une étude plus complète de la situation respective des deux sociétés, l'opération pourrait être réalisée sur une valorisation de Prétabail-Sicom de l'ordre de dix fois celle de Sicommerce.

Cette opération s'inscrit dans la perspective plus vaste d'un projet de rapprochement entre le groupe Arc-Union et les sociétés du groupe Courcelles, visant à regrouper sous une gestion unique un ensemble de sociétés, qui interviennent dans le domaine immobilier de la manière la plus large qui soit, avec des moyens humains et financiers importants, permettant d'offrir à la clientèle une gamme complète de services.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,60 % - 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1987 au 20 juin 1988 seront payables à partir du 21 juin 1988 à raison de 190,50 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 36,02 F, soit un net de 154,78 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 83 652 à 113 463 seront à tirage au sort du 19 avril 1988 cessant de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 10 au 21 juin 1989 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141, 14 023 à 29 911, 416 246 à 430 134, 13 001 à 54 075, 54 076 à 83 651, 351 753 à 370 068, 383 958 à 393 570, 407 460 à 416 245 et 430 135 à 431 894 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin 1980, le 21 juin 1981, le 21 juin 1982, le 21 juin 1983, le 21 juin 1984, le 21 juin 1985, le 21 juin 1986 et le 21 juin 1987.



COMPAGNIE LEBON

Les actionnaires de la Compagnie Lebon se sont réunis le 1<sup>er</sup> juin 1988 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Roger Paluel-Marmont, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1987.

Ces comptes présentent un résultat bénéficiaire de 75 115 185 F contre 51 698 942 F en 1986.

Un dividende de 34 F par action (plus avoir fiscal de 17 F) sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1988.

Toutes les résolutions proposées à l'assemblée ont été adoptées. L'assemblée a renouvelé le mandat d'administration de M. Didier Pfeiffer et a ratifié la cooptation de MM. Jean-Pierre Le Cam et Paul Padi.

Dans son allocution, M. Roger Paluel-Marmont a indiqué :

«... En juillet dernier, le Tribunal arbitral de Genève a rendu un jugement qui reconnaît le bien-fondé de la demande de Petros. Il vient maintenant de rendre sa sentence finale sur le montant des indemnités dues par Stoffis à Petros.

Petros réclamait à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1984 la somme de 53,9 MF suisses (environ 216 MFF) auxquels devaient s'ajouter des intérêts de retard et éventuellement les dépens. Le jugement récent condamne Stoffis à 16 750 000 dollars (environ 95 MFF). La Compagnie Lebon, qui s'est portée caution en 1979 des engagements de Stoffis, conjointement et solidairement avec d'autres sociétés, a pour sa part dans ses comptes au 31 décembre 1987 une provision totale de 58,5 MF.

Ainsi se termine une déplorable affaire qui date de 1979 et que je me suis efforcé de clarifier et de limiter, dès mon arrivée en 1982. Pour lourde que soit la pénalité, elle met fin à une hypothèque qui était chaque jour plus pesante pour votre Société et qui a mobilisé depuis six ans une part importante de l'énergie de vos dirigeants. Compte tenu des précautions prises, elle n'a pas pour conséquence d'entamer les comptes vivants de votre société.

L'année 1987 s'est terminée par une nouvelle et sensible augmentation des résultats de votre société avec 75,1 MF de bénéfice net contre 51,7 MF l'année dernière, et il vous est proposé, pour la sixième année consécutive, une augmentation du dividende global, qui passera de 45 à 51 F par action. Le désir de votre conseil est de poursuivre une augmentation régulière de votre dividende, nettement supérieure à la hausse des prix.

Trois participations nouvelles ont été prises en 1987 par la Compagnie Lebon : Etelco, Pétrojan SA et Marsora Investissements, dont il vous a été parlé dans le rapport.

Les deux premières sont des participations industrielles dans des sociétés en cours de développement auxquelles nous entendons apporter tout l'appui nécessaire pour les consolider, accroître leurs bénéfices, et dont nous retirons ultérieurement le prix de nos efforts.

Bien que négociées au cours du premier semestre 1987 dans un contexte très défavorable de celui d'aujourd'hui, les conditions d'acquisition de ces participations ont été raisonnables et les résultats sont conformes à nos espérances.

Marsora Investissements répond à une motivation supplémentaire : pouvoir participer en commun, avec des partenaires hautement qualifiés, à des études de dossiers et bénéficier ainsi de leur expérience industrielle.

Avant l'automne 1987, nous avons arbitré une partie de notre portefeuille titres contre les participations dont je viens de vous parler.

Notre portefeuille de placements, qui représentait, en valeur boursière, 228 MF au 31 décembre 1987, a donné lieu à 11,3 MF de provisions passées ligne par ligne, alors que ce même portefeuille représentait à cette date 78,8 MF de plus-values latentes.

Depuis plusieurs années, votre conseil était attentif au déséquilibre des actifs de la Compagnie Lebon, par suite de la participation dans CDME, qui en représentait à elle seule plus de 50 %.

Un investissement, quelle que soit sa qualité, ne doit pas constituer une telle proportion d'un holding financier dont la règle première doit être la diversification.

De plus, la Compagnie Lebon n'a ni la vocation ni les moyens d'exercer sur une filiale devenue aussi importante les contrôles suffisants que chacun est en droit d'attendre d'une maison mère majoritaire.

Par ailleurs, notre filiale CDME était engagée à juste titre dans un plan de développement en Europe et aux Etats-Unis qui nécessitera sans doute, pour être exécuté avec la rapidité souhaitable et profiter des opportunités qui se présenteront à elle, des capitaux propres supplémentaires que la Compagnie Lebon, sa maison mère, risquait de ne plus pouvoir lui fournir.

Lorsque la CFAO, puissante société spécialisée dans le commerce international, est devenue en décembre dernier actionnaire de la Compagnie Lebon et de CDME et a manifesté tout l'intérêt qu'elle portait à cette dernière, elle est apparue à votre conseil comme un partenaire souhaitable pour CDME. La CFAO est à même de l'aider à poursuivre activement sa croissance, de lui apporter l'environnement dont elle a besoin, tout en lui laissant une suffisante autonomie pour conserver le dynamisme de sa direction et de son personnel ainsi que sa culture.

Pour ces raisons, en février dernier, la Compagnie Lebon a cédé 38 % du capital de CDME à la CFAO dans des conditions très appréciables pour votre société.

Ce mouvement est dans le droit fil de la politique que, au nom de conseil, je vous ai exposée en 1982, lorsque, pour la première fois, j'ai eu l'honneur de présider cette assemblée. Je vous disais alors : « Le rôle de la Compagnie Lebon est d'être un holding vrai et vivant ; entendus par ces termes une société animant plusieurs entreprises dont les risques économiques sont différents, dont les poids respectifs ne doivent pas être trop disséminés, et dont aucune ne doit être d'une taille telle qu'elle risque d'entraîner la maison mère dans des difficultés insupportables. »

Notre rôle est d'aider au développement des sociétés auxquelles nous participons pour les porter jusqu'à un niveau de prospérité et de taille où d'autres actionnaires pourront à leur tour les aider à franchir une étape nouvelle.

Au cours des derniers mois, nous avons donné à la Compagnie Lebon de nouvelles possibilités d'action, nous avons limité les conséquences financières de l'opération Stoffis, nous avons à l'état de nouvelles prises de participation qui sont à notre taille et répondent à nos objectifs. C'est donc avec une confiance accrue que la Compagnie Lebon peut aborder les années à venir.

Marchés financiers

PARIS :

Second marché (sélection)

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Marché des options négociables le 10 juin 1988

Table with columns: VALEURS, PRIX exercice, and sub-columns for call and put options for various months.

INDICES

Table with columns: CHANGES (Dollar: 5,83 F ↑), BOURSES (PARIS, NEW-YORK, FRANC-FORT, TOKYO) and MARCHÉ MONÉTAIRE.

LONDRES

Où est passé le trésor de « Mister Clowes » ?

La chasse est ouverte dans la City pour tenter de localiser les 185 millions de livres (1,9 milliard de francs) déposés par quelque dix-huit mille investisseurs privés britanniques dans la société de M. Peter Clowes, propriétaire de Barlow Clowes International. Une enquête a été ouverte à la suite de plaintes de nombreux petits porteurs.

Selon la presse britannique, les enquêteurs se sont penchés sur la fille de M. Clowes à Gibraltar et cherchent à savoir si un yacht luxueux, le « Boukaphalos », dont se sert la famille Clowes, n'a pas été acheté par des sociétés agissant pour le compte de la firme d'investissement britannique. Le yacht, d'une valeur de 2,5 millions de dollars, appartenait à Tina Osmans et s'appelait alors l'« Achilles R ».

Une enquête a été également ouverte sur les autres avants de M. Clowes, notamment sur Leon Lee, dont il se servait fréquemment pour ses voyages.

M. Clowes est propriétaire d'une vingtaine de sociétés opérant dans différents secteurs, comme la joaillerie, l'informatique et l'immobilier. Les syndicats désignent par les autorités financières britanniques sont également impliqués les comptes en banque de M. Clowes à Londres, à Gibraltar et à Genève notamment.

L'enquête menée par des fonctionnaires du département de l'industrie et du commerce (DTI) avait débuté en novembre dernier, à la suite de plaintes de petits porteurs auxquelles la société d'investissement avait promis des gains importants sur l'achat de fonds d'Etat. Le Security Investment Board (SIB), chargé du contrôle des opérations financières en Grande-Bretagne, a pris le relais pour évaluer l'ampleur du préjudice. - (AFP.)

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table showing weekly balance sheet of the Bank of France with columns for Total actif, Total passif, etc.

TAUX DES OPÉRATIONS

Table with columns: Taux de la dernière opération sur appel d'offre, Taux des dépôts à sept jours, Taux d'escompte, Taux des avances sur titres.

SUISSE

La place financière pourrait perdre son attrait

La place financière suisse risque de perdre de son attractivité, a estimé l'Association des banques étrangères en Suisse. Cette association a fondé son avis sur des conditions moins intéressantes en Suisse que dans d'autres pays, en l'occurrence des obstacles fiscaux, ainsi qu'une force d'innovation et une flexibilité insuffisantes.

L'association regroupe deux cent huit instituts bancaires et sociétés financières ayant réalisé, en 1987, un bilan global de 99 milliards de francs suisses (406 milliards de francs), soit 4,7 % de plus que l'année précédente. Malgré le krach boursier d'octobre dernier et l'affaiblissement du dollar, ce résultat représente un record, a précisé M. Jean-Pierre Cuoni, président de l'association et directeur de la Citibank, à Zurich. Les responsables de l'association ont cependant constaté que la place financière suisse a connu, ces dernières années, une croissance inférieure à celle de ses concurrentes et qu'elle a perdu des parts de marché. - (AFP.)

SUÈDE

Fusion de deux sociétés de travaux publics

Les sociétés suédoises ABV et JCC (spécialisées dans la construction, l'équipement, les travaux publics et l'immobilier) ont décidé de fusionner pour créer un nouveau groupe baptisé Nordic Construction Company (NCC), destiné à devenir le deuxième dans ce secteur en Suède. Le NCC, dont l'entrée en activité est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 1988, regroupera quelque vingt mille employés et réalisera un chiffre d'affaires annuel attendu d'environ 16 milliards de couronnes. Le NCC possède également un parc immobilier estimé à quelque 6,5 milliards de couronnes. Le NCC sera désormais un concurrent direct pour le géant suédois du bâtiment et des travaux publics, Skanska (travaux militaires). - (AFP.)

FAITS ET RÉSULTATS

Boots : le bénéfice augmente de 10 %. - Boots, la principale chaîne de pharmacies et laboratoires de production pharmaceutique en Grande-Bretagne, annonce une hausse de 10 % de son bénéfice avant impôts pour l'exercice clos le 31 mars dernier (272,2 millions de livres, contre 242,8 millions pour l'exercice précédent). Ce résultat est nettement supérieur aux prévisions des analystes (235 et 238 millions). Le chiffre d'affaires a diminué de 4 %, à 2,9 milliards de livres contre 2,95 milliards. Le dividende final a été fixé à 5,7 pence, faisant un total pour l'année de 8,8 pence contre 8 pence, et le bénéfice par action a progressé à 20,4 pence contre 19,5 précédemment. La direction a précisé que la compagnie doit faire face à une compétitivité accrue dans plusieurs domaines, mais qu'elle reste optimiste quant à une amélioration de ses résultats. - (AFP.)

Nord-Est : epilogue pour 1988. - Le groupe Nord-Est, qui met désormais l'accent sur la composante industrielle de son activité, table pour 1988 sur une hausse de ses bénéfices de 20 %. Après une progression de 26 % de son bénéfice net (part du groupe) en 1987 à 142,2 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 4,77 milliards de francs), Nord-Est (société de portefeuille), dont Paribas détiend 39 %, souhaite « reconstruire ses forces sur trois piliers : le chauffage, l'emballage et la mécanique », a déclaré son PDG, M. Rambaud. « Notre ambition est d'atteindre, dans chacun de ces secteurs, la dimension européenne », a-t-il souligné. Pour 1988, l'investissement du groupe atteindra 180 millions de francs, tandis que la part du secteur industriel dans les résultats représentera 80 % en 1988 contre 75 % en 1987 et 16 % en 1983. Le groupe dispose d'une trésorerie de 430 millions de francs et d'un portefeuille obligataire de 273 millions. A l'horizon 1990, Nord-Est, « qui étudie

des prises de participations ou des acquisitions d'entreprises », espère déployer un bénéfice net représentant 5 % du chiffre d'affaires, selon son PDG. Pour 1990, Nord-Est table sur un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs pour un bénéfice net de 250 millions de francs et pour 1992 respectivement 6,5 milliards et 300 millions.

Fermentis : retour aux bénéfices. - Le fabricant suédois de produits pharmaceutiques Fermentis, spécialisé principalement dans la production de pénicilline de base, a enregistré pour les quatre premiers mois de cette année un bénéfice avant impôt de 59 millions de couronnes suédoises (soit 59 millions de francs) contre un déficit de 83 millions de couronnes pour la même période en 1987. Le communiqué de la société ne précise cependant pas le montant du chiffre d'affaires ni la raison de ce retour aux profits. Pour l'ensemble de 1987, la société suédoise avait enregistré un déficit avant impôts et dotations limité à 113 millions de couronnes contre une perte de 613 millions de couronnes en 1986. Fermentis, et en particulier son ancien PDG, M. Refaat El-Sayed, avaient été au centre d'un « scandale » retentissant fin 1986 dans les milieux économiques et financiers suédois. Le découvert de graves irrégularités dans la comptabilité de Fermentis, ainsi qu'une manipulation des prévisions et résultats avaient provoqué l'effondrement des cours des actions de Fermentis et avaient abouti à l'exclusion de la société de la Bourse de Stockholm fin 1986. Une enquête judiciaire, toujours en cours, avait alors été ouverte et plusieurs personnalités de l'ancien conseil d'administration avaient été mises en cause, dont M. El-Sayed, dont les dettes totales envers son ancienne société dépasseraient le milliard de couronnes. - (AFP.)

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES échappées belles en france. Includes logos for Le Tour du Monde, Le Guide du Nord, etc.

Marchés financiers

BOURSE DU 10 JUIL

Cours relevés à 17 h 31

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant (élection)'. Lists various stocks and their performance.

Table for 'SICAV (élection) 10/6' containing columns for Valeurs, Cours, and % change. Lists various investment funds and their performance.

Table for 'Cote des changes' showing exchange rates for various currencies and gold prices.

Table for 'Marché libre de l'or' showing gold prices in different forms and locations.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	CULTURE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	SERVICES	A nos lecteurs
33 Aggravation de la crise du Caucase. - La visite du premier ministre turc en Grèce.	<b>Le résultat des élections législatives :</b> 2 à 8 Analyses et commentaires. 9 à 12 La liste des élus et des battus. 14 à 17 Paris et la région parisienne. 18 à 32 Les départements et l'outre-mer.	36 La 8 <sup>e</sup> Symphonie de Brückner, par Janowski. 37 Le Lac des cygnes, de Mats Ek. - Communication.	43 Environnement : la situation à Tours. <b>SPORTS</b> 41 Le Grand Prix de formule 1 du Canada. - Les 24 Heures du Mans. - Les championnats d'Europe de football.	44 La Fédération nationale de la mutualité en guerre contre les dépassements de tarifs médicaux. 45-46 Marchés financiers.	Abonnements ..... 14 Campus ..... 42 Carnet ..... 42 Loto ..... 40 Météorologie ..... 40 Mots croisés ..... 40 Radiotélévision ..... 40 Programmes spectacles ..... 40	<b>Le deuxième cahier « Economie »</b> est disponible uniquement en France métropolitaine. Nous prions nos lecteurs hors de l'Hexagone de bien vouloir nous en excuser.

## Le différend entre la BIP et Deltabanque Le salarié et la propriété du logiciel

Un logiciel d'ordinateur développé par un salarié dans une entreprise lui appartient-il ou bien appartient-il à son employeur ? Cette question a été tranchée en 1985 par la loi préparée par M. Lang, ministre de la culture, en faveur de l'employeur. Mais, dans la pratique, l'application ne sera pas simple. Un exemple : si le salarié quitte son entreprise, a-t-il le droit ou non de réécrire le même logiciel ? Une affaire qui oppose deux banques, la Banque internationale de placement (BIP), filiale de la Société générale, et Deltabanque

(Compagnie du Midi) pourrait faire naître une jurisprudence. Fin 1986, la BIP a des difficultés. Plusieurs salariés et cadres supérieurs la quittent. Certains se retrouvent chez Deltabanque qui vient de se créer. En juillet 1987, la BIP porte plainte contre X pour corruption active et passive d'agents de société et contrefaçon de logiciels. Des perquisitions ont lieu. Des documents sont saisis. Deux mandataires de Deltabanque, MM. Jacques d'Espine et Gilles Pellegrino, sont aujourd'hui inculpés.

## La déconfiture des agents de Change Les ordres litigieux ont été exécutés par la charge Dupont-Denant

Quelques heures avant la réunion du conseil d'administration de la société des Bourses françaises (SBF), qui devait se tenir lundi 13 juin dans l'après-midi pour examiner les conditions dans lesquelles elle avait perdu 500 millions de francs sur le MATIF (le Monde daté 12-13 juin), les autorités boursières ont reconnu que les ordres ont été exécutés par la charge Dupont-Denant, celle-là même que préside M. Xavier Dupont, président de la SBF.

En tant que telle, l'affaire est assez banale - les débauchages dans l'industrie et la banque sont courants, même s'ils sont souvent mal vécus, - mais l'aspect informatique l'est moins. Deux expertises seront nécessaires, selon M. Kiejman, défenseur de Deltabanque. D'abord d'un point de vue strictement informatique : y a-t-il eu copie ou non de logiciel ? Ensuite d'un point de vue bancaire : ces logiciels représentent-ils le cœur du savoir-faire des banques sur les marchés ? L'intime liaison entre les nouveaux instruments financiers et les ordinateurs rend cette question d'actualité mais la réponse, qui n'est pas simple, prendra du temps.

Dans un communiqué publié en fin de matinée, la SBF a précisé « que la société de Bourse Dupont-Denant exécutait sur le MATIF les ordres que lui adressait le gestionnaire du portefeuille obligatoire de la Chambre syndicale. Elle est intervenue dans le cadre de son activité d'intermédiaire dans les conditions de droit commun ».

A la suite de ce scandale - le plus important de l'histoire de la Bourse, - M. Xavier Dupont pourrait être amené à démissionner de ses fonctions à la tête de cet organisme professionnel, en même temps que certains membres de son état-major.

## Nouvel échec des discussions aux Houillères de Provence

Les négociations entre la direction des Houillères du bassin du Centre-Midi (HBCM) et les syndicats des mineurs de Gardanne (Bouches-du-Rhône) tenues à Saint-Etienne, siège des HBCM, le samedi 11 juin, ont échoué comme les précédentes à Aix-en-Provence, le 2 juin.

Après des débrayages quotidiens de deux heures du 7 au 28 avril, à l'appel de la CGT, rejointe par la CFDT, les mineurs sont en grève totale et occupent les deux carreaux de la mine et la centrale thermique. Ils demandent notamment une prime de 1 500 F comme rattrapage du pouvoir d'achat sur 1987, une augmentation de 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988 et un salaire minimum mensuel de 7 800 F au fond, de 6 600 F au jour. La direction propose seulement une avance de 50 % sur le salaire perdu pendant la grève, dans la limite de 5 000 F et selon un calendrier à discuter. Elle propose aussi un Livre blanc sur les problèmes actuels et l'avenir des houillères de Provence.

## Chabot à la prison Saint-Paul de Lyon

La soirée du samedi 11 juin a été marquée par un chabot à la prison Saint-Paul de Lyon.

Mécontent de la décision des services pénitentiaires de couper le courant, vers 23 heures, alors qu'ils regardaient à la télévision la retransmission du concert de Wembley dédié à Nelson Mandela, les détenus se sont mis à « tambouriner » dans leurs cellules.

Pendant les discussions, une trentaine de mineurs ont occupé la gare de Saint-Etienne-Châteaureux, entraînant des retards pour plusieurs trains. A Aix-en-Provence, dans la soirée, des incidents ont eu lieu entre des mineurs, d'une part, et des passants, ainsi qu'un photographe du Provençal.

**Stages de Lecture Rapide**

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace. Possibilités de stages en entreprise Paris et Province, en Français et Anglais.

**GEICA FORMATION : 42 96 41 12 + 56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris**

**SIGNEZ VOTRE CARRIÈRE icad<sup>3</sup>**

HUIT MOIS D'ÉTUDES DE SPÉCIALISATION  
Imaginer • Créer • Anticiper • Décider

DEUX OPTIONS  
COMMERCIAL INTERNATIONAL  
CREATION • REPRISE et GESTION P.M.E.  
Niveau requis : BTS - DUT - DEUG - DEUST - LICENCE  
(Équivalent obligatoire)

enseignement supérieur commercial privé  
91, rue de l'Université 75007 Paris • 45.51.23.90/45.55.71.69

## Avec l'objectif de privatiser complètement le système de radio-télévision M<sup>me</sup> Thatcher favorise de nouvelles chaînes hertziennes

M<sup>me</sup> Thatcher n'a jamais caché son irritation face au duopole exercé depuis plus de trente ans sur le paysage audiovisuel anglais par la BBC (service public) et l'ITV, réseau de quinze stations de télévision commerciales. Ayant pour objectif, à long terme, la privatisation complète du système de radio-télévision, après la vente aux enchères des concessions ITV en 1992, ainsi que la prochaine ouverture au privé de la bande FM, le premier ministre saisit toutes les occasions pour ouvrir le marché de l'audiovisuel au secteur privé.

C'est ainsi que le gouvernement conservateur étudie actuellement la possibilité de transférer deux des chaînes hertziennes existantes - BBC 2 et Channel 4 - au satellite du British Satellite Broadcasting (BSB) qui sera lancé prochainement.

Outre cette annonce surprise, faite le 10 juin, le gouvernement encourage actuellement la création de nouvelles chaînes hertziennes privées. Il a déposé auprès de l'International Telecommunications Union un projet de télédiffusion de deux fréquences UHF réservées jusqu'alors au radar. Et cela au vu des résultats de deux rapports, dont le premier, établi par une commission technique, estime qu'il y a place pour deux nouvelles chaînes hertziennes (couvrant 60 % du territoire national, l'autre 40 %).

Le deuxième rapport, confié à des annonceurs et à des publicitaires, assure que le marché publicitaire peut supporter ces nouveaux débouchés.

Si la politique de « désengagement » (« arm's length policy ») dans le domaine de l'audiovisuel a été réaffirmée par le ministre de la communication britannique, M. Tim Renton, - « Les nouveaux services de communication doivent se développer... » - le calendrier et les modalités de cette « dérégulation » ne font pas l'unanimité au sein du gouvernement. Les « libéraux à tout crin » proches de M<sup>me</sup> Thatcher (représentés par lord Young, secrétaire d'Etat pour l'industrie), souhaitent la multiplication rapide de chaînes commerciales à cent pour cent. Des conservateurs plus traditionnels, pour lesquels la BBC reste un modèle (notamment l'entourage du ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd), préconisent des solutions plus graduées, dans le temps, et plus nuancées quant au choix entre public et privé.

Les modérés veulent éviter, en outre, qu'une cinquième, voire une sixième chaîne ne déstabilise les projets britanniques de télévision directe. En effet, le consortium privé British Satellite Broadcasting Ltd (BSB) proposera, à la fin de 1989, quatre nouveaux services, sur trois canaux de télévision directe par satellite, sans parler de BBC 2 et Channel 4.

ALAIN WOODROW.

## Sur le vif S'il n'en reste qu'une...

Alors, contents ou pas contents du résultat des élections ? Moi, je suis scandalisée. Enfin, c'est pas sérieux ! A la veille du troisième millénaire, avec l'Europe qui tambourine à notre porte, comment a-t-on pu faire preuve d'autant d'inconséquence, de légèreté ? Sur cinq cent soixante-dix-sept députés, vous savez combien il y a encore de bonnes femmes ? J'ose à peine vous le dire. Vingt-sept ! Vingt-sept salopes qui ont réussi à se faufiler, je me demande bien par quel moyen, dans cette noble et vertueuse Assemblée.

Grâce à quoi, ils ont quand même réussi à en virer plus d'une demi-douzaine. D'accord, c'est un progrès. Mais c'est pas suffisant. Non, c'est clair, c'est grand responsable, c'est lui, c'est Jean-Marie Le Pen, son parti, le parti le plus méchoc, le plus scabreux de France, qui est qui le représente ? Une nana. Et personne d'autre. La FN, c'est elle. Vous vous rendez compte ?

Qu'est ce qu'elles foutent là, vous pouvez me dire ? Non, mais de quoi je me mêle et de quel droit je viens mettre mon vilain nez dans les affaires d'un grand pays industriel, déjà très handicapé par une forte mortalité de femmes, d'incapables, de nullités, à peine descendus des arbres.

Qui elle ? Je me suis renseignée auprès de mes copains du service politique. Parait que c'est la fille de La Pen. Elle a trente-neuf ans. Elle est née à Saïgon. Yann Piat, elle s'appelle. Et on le surnomme devinez comment... La fille du régiment ! Ben, tiens ! Elle n'a que ce qu'elle mérite. Quand on est une femme comme il faut, on ne va pas traîner côté messieurs dans les travées du Palais-Bourbon.

Qu'est ce qu'il s'est passé ? Je ne comprends pas. Pourquoi ils se sont tous montrés très vigilants, les pots à mon Mini, à mon Jéquot, et à M<sup>me</sup> Valéry. Ils se sont serrés les coudes. Les « cocos », paré.

Ah, un peu de discrétion, mesdames, je vous en prie. Vous êtes là, bon, tant pis. Au moins, bouchez-les, et que je n'entende jamais le son de vos vingt-sept voix.

**CLAUDE SARRAUTE.**

## EN BREF

• **Manifestation en Moselle** contre un centre d'incinération. - Plusieurs milliers de personnes ont manifesté le samedi 11 juin à Grosbiedersstruff, près de Sarreguemines (Moselle), pour protester contre le projet de reconversion d'une ancienne centrale thermique en centre d'incinération d'ordures ménagères capable de traiter 450 000 tonnes par an. Les vingt et un maires des communes concernées - treize en France et huit en RFA - se sont joints à la manifestation. Ils craignent que l'usine ne serve à incinérer des déchets toxiques.

• **Interpellation d'un membre** présumé de l'ETA militaire. - Imanol Chabarri Lopategui, vingt-huit ans, dirigeant présumé de l'organisation séparatiste basque espagnole ETA militaire a été interpellé, vendredi soir 10 juin, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) par la police de l'air et des frontières, au cours d'un contrôle de routine.

• **Pollution de la Merne** après un incendie d'usine. - L'usine Lesieur de Bonneuil-sur-Marne (Seine-et-Marne), qui fabrique des produits savonneux, a été détruite par un incendie accidentel, dans la nuit du 10 au 11 juin. L'arrosage de l'usine par les pompiers a entraîné l'écoulement vers la Merne de produits détergents qui se sont accumulés entre le pont de Crétin et le pont de Maisons-Alfort. Des analyses sont en cours pour connaître l'état de la pollution.

• **Des radars français** pour l'aviation italienne. - L'armée de l'air italienne a passé commande à la société française Thomson-CSF de dix-huit radars (guerre de surveillance maritime) qui seront embarqués sur des avions Breguet-Atlantic. Le radar Iguane, qui balise la totalité du champ (360° degrés), permet de détecter les avions de surface entre 270 et 360 kilomètres de distance et de décoller, à portée plus rapprochée. Des périscopos de sous-marins adverses.

## IRAK

### Attaque iranienne dans le secteur de Chalamcheh

Les forces iraniennes ont lancé une attaque dans la nuit de dimanche à lundi 13 juin au sud du front afin de franchir la frontière dans la région du lac des Poissons, dans le saillant de Chalamcheh, a annoncé l'état-major irakien, dans un communiqué diffusé par Radio-Bagdad.

Selon le communiqué, de violents combats se déroulent actuellement après que l'armée eut réussi à contenir l'attaque iranienne à l'est du lac. Cette précision indique implicitement que les forces iraniennes ont réussi à prendre pied en territoire irakien. Le communiqué ajoute que l'armée irakienne se prépare actuellement à une contre-attaque. - (AFP.)

## Consommation

### Optimisme américain

La confiance des consommateurs américains, régulièrement évaluée par les enquêtes du Conference Board, a atteint en mai son plus haut niveau depuis 1969, à 119,2 points, en augmentation de 3,5 points par rapport à avril. Un tiers des personnes interrogées estime que la situation économique actuelle est « bonne », alors que seulement 18 % la jugent « mauvaise ». Confiants en l'avenir, 73 % des ménages américains pensent que cette situation va durer.

**Pâtisserie GUIR DES GRANDES GRIFFES**

**MERENLENDER**  
réalisée sur mesure pour ELLE, pour LUI ses superbes vêtements de peau, de fourrure et ses vêtements de pluie

3, FAUBOURG-ST-HONORÉ  
(3<sup>e</sup> étage) 42-65-12-36

**SCIENCE VIE**

**CYCLES & SAISONS**

- Les calendriers des animaux
- Les cycles des naissances
- Les marchés vertes
- Maladies d'été, maladies d'hiver
- L'humeur et les saisons

**NUMÉRO HORS SÉRIE EN VENTE PARTOUT**

A B C D E F G

**RODIN la mode en**

**SOLDES!**

Des robes de soirée de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.

Les apprêts des robes, des tissus, la coupe et l'assemblage des coupes!

**RODIN**  
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS